

Le G 7 s'inquiète de la spéculation

Diffusés vendredi 30 octobre, les communiqués des chefs d'État et de gouvernement des pays du G 7 marquent un tournant. Il s'agit, selon Bill Clinton, de « mettre de l'humanité dans l'économie mondiale ».

p. 4, 16 et notre éditorial p. 13

Front national : la crise de Toulon

Défaites électorales, majorité divisée, incarcération d'un élu : la situation de Jean-Marie Le Chevalier, maire FN de Toulon, se complique.

p. 6

Des lycées aux caisses des partis

Selon des cadres d'une filiale de la Lyonnaise des eaux-Dumez, des détournements opérés sur les marchés des lycées franciliens servaient à financer le RPR, le PR et le PS.

p. 8



« TÊTE DE PAN » : MALEVITCH © MUSÉE RUSSE

Rouge Russie

La Russie était rouge avant d'être communiste. Démonstration à Vienne, dans une exposition sur l'importance de cette couleur dans l'art russe avant et après 1917.

p. 22

Mickey et Astérix victimes du Mondial

La fréquentation des grands parcs de loisirs français a baissé au cours de l'été, notamment pendant la Coupe du monde de football.

p. 15

Courir par plaisir

La plupart des participants américains au Marathon de New York courent sans souci de performance.

p. 19

Guerre d'Espagne : l'adieu aux Brigades

Il y a soixante ans, les Brigades internationales quittaient l'Espagne républicaine défaite.

p. 14

Au « Grand Jury »

Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 1^{er} novembre à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Canada, 2,55 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 16 KND ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Italie, 140 F ; Japon, 2000 ¥ ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DMC ; Norvège, 145 KRW ; Pays-Bas, 3,60 F ; Portugal, 200 Escudo ; République, 9 F ; Suède, 100 F S ; Suisse, 18 KRS ; Tunisie, 200 F ; Turquie, 12 Lira ; USA, 2 \$; USA (inter), 2,50 \$.

0146-1101-750 F



Climat : comment combattre l'effet de serre ?

● La conférence de l'ONU sur les changements climatiques s'ouvre lundi à Buenos Aires
● Son enjeu est la réduction des émissions de gaz à effet de serre ● Américains et Européens s'opposent sur la méthode ● La crise risque de reléguer la lutte contre la pollution au second plan

À LA CONFÉRENCE des Nations unies sur les changements climatiques, qui s'ouvre lundi 3 novembre à Buenos Aires, les délégués de 180 pays discuteront de la mise en œuvre du « Protocole de Kyoto », adopté en décembre 1997. Les pays développés s'y étaient engagés à diminuer de 5,2 % leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2010 par rapport à leur niveau de 1990. Il s'agit, dans la capitale argentine, de se mettre d'accord sur les politiques à mener pour réduire ces émissions qui seraient à l'origine d'un réchauffement climatique.

La négociation sera âpre, opposant l'Europe aux États-Unis. Ceux-ci souhaitent privilégier les mécanismes du marché, en organisant une Bourse mondiale des droits d'émission de gaz carbonique. Les Européens veulent que les États adoptent aussi des mesures politiques sur leur propre sol afin d'encourager un changement des modes de consommation de l'éner-



gie. Les États-Unis, dont le Congrès a refusé de ratifier le protocole de Kyoto, insistent pour que les pays en développement s'engagent à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre. Les pays pauvres craignent que cette limitation freine leur développement. Mais la pollution croissante fait évoluer leur position, notamment avec la possibilité ouverte par la Convention climatique de l'ONU d'opérer des transferts de technologie.

La crise financière mondiale pèse sur la conférence de Buenos Aires, la lutte contre la pollution passant au second plan des préoccupations. De plus, les élections parlementaires aux États-Unis, mardi, risquent d'accroître l'intranséance américaine en cas de victoire républicaine. Pour les Européens, l'objectif principal est d'obtenir que l'on ne recule pas par rapport aux engagements pris à Kyoto.

Lire page 2

A Monaco, un cimetière virtuel pour des regrets éternels

NICE

de notre correspondant

Le Web francophone offre désormais un au-delà virtuel, dont les portes s'ouvrent à ceux qui veulent se tourner vers les morts. Concessionnaire exécutif des Pompes funèbres monégasques, la Somotha vient en effet de lancer, sur son site Internet (www.somotha.mc), un « espace du souvenir », sorte de jardin mémoriel qui invite à la méditation et à la déambulation en compagnie des défunts.

Sur la page d'accueil de ce cimetière virtuel, une colombe s'envole dans la nuit entre les deux colonnes grecques d'un portique. Chaque disparu a sa page, aménagée par la famille avec des textes et des photos. Une jeune femme a écrit une « ode pour ma mère aimée ». Des photos de famille éclairent le texte. Sur une autre page, enfants et petits-enfants, privilégiant la mémoire du rang honorifique de leur aïeul, ont reproduit le faire-part de décès avec toutes les distinctions du disparu et inséré l'hommage nécrologique du journal local, traduit en monégasque. Pour l'instant, seul le travail des familles est reproduit sur Internet, mais le système est en

pleine évolution : deux clients monégasques, qui préparent leurs obsèques avec la Somotha, ont eux-mêmes réalisé leur épitaphe électronique, confiant textes et photos aux pompes funèbres qui les gardent secrets jusqu'à leur décès.

L'idée correspond à un besoin exprimé par les familles. « Des études qualitatives ont montré que les attitudes face à la mort ont évolué et qu'il y a une nécessité d'entretenir une mémoire vive de la personne disparue », explique Marc Mauger, directeur du marketing de la Somotha. Dans les cimetières il y a un nom et deux dates. S'il n'y a pas un proche du disparu pour expliquer son histoire, la mémoire se perd. Internet permet d'entretenir ce lien entre les générations. Ce cimetière virtuel se construit sans précipitation. Une dizaine de disparus y sont pour l'instant entrés. L'hébergement sur le site coûte 500 francs par an. Sa réalisation revient à 100 francs par photo et 500 francs pour la saisie du texte.

En France, les Pompes funèbres générales suivent avec intérêt mais sans empressement l'expérience. « C'est plus difficile à mettre en place en France car les différentes régions, les milieux urbains et ruraux ont tous des tradi-

tions et des approches différentes de la mort », explique Maxime Dubois-Violette, président de la Somotha et des Pompes funèbres générales. Monaco a une culture cosmopolite qui rend plus facile la compréhension de ce nouveau service.

En Principauté, les pompes funèbres ont souvent été pionnières, comme en 1966 quand elles ont construit une des premières maisons funéraires. La crémation y est plus répandue qu'en France, 40 % contre 15 % à 16 % sur le territoire national.

Toutefois, le site Internet n'est pas interactif. La Somotha veut éviter les plaisanteries de mauvais goût ou toute profanation. Mais un proche ou un aimé peut déposer directement une fleur virtuelle à l'adresse du mort. Pour l'instant, les limites imposées par Internet, notamment de temps pour reconstituer des documents audiovisuels, restreignent le cimetière virtuel. Mais la Somotha est prête, dès que les contraintes techniques le permettront, à offrir à ses clients un site avec film et son. Éternels, les regrets deviendront alors définitivement virtuels.

Jean-Pierre Laborde

Lire page 18

A la recherche du mollah Omar

ON DIT qu'atteint d'un éclat d'obus soviétique qui lui creva l'œil droit le mollah Omar s'arracha lui-même le globe oculaire et le jeta à terre. On dit aussi qu'un homme lui apparut dans un rêve, lui demandant de sauver l'Afghanistan au nom de l'islam. Ainsi court la légende du chef suprême des talibans. De ce Pashtoun mystérieux, qui dirige le pays depuis son petit village de Singhesar et refuse de recevoir les journalistes, on ne sait que ce que ses proches veulent bien dire. Comment faire la part du mythe et de la réalité ? Notre envoyée spéciale, Françoise Chitiaux, est partie à sa recherche, dressant le portrait d'un religieux fanatique, intransigeant sur la loi islamique que les talibans imposent en son nom.

Lire page 12

La musique du roman



ZOÉ VALDÉS

EXILÉE en France, la romancière cubaine Zoé Valdés a choisi pour titre de son nouveau livre, publié aux éditions Actes Sud, le nom d'un bar où se retrouvent ses compatriotes de Miami, le Café Nostalgia. Ce haut lieu de la salsa lui a inspiré un disque, reflet sonore de son roman précédent, *La Douleur du dollar*. Quatorze balades, boléros, cha-cha-cha et dansons de légende.

Lire page 23

International	2	Placements marchés	16
France	6	Aujourd'hui	18
Société	8	Météorologie	21
Carnet	11	Jour	21
Abonnements	11	Culture	22
Horizons	12	Cade culturel	24
Entreprises	15	Radio-Télévision	25

2 ENCyclopédies d'Exception
Histoire - Politique - Économie - Sciences - Art - Culture

L'histoire de France le XX^e siècle

CD-Rom PC

SORTIE NATIONALE 31 OCTOBRE

ENCyclopædia UNIVERSALIS MONTPARNASSE Réunion des Musées Nationaux

Luc Rosenzweig

Lire la suite page 13

ENVIRONNEMENT Lundi 2 novembre s'ouvre à Buenos Aires la quatrième session de la Convention des Nations unies sur les changements climatiques. A l'ordre du

jour, la mise en œuvre du protocole de Kyoto, adopté en 1997, qui vise à réduire les émissions des gaz à effet de serre. ● LE PRINCIPAL DÉBAT opposera les Etats-Unis et le Japon, qui

font exclusivement confiance au marché pour aboutir à cette réduction d'émission de gaz, aux Européens, partisans de mesures politiques prises par chaque Etat. ● LES

AMÉRICAINS exigent aussi que les pays en développement s'engagent dans le processus de réduction des émissions. Ceux-ci commencent à percevoir l'intérêt de la négociation

en cours pour bénéficier de transferts de technologie. ● LA POSITION FRANÇAISE a évolué : Paris est aujourd'hui plus favorable au système d'échange de droits de polluer.

Laisser faire le marché ou réguler, enjeu de la nouvelle conférence sur le climat

Cent quatre-vingts pays se retrouvent lundi 2 novembre à Buenos Aires pour négocier la mise en œuvre du Protocole de Kyoto, visant à limiter le changement climatique. La confiance dans les mécanismes du marché et l'implication des pays en développement constituent les principaux points

C'EST une négociation à haut risque qu'ouvrira lundi à Buenos Aires les délégations de 180 pays : parce que l'enjeu à long terme - la maîtrise du changement du climat planétaire - est l'un des plus cruciaux qu'ait à affronter l'humanité ; et parce que l'issue positive de la négociation est rien moins qu'assurée. Au-delà de la réaffirmation de la nécessité d'agir, reconnue depuis 1992, on entre désormais dans une discussion sur la façon de le faire concrètement, où émerge un clivage idéologique quant aux rôles respectifs du marché et de l'Etat. Ce clivage constituera le cœur de la discussion à Buenos Aires. De la capacité qu'auront les différents pays à le surmonter dépendra l'issue de la négociation. A l'instant du départ, succès et échec partagent des chances égales.

Cette négociation sur la maîtrise du climat vient de loin. En 1967, deux scientifiques, Syukuro Manabe et Richard Wetherald, présentent un doublement de la concentration de gaz carbonique (CO₂) dans l'atmosphère et une élévation subséquente de la température. En 1979, une première conférence mondiale sur le climat est organisée par l'Organisation météorologique mondiale. Dans la décennie suivante, les modèles climatiques s'affinent et, en 1988, est créé le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui organise une expertise internationale de la question. Celle-ci confirme la possibilité d'un accroissement de l'effet de serre en raison de l'accumulation de différents gaz dans l'atmosphère. Ces connaissances conduisent à adopter, en 1992, à la conférence de Rio de Janeiro, une convention sur les changements climatiques qui fixe le principe d'objectifs de réduction des gaz à effet de serre.

Cette convention reste quasiment lettre morte jusqu'à ce qu'en 1997 la diplomatie parvienne, lors de la conférence de Kyoto, à établir

un protocole fixant des objectifs chiffrés aux principaux pays développés : en moyenne, une réduction de 5,2 % des émissions d'ici à 2010 par rapport au niveau de 1990. Cet objectif reste limité : selon de nombreux experts, qui tendent à penser que le niveau actuel a déjà un effet sur le climat, pour que les concentrations se stabilisent dans l'avenir, ce n'est pas de 5,2 % qu'il faudrait diminuer les émissions de gaz à effet de serre, mais de 30 %. Il n'empêche : avec Kyoto, on est sorti des déclarations de principe pour entrer dans le cadre d'engagements concrets et juridiquement contraignants. La conférence qui se réunit à Buenos Aires du 3 au 13 novembre a pour but de déterminer des règles concrètes pour atteindre ces objectifs.

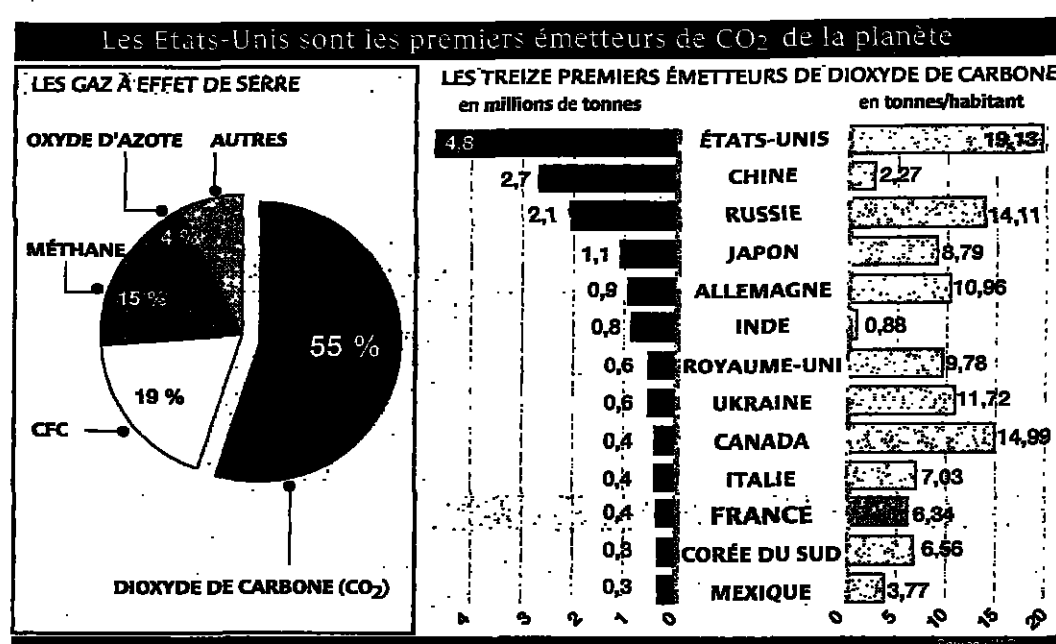
EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE

Elle va être dominée par deux questions. La première est de savoir si l'on peut atteindre les objectifs de réduction d'émission par les seuls mécanismes de marché, ou si l'on doit intégrer aux décisions des mesures politiques pilotées par les Etats. Pour les Etats-Unis, qui sont, avec le Japon, les principaux « défenseurs » du marché, ce dernier est le seul efficace. Il s'agit là d'organiser par diffé-

Les engagements pris à Kyoto

Adopté à la conférence de Kyoto en décembre 1997, le principal résultat du « Protocole de Kyoto » est la fixation d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces objectifs ne concernent que les pays développés, qui ont commencé à s'industrialiser depuis cent cinquante ans, et sont donc responsables de l'accumulation actuelle de ces gaz dans l'atmosphère. Ces pays doivent réduire leurs émissions des six gaz concernés (dioxyde de carbone, méthane, oxyde d'azote, et trois substitués des chlorofluorocarbones) de 5,2 % entre 2008 et 2012 par rapport à leurs niveaux de 1990.

Ce chiffre n'est pas identique pour tous les pays : l'Union européenne a accepté une réduction de 8 %, ainsi que plusieurs pays d'Europe de l'Est ; les Etats-Unis, 7 % ; le Japon, le Canada, la Pologne et la Hongrie, 6 %. La Russie, l'Ukraine et la Nouvelle-Zélande peuvent se contenter de stabiliser leurs émissions, tandis que peuvent augmenter les leurs l'Australie (+8 %) et la Norvège (+1 %).



Le gaz carbonique est le principal gaz à effet de serre. Il est produit par les activités industrielles (production d'électricité et de ciment), les transports, le chauffage, mais aussi par les feux de forêt. Les autres gaz contribuent à près de la moitié de l'accroissement de l'effet de serre.

rents mécanismes (dits « de flexibilité ») des échanges entre pays de « droits à polluer ». L'efficacité économique motive cette approche : le coût de la réduction de

l'émission d'une tonne de CO₂ dans un pays peu développé est en effet sensiblement inférieur à ce qu'il est dans les grands pays industriels.

En revanche, les pays de l'Union européenne veulent que l'utilisation du marché ne soit rendue possible que pour une partie de l'effort à fournir par les Etats, l'autre partie étant assurée par des mesures domestiques. La motivation de cette attitude est fondée sur l'idée que la clé de la lutte contre l'accroissement de l'effet de serre dépend aussi des changements à introduire dans les modes de consommation - en particulier dans les pays les plus « gaspilleurs d'énergie », à commencer par les Etats-Unis. Le débat est donc, aussi, idéologique : réglera-t-on les problèmes planétaires par la seule voie libérale ou par la voie du contrôle étatique ?

La seconde question au cœur de Buenos Aires sera l'implication des pays en développement dans le jeu climatique. A Kyoto, seuls les pays les plus riches ont pris un engagement quantitatif de réduction des émissions. En effet, la concentration actuelle de gaz à effet de serre leur est largement imputable, puisqu'elle résulte de leur développement depuis la révolution industrielle du XIX^e siècle, qui s'est fondée sur l'usage de la houille.

« CONSERVER L'ÉLAN »

Mais le Congrès américain refuse de ratifier le protocole actuel (signé en 1997 à Kyoto), en raison de la non-implication des pays en développement. En effet, argumentent de nombreux sénateurs et une large partie de l'opinion américaine, des grands pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil se développent rapidement et rejettent de

plus en plus de gaz. Même si ces rejets restent faibles par habitant, ils sont importants en valeur absolue. D'ici une vingtaine d'années, la Chine émettra autant de gaz à effet de serre que les Etats-Unis. Donc, ces pays doivent, eux aussi, commencer à limiter leurs émissions.

Ce débat inclut celui sur l'égalité - ou l'inégalité - entre les nations, mais il porte aussi la question essentielle du développement soutenable. On touche là à un élément crucial de la croissance économique - l'utilisation de l'énergie -, et à l'idée de changer les modèles de consommation qui en sont le moteur. Autrement dit, il s'agit de pousser les pays en développement à adopter un autre modèle que celui qu'ont suivi les pays riches, et de pousser ces derniers à diminuer leur consommation matérielle.

Très vite, les négociateurs seront donc confrontés au risque d'un blocage des pourparlers sur le champ des mécanismes de flexibilité ou sur l'implication des pays en développement. Un autre risque pourrait également surgir : malgré un accord formel au soir du 13 novembre, le Congrès des Etats-Unis pourrait persister ensuite dans son refus de ratifier un traité qui contraindrait la première puissance économique mondiale à des efforts très importants. Enfin, la crise financière mondiale ouverte à l'été 1997 ne crée pas une ambiance propice à un progrès rapide des efforts de lutte contre le changement climatique. C'est pourquoi les responsables européens ne se cachent pas de simplement espérer, à Buenos Aires « conserver l'élan acquis à Kyoto », selon l'expression de Ritt Bjerregaard, commissaire européen chargé de l'environnement. En langage moins diplomatique, ne pas reculer par rapport aux décisions de Kyoto serait déjà presque un succès.

Hervé Kempf

Les mots au cœur de la conférence

● **Annexe I** : l'annexe I de la convention de Rio signée en 1992 liste les pays développés qui se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2008-2012.

● **Emissions de gaz à effet de serre** : un certain nombre de gaz ont la propriété de piéger dans l'atmosphère les rayons solaires renvoyés par la surface de la planète, créant ainsi un « effet de serre » qui maintient une température relativement chaude sur la Terre (15 °C en moyenne). Cet effet de serre est naturel, mais il est accru depuis un siècle par le rejet dans l'atmosphère de ces gaz par les activités humaines, essentiellement par la combustion de carbone fossilisé (charbon, gaz) ou non (forêts brûlées). Ces rejets sont appelés « émissions ».

● **Mécanismes de flexibilité** : ce sont des mécanismes permettant d'assurer la réduction des émissions de gaz à effet de serre sans recourir à des mesures de réglementation politiques. Il s'agit de trois mécanismes de marché permettant à un Etat d'acheter à l'étranger des « quotas d'émissions » plutôt que de diminuer chez lui les émissions. Les différents mécanismes retenus sont : « l'application conjointe », le « mécanisme de développement propre » et « l'échange de droits d'émission ».

1) **Application conjointe** : c'est la possibilité ouverte à deux Etats de coopérer pour appliquer « conjointement » leurs engagements. Mal défini, ce mécanisme est entendu comme une coopération technique, par exemple le financement par un pays de l'annexe I d'une

installation émettant peu de gaz à effet de serre dans un pays en développement qui, sans cette aide, aurait construit une installation polluante.

2) **Mécanisme de développement propre** : ce terme désigne l'aide que peut apporter un pays de l'annexe I à un pays en développement pour diminuer ou stabiliser ses émissions de gaz à effet de serre. Il sert explicitement à organiser le financement de ces activités moins polluantes et est conçu comme le moyen d'introduire les pays en développement dans la négociation sur le climat. Ce mécanisme ne se distingue pas clairement de l'application conjointe.

3) **Echange de droits d'émission** : pour remplir ses engagements, un pays de l'annexe I peut échanger avec un autre pays de l'annexe I des « unités de réduction des émissions », par cession ou achat. Il s'agit concrètement d'un marché des quotas d'émission. Les unités d'émission sont parfois appelées « permis d'émission négociables ». On les mesure en tonnes de carbone ; les estimations de prix de ces éventuels permis varient de 20 à 80 dollars la tonne de carbone. ● **Puits** : les « puits » sont les éléments naturels qui peuvent absorber le carbone de l'atmosphère. Il s'agit essentiellement de la biomasse : par la photosynthèse, les végétaux en croissance utilisent en effet le carbone pour se fortifier. Toutes les formations végétales, y compris le plancton des océans, sont de tels puits de carbone, mais la plus efficace pour absorber le gaz carbonique est la forêt.

La lutte contre l'effet de serre suscite un affrontement Europe - Etats-Unis

L'OPPOSITION entre les Etats-Unis et l'Union européenne constituera l'axe structurant de la négociation de Buenos Aires. Les Européens sont en effet partisans d'une démarche réglementaire, ou volontaire, c'est-à-dire impliquant des mesures prises par les Etats sur leur propre sol (par exemple, une fiscalité sur l'énergie et l'adoption d'une politique d'efficacité énergétique). Ils ont d'ailleurs réaffirmé cette position lors du Conseil des ministres de l'environnement, le 6 octobre. Les Européens jugent que le système des « droits d'émission » (voir ci-contre) permet d'échapper à des mesures réellement contraignantes à domicile - en clair, d'éviter de changer le mode de consommation.

C'est ici la « boulimie énergétique » des Etats-Unis qui est visée en premier chef. De surcroît, les énergies renouvelables (moyen essentiel de diminuer les émissions de gaz tout en maintenant le développement) ne deviendront rentables que si leur utilisation atteint une taille critique. Or, si les Etats peuvent échapper à des mesures de maîtrise d'énergie à domicile, l'incitation à développer les énergies renouvelables restera faible. Si, à Kyoto, les Européens avaient accepté la possibilité d'échange de droits d'émission, ce n'était, disent-ils, qu'une contrepartie à l'obtention d'un engagement chiffré de réduction des gaz à effet de serre accepté alors par Washington.

Pour les Etats-Unis, la question est à la fois idéologique et très concrète. Idéologique, parce qu'il s'agit d'appliquer à l'échelle planétaire des mécanismes qui, selon eux, montrent leur efficacité dans l'économie en général, et dans la lutte contre la pollution en particulier : les mécanismes d'échange

de droits à polluer ont en effet permis de réduire aux Etats-Unis les émissions de dioxyde de soufre. Par ailleurs, l'effort de réduction des émissions accepté par la première puissance mondiale (-7 % d'ici à 2010, par rapport à 1990) est important : les émissions ont déjà augmenté entre 1990 et aujourd'hui et, comme la population américaine devrait continuer à croître - à la différence de l'Europe - l'effort relatif à fournir pour les restreindre sera plus important. Les élections parlementaires de mardi aux Etats-

moins le serait si son état politique lui permettait d'en jouer pleinement. La crise économique qui y sévit depuis le début des années 90 a fait diminuer ses émissions de près de 30 %, ce qui lui laisse un solide important de droits d'émission à vendre, d'autant qu'elle a encore des marges immenses de gains possibles en efficacité énergétique. Moscou se trouve donc à la tête d'une source potentielle de financement important. Ses discussions pour de tels échanges ont déjà été sérieusement engagées

La France intéressée par les mécanismes de marché

La situation de la France semble confortable : elle doit simplement stabiliser ses émissions en 2010 par rapport à 1990, tandis que ses principaux partenaires doivent diminuer leurs émissions de 8 %. Mais, si la croissance de l'économie française doit continuer d'ici à 2010, ce qui est probable, la France devra réduire ses émissions par unité de produit intérieur brut. Or, à la différence des autres pays européens, la France a peu de marges de manœuvre dans le domaine de la production d'énergie : elle compte peu de centrales à charbon, sur lesquelles on peut jouer le plus facilement, et s'oriente vers une diminution relative de son parc nucléaire, ce qui créera mécaniquement une augmentation des émissions de gaz carbonique. La France devra donc fournir des efforts significatifs dans les transports et dans les économies d'énergie. Par ailleurs, elle aura intérêt à utiliser le marché des droits d'émission, s'il se crée.

Un seront un élément essentiel du déroulement des débats à Buenos Aires : si les Républicains n'obtiennent pas le succès qu'ils attendent, la délégation américaine sera évidemment plus conciliante. En revanche, si les Républicains l'emportent nettement, ils peseront dans le sens de l'intransigeance.

Les autres pays participant au poker climatique seront cependant bien plus que des observateurs muets. La Russie, qui n'a pas ratifié le protocole de Kyoto, en est déjà une grande gagnante - ou du

avec le Japon. Cependant, cette instabilité politique mine la crédibilité d'un marché planétaire des droits d'émission qui, pour être opérationnel, suppose des structures étatiques d'enregistrement efficaces.

Par ailleurs, sous la pression américaine pour les faire rentrer directement dans le jeu, les pays en développement avaient pratiqué à Kyoto une expectative prudente. D'une part, ils jugeaient que le problème climatique était de la responsabilité des pays développés ;

d'autre part, ils percevaient les restrictions d'émission à effet de serre comme un frein possible à leur développement. Cette position n'est cependant pas bloquée. Ainsi, plusieurs d'entre eux, et non des moindres, disposent de réserves de charbon qu'ils comptent bien utiliser. Mais la pollution atmosphérique provoquée par les combustibles fossiles devient un problème majeur dans ces pays, en termes, notamment, de santé publique. C'est clairement le cas de la Chine, qui compte maintenant plusieurs des villes les plus polluées de la planète.

De même, il apparaît de plus en plus nettement que les pays pauvres seraient les plus sensibles aux éventuelles conséquences du changement climatique : si les cyclones s'abattent régulièrement sur les Etats-Unis, les incendies de forêt d'Indonésie en 1997 et les inondations qui ont frappé la ceinture tropicale et la Chine en 1998 ont montré concrètement ce que l'on peut craindre. Ensuite, les pays en développement constatent que la négociation climatique conduit à des transferts de technologie intéressants, notamment par le biais du « mécanisme de développement propre ». Pour les obtenir, ils ont donc intérêt à rentrer dans le jeu. En revanche, ils craignent que les fonds engagés pour financer les réductions d'émission via les « mécanismes de flexibilité » viennent pour une part en substitution de l'aide classique au développement. Cette substitution est interdite par le protocole de Kyoto, mais les pays pauvres savent aussi que les promesses en matière d'aide au développement n'engagent que ceux qui y croient.

H. K.

Madrid va demander officiellement à Londres l'extradition du général Pinochet

La justice espagnole s'estime compétente pour juger l'ancien dictateur chilien

Fort de la décision de l'Audience nationale espagnole, vendredi 30 octobre, se déclarant compétente pour juger les crimes commis sous les ré-

gimes militaires chilien et argentin entre 1973 et 1983, le juge Baltasar Garçon va pouvoir poursuivre ses enquêtes et demander l'extradition

vers Madrid du général Augusto Pinochet. Il entend également réclamer le gel des comptes bancaires à l'étranger de l'ancien dictateur chilien.



Il dit, n'est pas compatible avec le

parquet d'un pays démocratique.

Les attendus complets de la ré-

solution des juges ne seront pas

rendus publics avant plusieurs

jours, mais il est acquis que cette

décision ne peut plus être con-

testée. Ce qui, en clair, revient à dire

que Baltasar Garçon va pouvoir

poursuivre la procédure de de-

mande d'extradition du général

Pinochet. La requête officielle de-

vrait transiter par le ministère de

la justice et être présentée, pour

être validée en conseil des mi-

nistres, sans doute vendredi,

avant d'être transmise à Londres

par voie diplomatique. Ce qui ne

devrait poser aucun problème, car

le gouvernement de José María

Aznar, bien que la démarche du

juge Garçon l'ait mis dans une po-

En « liberté sous contrôle judiciaire », mais assigné à résidence à Londres

La Haute Cour de justice de Londres a décidé, vendredi 30 octobre, de mettre en « liberté sous contrôle judiciaire » le général Pinochet à la condition qu'il reste à l'hôpital et sous surveillance constante de la police. L'ex-dictateur chilien avait été transféré la veille dans une clinique psychiatrique de luxe. Il ne peut pas quitter la Grande-Bretagne tant que la Chambre des lords n'a pas statué sur son sort.

Les cinq juges de la Chambre haute du Parlement britannique devaient entendre, « probablement » mercredi et jeudi, les plaidoiries pour l'appel déposé contre la décision de la Haute Cour qui avait jugé illégal sa détention. La Chambre des lords peut arrêter sa décision dans la foulée des audiences, mais elle peut également « réserver son jugement pour une ou deux semaines », afin d'étudier les implications du « droit international », indique-t-on de source judiciaire. — (AFP)

Marie-Claude Decamps

Un juge parisien saisi d'une information pour « séquestrations suivies de tortures »

LE JUGE d'instruction Roger Le Loire a été saisi de l'information judiciaire pour « séquestrations suivies de tortures » qui a été ouverte contre... par le parquet de Paris, vendredi 30 octobre, à la suite des plaintes de familles de victimes visant notamment Augusto Pinochet. Les avocats des plaignants ont demandé que le juge délivre « sans délai » un mandat d'arrêt visant l'ancien dictateur, afin qu'une demande d'extradition puisse être aussitôt adressée à Londres par Paris.

Seuls les cas de trois Français « disparus » après le coup d'Etat du 11 septembre 1973, dans des circonstances rappelées par M. William Bourdon et Sophie Thonon, ont été retenus par le parquet. Le 19 septembre 1973 au Chili, Etienne Pesle « a été appréhendé à son bureau, en présence de ses camarades de tra-

vail, par un détachement de l'armée de l'air » ; il n'a plus jamais donné signe de vie. Le 30 juillet 1974, Alphonse Chanfreau, vingt-trois ans, a été arrêté « par un groupe d'hommes armés en civil », puis « détenu, torturé », avant d'être transféré dans un centre de détention de la police politique chilienne d'où il n'est « jamais revenu ». Marcel Amiel Baquet a, lui, disparu en Argentine le 7 novembre 1977. « Il n'existe pas de preuve certaine que ces personnes ont connu une fin funeste, même si cette chance est infime, et le délit est donc susceptible de se continuer », nous a commenté le parquet. A l'inverse, les dossiers d'assassinat ont été écartés, compte tenu du délai de dix ans de prescription en vigueur (à dater de la commission d'un crime) en droit français. Les qualifications de « crimes contre l'humanité » et de « génocide » n'ont

pas été retenues par le parquet qui a considéré, après examen des lois françaises et internationales, que les faits dénoncés « ne sont pas imprescriptibles par nature ».

Estimant qu'il s'agissait « d'une affaire à traiter en priorité », le parquet a fait monter d'une célérité certaine, « dans le cadre de [sa] responsabilité propre et sans recevoir de pression particulière de la hiérarchie ». Dans l'attente du mandat d'arrêt éventuellement lancé contre le général Pinochet par le juge Le Loire, la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, s'est déjà engagée, de son côté, à transmettre « immédiatement » à son homologue britannique la demande d'extradition de l'ancien dictateur.

Erich Inciyan

Aux Etats-Unis, le souvenir de l'« affaire Letellier »...

WASHINGTON de notre correspondant

Les Etats-Unis ont observé le silence depuis l'arrestation du général Pinochet le 16 octobre à Londres. Seule prise de position, celle du porte-parole du département d'Etat, pour qui il s'agit d'« une question qui doit être décidée entre les tribunaux et les Etats concernés ». Pourtant, aujourd'hui, l'« affaire Pinochet » remet à jour l'implication du gouvernement américain dans le putsch de 1973 au Chili, ainsi que le rôle joué par l'ancien dictateur dans l'assassinat, en plein Washington, en septembre 1976, d'Orlando Letellier, chef de la diplomatie chilienne sous Allende, et de la jeune Américaine, Ronni Moffitt. « Si la situation [du général Pinochet] se prolonge, estime l'ancien ambassadeur Robert White, aujourd'hui au Center for international policy, cela nous forcera à réfléchir à nouveau sur le rôle joué par notre gouvernement et la CIA ».

L'attention à la voiture piégée contre Orlando Letellier fut l'œuvre d'agents de la DINA, la police secrète chilienne. Son chef, le général Contreras - condamné il y a deux ans par la justice

chilienne pour son rôle dans l'assassinat - a toujours nié toute implication dans l'affaire. Dans son appel devant la Cour suprême, en décembre 1997, il a cependant reconnu que « seul Pinochet, en tant qu'autorité supérieure de la DINA, pouvait donner l'ordre d'engager des opérations ». Par ailleurs, les agents du FBI chargés de l'enquête - Robert Scherrer et Carter Corrick - avaient conclu qu'« il aurait été inconcevable que l'assassinat de Letellier ait pu être décidé sans l'autorisation expresse du commandant en chef », autrement dit d'Augusto Pinochet. Robert Scherrer avait, entre autres, longuement interrogé l'un des assassins, l'Américain Michael Townley.

Faute de preuves suffisantes à l'époque, le procureur Lawrence Barcella avait inculpé deux officiers supérieurs chiliens, mais pas le général Pinochet. Aujourd'hui avocat à Washington, il a affirmé au Monde qu'il n'avait « aucun doute personnel que Pinochet était derrière cet attentat. Les agents de la DINA étaient spécifiquement sous les ordres de Contreras et celui-ci n'avait qu'un seul supérieur hiérarchique : Pinochet ». Autre militaire impliqué dans l'assassinat, le capi-

taine Fernandez Larios - qui vit aux Etats-Unis - lui a également affirmé que le dictateur était intervenu personnellement pour dissimuler le rôle joué par la DINA et empêcher les Américains de ramasser des preuves.

RÉVÉLATEUR

Saul Landau, coauteur d'un livre sur l'« affaire Letellier » - Assassinat on Embassy Row - pense de son côté que Charles Horman - un cinéaste amateur américain assassiné à Santiago quelques jours après le putsch - a été tué pour avoir découvert par hasard quelque chose sur l'implication américaine dans le coup d'Etat. Il affirme avoir appris de sources très sûres que l'US Navy y avait joué un rôle crucial : des manœuvres navales américano-chiliennes auraient en réalité couvert la venue de navires chargés d'intercepter les communications des casernes chiliennes, afin de détecter les quilles de l'opération. Cette assistance aurait permis aux putschistes - dont le fer de lance fut la marine - d'écraser ces foyers éventuels de résistance.

Il est de notoriété publique que

Washington a aidé à la déstabilisation du gouvernement de Salvador Allende. La revue Covert Action cite les propos de Henry Kissinger selon lequel, onze jours après la victoire d'Allende, le 4 septembre 1970, le président Nixon avait demandé au chef de la CIA, Richard Helms, « un effort majeur pour empêcher l'accession au pouvoir d'Allende. Si nous avons seulement une chance sur dix d'y parvenir, cela vaut la peine de la tenter ; si Helms a besoin de 10 millions de dollars, il [Nixon] l'accorderait. (...) L'aide au Chili devrait être coupée et il faut étrangler son économie jusqu'à ce qu'elle hurle ». Mais on n'a toujours aucune information précise sur un rôle éventuel des Etats-Unis durant et au lendemain du putsch.

Les progressistes américains, en particulier ceux qui ont milité pour la défense des droits de l'homme en Amérique latine, espèrent désormais que l'arrestation de Pinochet servira de révélateur aux Etats-Unis. Certains demandent que la ministre de la Justice, Janet Reno, ajoute le nom du général à la liste des suspects d'une « affaire Letellier » qui n'est pas close.

Patrice de Beer

En Thaïlande, la crise frappe durement les habitants des bidonvilles

La criminalité augmente et l'aide se raréfie

BANGKOK de notre correspondant

Sai, huit ans, a quitté le Mercy Center (Centre de charité) qui l'a recueilli pour aller retrouver ses

REPORTAGE

« Le système dans lequel les pauvres peuvent survivre légalement est en train de se fermer »

deux petits frères sous un abri de bidonville. Son père est mort du sida et sa mère, séropositive, est en prison. Après plus d'un mois, les trois petits ne parviennent plus à survivre mais Sai avait oublié le chemin du centre. Heureusement, elle en avait retenu le numéro de téléphone. Elle a appelé à l'aide avec une pièce de monnaie mendiée.

Au centre depuis une semaine, les trois enfants s'accrochent aux basques de Josep Maier, prêtre américain qui, depuis vingt-sept ans, aide les habitants du bidonville de Klong Toey, le port fluvial de Bangkok. Deux autres enfants, un frère et une sœur, leur disputent cette faveur : la police les a arrachés, voilà une semaine, à un réseau de prostitution. « La crise est comme un cancer qui s'insinue lentement. L'homme au chômage bat davantage sa femme. Les femmes gagnent plus que les hommes, qui veulent leur prendre leurs maigres revenus. Les enfants ont faim », dit le prêtre.

CHUTE DES DONS

« Les chômeurs, poursuit-il, se trouvent un deuxième métier : revendeurs de drogue. Quand je revends dix dollars catholiques de prendre 6 % de commission sur la récupération de loyers, ils me répondent que c'est mieux que revendre de la drogue est encore mieux que se prostituer. » Sur un lit de la salle-mouroir pour malades du sida gît une femme droguée aux amphétamines qui a été récupérée sous un pont. « Les hommes s'en servaient comme d'une chienne », raconte-t-il.

Quinze à vingt mille enfants vivaient dans les rues de Thaïlande en 1997, avant la crise. Le professeur Somphong Jitradab, de l'université Chulalongkorn, estime qu'en 1998 leur nombre a augmenté de 10 % à 15 %.

Avec la crise, des milliers d'enfants quittent l'école, faute de moyens ou pour reprendre le travail. Dans le pire des cas, ils sont jetés à la rue ou abandonnés, mendiant, chiffonniers, prostitués et souvent drogués. Parallèlement, les dons aux organisations humanitaires privées sont en chute libre. Selon Somphong, plus de 60 % des organisations non gouvernementales se plaignent d'un manque de fonds. Elles réduisent leurs activités et leurs effectifs.

« DEUX THAÏLANDE »

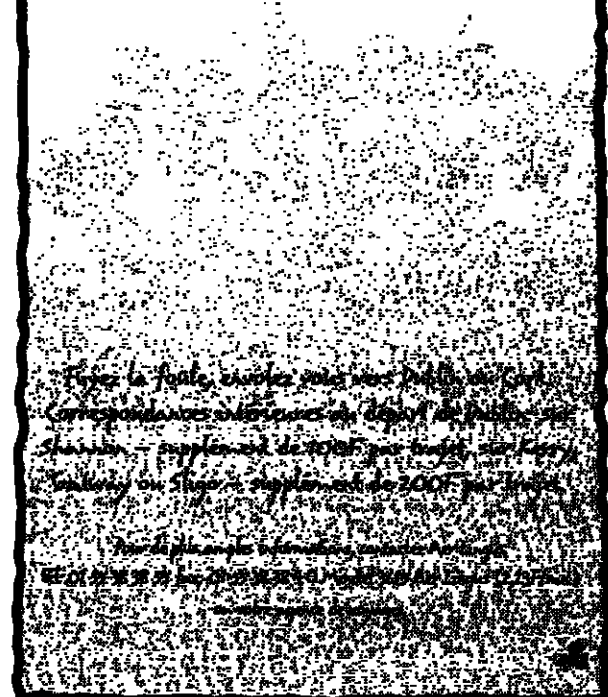
Avant la crise, l'hôpital de Chulalongkorn donnait 3 200 consultations gratuites par jour. Aujourd'hui, en dépit d'une réduction de 20 % de son budget, il en accorde 4 000 par jour. Le vendredi, « jour du sida », il en donne 600 de plus. A Klong Toey, les vendeurs de sommeil collectaient deux fois par mois l'argent de la location d'une cellule (1 000 bahts par mois, soit 150 francs). Désormais, les locataires envoient leurs gens tous les jours et un retard de paiement de deux ou trois jours se traduit par l'expulsion.

La criminalité et la consommation de drogues ont fait un bond à Bangkok en 1998. Le prix des amphétamines, que les enfants sniffent, a baissé de plus de moitié. En octobre, plus de 2 millions de comprimés ont été saisis lors de raids armés de la police dans la capitale contre des gangsters armés de fusils d'assaut et de grenades. Le 19 octobre, 83 kilos d'héroïne ont été découverts, par hasard, dans une cache à bord d'un camion qui s'était retourné. La police, qui patrouille désormais à bord des autobus urbains, a également abattu trois voleurs.

Face à la délinquance juvénile, les autorités « ouvrent davantage de centres de détention », prédit le père Maier. « Le système d'intérieur duquel les pauvres et les enfants des rues peuvent survivre légalement est en train de se fermer. Il existe deux Thaïlande. La première dit aux habitants de Klong Toey, quand ces derniers n'en peuvent plus, de retourner chez eux. La deuxième rétorque que son chez-soi est ici et qu'elle n'en connaît pas d'autre. »

Jean-Claude Pomonti

Évadez-vous, l'Irlande vous attend pour 960F* seulement.



*TAXES COMPRISSES 100F AIR-VOLS DÉPART PARIS AUX CONDITIONS PARTICULIÈRES ET SOUS RÉSERVE D'APPROBATION GOUVERNEMENTALE.

Les chefs d'Etat du G7 veulent corriger les excès de la globalisation

Les pays les plus industrialisés du monde souhaitent un meilleur contrôle des mouvements de capitaux

Les chefs d'Etat et de gouvernement, d'un part, et leurs ministres des finances, d'autre part, des pays les plus industrialisés du monde, ont exprimé, vendredi 30 octobre, leur volonté de construire un « cadre moderne » pour l'économie globalisée du prochain siècle. La détermination affichée vise à imposer des règles de conduite aux acteurs financiers (lire aussi notre éditorial page 13 et nos informations page 16).

LES CHEFS D'ETAT et de gouvernement des pays les plus industrialisés se sont associés, vendredi 30 octobre, à la démarche de leurs ministres des finances pour « construire le cadre moderne du marché mondialisé du XXI^e siècle et limiter les alternances de phases d'essor rapide et de crises qui sapent la confiance et érodent la prospérité ».

Dans des déclarations publiées simultanément dans les sept capitales du G7 (Le Monde du 31 octobre), les plus hauts responsables de la planète ont affirmé leur détermination à protéger les pays émergents, entraînés dans la crise malgré des politiques économiques rigoureuses et de brider l'irrationalité des opérateurs financiers internationaux.

Depuis dix-huit mois, la crise financière qui a éclaté en Asie du Sud-Est n'a cessé de s'étendre,

entraînant la Russie et menaçant aujourd'hui des pays comme le Brésil, victime de violentes attaques spéculatives. L'effondrement de ce dernier nuirait gravement à l'économie américaine - qui y réalise 15 % de ses exportations - et affecterait la croissance mondiale.

La préoccupation des pays industrialisés est de tenter d'apprivoiser une économie globalisée, dominée par les mouvements erratiques des capitaux, de « mettre de l'humanité dans l'économie mondiale », selon les termes du président Clinton.

MÉCANISME D'URGENCE
Leur première priorité est, à court terme, de faire face à l'urgence en affichant leur volonté de contrer toutes attaques spéculatives sur les pays émergents. Ainsi, est sur le point de se concrétiser une initiative du président Clinton créant, au sein du Fonds monétaire international, un nouveau mécanisme d'urgence, auquel contribueraient le FMI, le secteur privé, les États par le biais d'aides bilatérales et les Banques de développement. Sa création est facilitée par la prochaine augmentation de capital du FMI, dont les ressources ont été sérieusement entamées par les programmes de soutien mis en place pour la Thaïlande, la Corée, l'Indonésie et la Russie.

Bill Clinton, qui bataillait depuis un an avec son Congrès pour obtenir le vote de la quote-part américaine (18 milliards de dollars) de l'augmentation du FMI, a eu gain de cause lors du vote du Budget. Le FMI va ainsi disposer de 90 milliards de dollars (495 milliards de francs) de ressources supplémentaires pour

faire face aux crises. Sur le plus long terme, il s'agit d'imposer des règles de conduite à l'ensemble des acteurs financiers. Récemment, la quasi-faillite du fonds américain Long Term Credit Management (LTCM), a montré au grand jour les risques qu'ils peuvent faire courir au système financier international par l'énormité de leurs engagements.

BONNES INTENTIONS
Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a été mandaté par ses pairs pour examiner la façon dont peuvent coopérer les organismes de surveillance et le secteur privé pour définir ces nouvelles règles. Sa mission n'est pas facile. Nombre de fonds spéculatifs sont basés dans des paradis fiscaux qui échappent à toutes règles. M. Tietmeyer remettra ses conclusions d'ici la fin de l'année.

Trois semaines après les réunions annuelles du Fonds monétaire et de la Banque mondiale à Washington, le communiqué des chefs d'Etat et des ministres des finances marque « une nouvelle étape dans la réponse aux turbulences économiques et financières actuelles », a indiqué, vendredi, le président Jacques Chirac.

Il s'agit maintenant de mettre en musique toutes ces bonnes intentions. Le G7 s'est fixé pour objectif de définir le nouvel ordre mondial qui régira les relations internationales et financières pour le prochain millénaire. Le sommet de Cologne, en juin 1999, permettra de faire le point.

Babette Stern

Renforcer le système financier international

LES CHEFS D'ETAT du G7 ont approuvé une série de mesures financières destinées à écarter les effets de contagion déstabilisateurs des marchés, en particulier :

- « L'établissement d'une facilité FMI renforcée, destinée à assurer une ligne de crédit préventive, sur laquelle pourraient tirer le cas échéant les pays qui appliquent les programmes FMI substantiels et approuvés, accompagnés au cas par cas, si nécessaire, par des financements bilatéraux et un engagement approprié du secteur privé ».
- Ils se sont prononcés en faveur

de la promotion d'« une plus grande transparence des opérations financières de chaque pays, des institutions financières et des entreprises, ainsi que des institutions financières internationales, notamment par l'adoption de codes de bonne conduite internationalement agréés pour accroître la transparence des politiques monétaires et budgétaires des États et améliorer le gouvernement d'entreprises ».

• Ils demandent aux ministres des finances et aux gouverneurs de banque centrale d'étendre leurs travaux pour renforcer le système financier international, notamment en ce qui concerne « le champ de règles prudentielles renforcées pour les institutions financières des pays industrialisés, pour promouvoir des flux de capitaux sûrs et durables (...) [et] l'examen des conséquences des opérations des institutions d'investissement spéculatifs et extrajuridictionnelles, notamment en vue d'encourager les places financières extrajuridictionnelles à adopter les normes internationales agréées ».

La Russie risque de ne pas honorer sa dette extérieure

LE GOUVERNEMENT russe parviendra-t-il à honorer les échéances du service de sa dette extérieure de 145 milliards de dollars (près de 800 milliards de francs) ? « Oui, jusqu'à la fin de l'année », a affirmé, cette semaine, le ministre des finances, Mikhail Zadornov. « Non », a assuré Alexandre Joukov, président de la commission budgétaire de la Douma qui prédit que « la Russie risque de se retrouver en défaut de paiement l'année prochaine. Sans accord avec le FMI, les créanciers étrangers de la Russie n'engageront pas de discussions sérieuses avec la Russie sur la restructuration de sa dette extérieure l'année prochaine ».

Le problème de la dette extérieure se pose de plus en plus crûment au fur et à mesure que la situation économique du pays se dégrade : le ministre russe de l'Economie a annoncé une chute de 5 % à 5,5 % du PIB en 1998 et un recul du commerce extérieur de 7,3 % au cours des neuf premiers mois de l'année.

Faute de mettre en place un programme économique vigoureux, le gouvernement ne peut compter sur un soutien du FMI. D'ici la fin décembre, Moscou doit déboursier 3,2 milliards de dollars pour le service de sa dette (capital et intérêts) à l'égard du Club de Paris, du Club de Londres et des institutions multilatérales.

Pour M. Zadornov, la solution est toute trouvée : les quelque 44 milliards de roubles concernés comprenant capital et intérêts, « seront traités non par des émissions mais par des emprunts en devises fortes auprès de la Banque centrale ».

Celle-ci ne puiserait pas dans ses réserves en or ou en devises mais emprunterait sur les marchés financiers pour se procurer les montants nécessaires. Cette perspective se heurte à un double obstacle : la loi bancaire de 1995 interdit à la Banque centrale de financer les déficits publics ; et dans le cas où la Douma accepterait de modifier sa législation, il est peu probable que la Russie trouve des financements extérieurs après le moratoire unilatéral qu'elle a imposé sur sa dette interne dont une partie (15 milliards de dollars) est détenue par des établissements financiers et bancaires étrangers.

L'ÉCHÉANCE-TEST DE NOVEMBRE
La marge de manœuvre de Moscou est donc étroite. Si l'équipe en place veut décider de faire fonctionner la planche à billets pour payer en roubles retraites et salaires en retard, elle ne peut créer des devises.

Le premier signe d'une défaillance est apparu lorsque l'échéance d'août de 700 millions de dollars due au Club de Paris n'a été que partiellement payée (500 millions). Le prochain test est imminent : le 2 novembre, Moscou doit verser une nouvelle échéance de 700 millions de

dollars. Réuni, jeudi 29 octobre, pour discuter des retards de paiement de la Russie, le Club de Paris ne s'est pas montré prêt à accepter un nouveau rééchelonnement.

En acceptant de restructurer la dette extérieure russe, les créanciers avaient déjà pris en compte la fragilité financière du pays et le fait que la Russie avait hérité de l'ensemble des dettes de l'ex-URSS. Premiers à renégocier avec Moscou, les pays réunis au sein du Club de Paris avaient signé, en 1996, le rééchelonnement de 40 milliards de dollars de la dette extérieure publique sur un total qui atteint aujourd'hui quelque 60 milliards de dollars. Le plan de remboursement était étalé sur vingt-cinq ans (jusqu'en 2020) et assorti d'une période de grâce allant jusqu'en 2002.

Fin décembre 1997, à l'issue de longues négociations, le Club de Londres (qui regroupe les banques créancières) a, à son tour, proposé un rééchelonnement de la dette russe, portant sur 34 milliards de dollars. Compte tenu des conditions accordées, « l'effort à fournir par la Russie est très faible », estiment les banquiers. La première échéance semestrielle du 2 juin, d'un montant de 700 millions de dollars, a été payée rubis sur l'ongle. C'était avant le gros de la crise.

Ba. S.

Le procès contre l'écologiste russe Alexandre Nikitine est clos

« UNE DEMI-VICTOIRE ». Tel était, vendredi 30 octobre, le sentiment dominant chez les défenseurs de l'ancien capitaine de marine russe, Alexandre Nikitine, au lendemain de l'annonce de la clôture de son procès pour espionnage, intenté par les services secrets russes, héritiers du KGB. Ce procès, ouvert après trois années d'instruction (Le Monde du jeudi 22 octobre) marquée par des tentatives d'intimidation de l'accusé et de sa famille, réminiscences de l'époque soviétique, n'aura donc duré que neuf jours, sans déboucher sur le moindre verdict : ni non-lieu ni acquittement.

M. Nikitine, accusé de « haute trahison » pour avoir participé en 1996 à la rédaction d'un rapport de l'organisation écologiste norvégienne Bellona sur la pollution radioactive dans le grand nord russe, n'est pas pour autant tiré d'affaire. Le juge du tribunal municipal de Saint-Petersbourg a demandé que l'acte d'accusation, qu'il a qualifié de « vague », soit reformulé. Cela est possible au bout d'un mois.

C'est là une sorte de désaveu public pour les services secrets russes (FSB) qui voient l'inconsistance de leurs reproches exposée par la justice. Un militant de Bellona, Thomas Nilsen, parlait, vendredi, d'avancée « historique » : « Jamais en Russie soviétique ou post-soviétique un juge n'avait ainsi osé contraindre les services de sécurité dans une affaire d'espionnage », observait-il.

ASSIGNATION À RÉSIDENCE
Mais pour Diederik Lohman, un représentant à Moscou de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, qui suit l'affaire de près, le FSB n'a pas nécessairement dit son dernier mot. « Il y a une possibilité que le FSB laisse s'éteindre cette affaire, afin d'éviter une humiliation publique. Mais l'autre option est qu'il reprendra l'investigation, en vue d'un nouveau procès qui pourrait par exemple se tenir dans plusieurs mois, dit-il. On entrerait alors dans une sorte de cercle vicieux, le juge pouvant à nouveau renvoyer l'acte

d'accusation... » Entre-temps, Alexandre Nikitine continue de subir une assignation à résidence : il n'a pas le droit de quitter la ville de Saint-Petersbourg sans autorisation spéciale des services de sécurité. Depuis sa libération de prison en décembre 1996, il n'a pu se rendre qu'à quelques reprises à Moscou.

En quête d'issue, « la défense d'Alexandre Nikitine a pris la décision de se tourner vers la Cour européenne des droits de l'homme » de Strasbourg, indiquait, vendredi, Thomas Nilsen. Une démarche qui pourrait toutefois prendre un certain temps, puisque tous les recours doivent d'abord être épuisés en Russie afin qu'elle soit possible.

Pour sa part, Alexandre Nikitine s'est déclaré « optimiste », notant que « le tribunal [avait] jugé plusieurs arguments de l'accusation peu convaincants ». Pour son avocat, Jouri Schmidt, un juriste connu notamment pour avoir défendu par le passé des opposants aux régimes autocratiques d'Asie centrale, la clôture du procès n'a qu'une expli-

cation : « Nous étions capables de prouver devant le tribunal que toutes les informations utilisées par Nikitine dans son rapport avaient déjà été publiées », a-t-il affirmé, reprenant le thème principal de la défense. L'ironie veut en effet que le rapport Bellona - central dans cette affaire, puisque truffé de « secrets d'Etat » selon le FSB - ait été nourri d'éléments concernant l'état des sous-marins nucléaires russes déjà parus dans la presse, dans des revues étrangères, ou sur Internet.

Le procès Nikitine aura surtout illustré, note Diederik Lohman, l'arbitraire et l'absence de réforme du système judiciaire russe, « où le code de procédure pénale date de 1961 ». Pour Nikitine, comme pour d'autres écologistes russes que son « cas » aura pu décourager d'agir, une épée de Damoclès demeure. « Il est scandaleux », constate M. Lohman, qu'après tant d'années d'enquête les services secrets aient encore obtenu la possibilité de reprendre leur copie. »

Nathalie Nougayrède

La croissance américaine reste forte

WASHINGTON. L'expansion américaine reste vigoureuse, comme en témoigne la progression de 3,3 % du Produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre. Cette remontée en puissance de l'activité intervient après un accès de faiblesse au printemps, qui avait vu la croissance tomber à 1,8 % après un rythme époustouffant de 5,5 % pour les trois premiers mois de l'année. Les analystes tablent sur une croissance de 2 % environ avant la publication, vendredi 30 octobre, de l'estimation préliminaire du PIB par le département du commerce.

Une partie de cette croissance s'expliquerait cependant par un gonflement des stocks, notamment dans l'automobile. Cette variation soustraite, le gain atteint 2,3 % et provient de la hausse des dépenses de consommation qui restent soutenues. Selon certains économistes, la croissance pourrait rester encore forte au quatrième trimestre avec une estimation de 2,7 %, avant une année 1999 qui pourrait être portée par les préparatifs des fêtes de l'an 2000 et les investissements des entreprises pour prévenir le « bogue » informatique lié au changement de millénaire. - (AFP)

Sanctions pour des militaires belges engagés au Rwanda

BRUXELLES. Trois officiers belges ont été sanctionnés, jeudi 29 octobre, par la commission disciplinaire de l'armée pour « passivité » au Rwanda. Le colonel Dewez et les majors Choffray et Maggen exerçaient leur commandement à Kigali dans le contingent belge de la mission de l'ONU au Rwanda (Minuar). Ils étaient accusés de « manque d'initiative » lors de l'attaque, le 7 avril 1994, de ce contingent par des milices rwandaises, au cours de laquelle dix parachutistes belges avaient été tués. Cette agression avait provoqué le retrait de la Minuar et donné le signal au début des massacres des Tutsis et des Hutus modérés. Les officiers sanctionnés sont privés à vie de l'exercice d'un commandement. - (Corresp.)

Le Maroc achète deux frégates à la France

PARIS/RABAT. Le Maroc a acheté à la France deux frégates de surveillance, du type *Floréal* en service dans la marine nationale. Ces bâtiments, équipés de missiles anti-navires et d'un hélicoptère, déplacent 3 000 tonnes à pleine charge. Ils sont destinés au contrôle de la zone économique dite exclusive (200 nautiques, environ 360 kilomètres) et à la police des pêches. Conçues par les Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, les deux frégates seront livrées dans les deux à trois ans après la signature du contrat qui s'élève à 1 milliard de francs. Outre des navires espagnols, le Maroc met déjà en service des patrouilleurs, voués à la surveillance des pêches, et des bâtiments amphibies d'origine française.

DÉPÊCHES

■ **AFGHANISTAN** : une trêve est intervenue entre les talibans et les forces du commandant Ahmad Shah Massoud qui se sont entendus pour libérer 1 000 prisonniers de chaque côté depuis le mercredi 28 octobre. Les deux camps devaient mettre à profit ce cessez-le-feu d'une semaine pour tenter de négocier un accord de paix, selon leurs porte-parole. La trêve est le résultat d'un effort de médiation entrepris par Sayed Jalal, un homme d'affaires vivant en Arabie saoudite, qui est un proche du prince héritier saoudien Abdallah. - (AFP AP.)

■ **IRAN** : l'autorité palestinienne a vivement reproché vendredi 30 octobre à l'ayatollah Ali Khamenei, guide de la République iranienne, d'avoir qualifié Yasser Arafat de « traître minable » et de « laquais des sionistes » après la signature des accords de Wye Plantation avec Israël. - (AFP)

■ **ISRAËL** : le premier ministre israélien Benjamin Netanyahou a décidé d'allouer vendredi 30 octobre 60 millions de dollars à la construction de nouvelles routes destinées aux colons juifs en Cisjordanie, qui leur permettront de se rendre dans leurs enclaves sans traverser les zones contrôlées par les Palestiniens. - (AFP)

■ **INDONÉSIE** : le général Wiranto, ministre de la défense, a qualifié de « mensonge », vendredi 30 octobre, un rapport confidentiel militaire faisant état de la présence, à Timor Oriental fin juillet, de 17 834 soldats, dont 7 938 indonésiens (police comprise). Djakarta a retiré du territoire 1 100 soldats fin juillet-début août et affirmé, à l'époque, que les effectifs militaires à Timor Oriental s'élevaient à 12 200 hommes, dont 6 200 recrutés localement. Des diplomates en poste à Djakarta ont, toutefois, jugé crédible le document confidentiel indonésien. - (Corresp.)

■ **RUSSIE** : Boris Eltsine a quitté Moscou pour se reposer à Sochi (sud de la Russie) où il doit se remettre d'une asthénie, a indiqué vendredi 30 octobre le service de presse du Kremlin. - (AFP)

■ **SLOVAQUIE** : le chrétien-démocrate Mikulas Dzurinda a remplacé, vendredi 30 octobre, au poste de premier ministre de la Slovaquie, l'ancien « homme fort » du pays, Vladimir Meciar, qui a démissionné après avoir perdu les élections législatives des 25 et 26 septembre. Le nouveau gouvernement comporte des représentants des quatre principaux partis de l'ancienne opposition à M. Meciar, dont celui de la minorité hongroise. Il s'est donné pour objectif d'œuvrer à l'entrée de la Slovaquie dans l'OTAN et l'Union européenne. La Slovaquie, candidate à l'adhésion, ne figure pas dans le premier groupe de pays d'Europe de l'Est (Hongrie, Pologne, République tchèque, Estonie et Slovaquie) avec qui les Quinze s'apprentent à ouvrir des négociations concrètes le 10 novembre. - (AFP Reuters.)

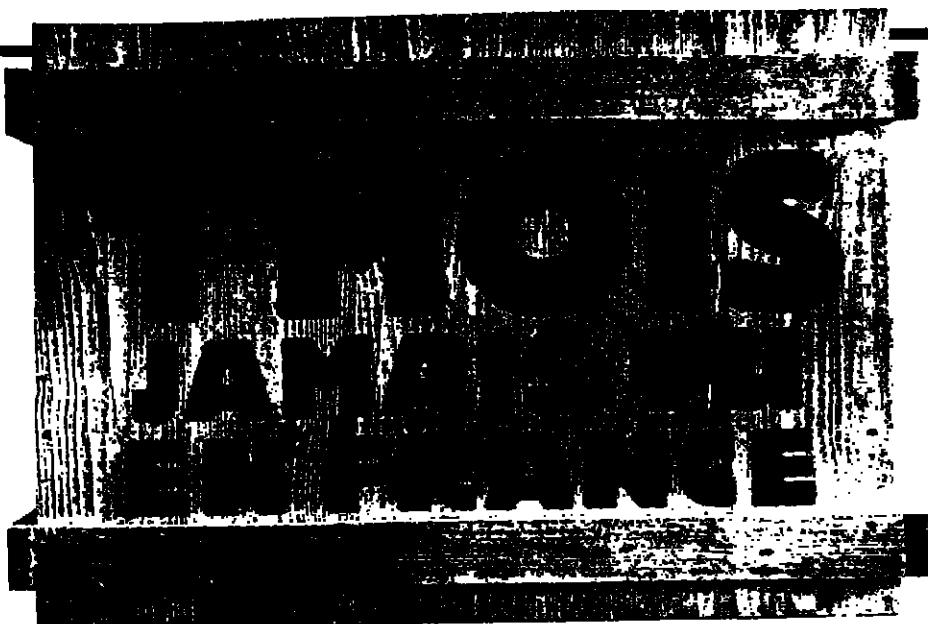
Ouverture du sommet d'Afrique de l'Ouest à Abuja

ABUJA. Les chefs d'Etat des seize membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont entamé, vendredi 30 octobre, à Abuja (Nigeria), une rencontre au sommet de deux jours principalement consacrée au maintien de la paix dans la région. Le président bissau-guinéen Joao Bernardo Vieira et le chef des rebelles, le général Ansumane Mané, se sont rendus, accompagnés du président gambien Yahya Jammeh, au sommet. Le chef de l'Etat nigérian, le général Abdulsalam Abubakar, avait annoncé auparavant que les deux belligérants viendraient à Abuja pour « conclure les négociations » qui ont débuté jeudi à Banjul, en Gambie. Le Nigeria montre ainsi sa détermination à mettre un terme au conflit en Guinée-Bissau et à soutenir les efforts de paix en Afrique de l'Ouest.

Le président sud-africain, Nelson Mandela, dans une intervention lors de la cérémonie d'ouverture, a appelé à une plus grande coopération régionale et à des solutions négociées aux conflits qui minent le continent. Première personnalité africaine extérieure à la Cedeao à se rendre à une telle réunion, M. Mandela soulignait par sa présence la volonté de cette région de mettre sur pied une structure de maintien de la paix qui lui soit propre. - (AFP.)

11

17^{EME} JOUR



Lundi 2 novembre,

Carrefour met en vente 52 000 lots d'éponges.

Et pas un de plus.

196¹
119^F
90

TeX

LOT ÉPONGE TEX :
1 DRAP DE BAIN
103 X 170
1 SERVIETTE
50 X 100
2 GANTS
100% coton peigné,
540 g/m².
Différents coloris unis.

**35
ANS**

*Avec Carrefour
je positive!*



ET DEMAIN ?...

Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
demain,
ou peut-être même
après-demain.
On ne sait pas...

des militaires belges
inda

e deux frégates

mmet
est à Abuja

EXTRÊME DROITE Rien ne va plus à la mairie de Toulon, conquise en 1995 par Jean-Marie Le Chevallier. Battu lors d'une cantonale partielle en octobre après que son épouse

eut été défaite à deux reprises lors de législatives partielles, le maire de Toulon est désormais en butte à une opposition rampante au sein de sa propre majorité. ● LE CONSEIL MU-

NICIPAL du vendredi 30 octobre a témoigné du piètre état des finances de la ville et de l'enlèvement des grands dossiers d'aménagement sur lesquels s'était engagée l'équipe

municipale. La rupture avec les principaux acteurs économiques de la ville est de plus en plus sensible. ● LE MAIRE ne retient aucune de ces critiques et juge que le FN fait, à

Toulon, la démonstration que les élus d'extrême droite sont « responsables et honorables », en dépit des affaires judiciaires mettant en cause plusieurs de ses adjoints.

Le maire (FN) de Toulon est de plus en plus contesté par sa majorité

Après une série d'échecs électoraux, Jean-Marie Le Chevallier est en butte à la dissidence d'une partie de son équipe. Ces divisions sont aiguës par l'impuissance de la mairie à gérer les grands dossiers d'aménagement de la ville

Toulon
de nos correspondants
« L'affaire Calone n'est pas l'affaire Clinton, car Monica était volontaire et peut-être militante... » Ce qui se voulait un bon mot, de la part de Jean-Marie Le Chevallier, tombe à plat. En cette séance du conseil municipal, vendredi 30 octobre, le maire (Front national) de Toulon a bien du mal à déridier sa propre majorité en évoquant de la sorte les déboires judiciaires de son adjoint incarcéré le 23 octobre pour agression sexuelle et viols dans le cadre de ses activités de président de l'Office municipal des HLM. Le seizième adjoint n'est pas le seul à « se trouver indisponible », pour reprendre une autre formule du maire de Toulon. En effet, pour la troisième fois consécutive, les rangs de sa majorité sont clairsemés. Seuls 27 de ses 41 élus participent au conseil municipal, censé, pourtant, traiter de dossiers importants. Et, parmi les présents, Eliane Guillet de la Brosse, adjointe aux affaires sociales, privée de sa délégation depuis treize mois, s'abstiendra à quatre re-

prises, rompant avec une belle unanimité de façade. Pour autant, la rébellion d'une partie de la majorité de M. Le Chevallier n'a pas encore éclaté au grand jour, les dissidents ayant préféré se donner encore un peu de temps ou régnant à étaler au grand jour des dissensions internes qui ne font que croître. Jean Ferrari fait encore partie des absents, ce vendredi. Mais il n'est pas avarié de confidences. Notamment en ce qui concerne les échecs électoraux à répétition des échecs Le Chevallier : le 18 octobre, le maire de Toulon était battu dans une cantonale partielle par le candidat de la gauche « plurielle », Michel Clément ; le 27 septembre, c'était sa femme qui perdait dans une législative partielle l'opposant à la socialiste Odette Casanova. M. Ferrari ne décolère pas ; il témoigne pour ce « Groupe des dix » qui compte aujourd'hui une quinzaine de membres soudés autour de la même déception, cimentés par une égale sympathie pour Eliane Guillet de la Brosse. Entré au FN en 1978 après avoir

mené campagne pour Jean-Louis Tixier-Vignancour lors de l'élection présidentielle de 1965 et milité dans les rangs du PFN (Parti des forces nouvelles), M. Ferrari estime avec d'autres que le maire de Toulon « s'est éloigné des principes de base du Front national au point de les trahir et, avec eux, ses électeurs et ses militants ». En mars, quelques semaines avant le premier tour de l'élection législative partielle, il rend visite au maire accompagné d'un autre élu, Abel Guiseppi. « Nous lui avons dit que la candidature de son épouse n'était pas judicieuse. Il nous a répondu qu'elle était la meilleure candidate et qu'elle était imposée par Jean-Marie Le Pen. On connaît la suite. De même, nous avons exprimé des réserves quand, après l'invalidation, Cendrène a été de nouveau proposée à la candidature. »

NÉPOTISME
Ces démarques sont alors appuyées discrètement par un groupe d'une dizaine d'élus qui parlent de népotisme quand M. Le Chevallier annonce sa candidature

à la cantonale partielle d'octobre. Le maire a alors déjeuné en compagnie des deux élus critiques auxquels s'est joint un troisième, Hervé Armani. « Il prétendait être le meilleur candidat et assurait que la victoire était possible », atteste l'un des participants à ce repas, dont l'évocation dans les couloirs puis en réunions amicales débouchera sur la création du Groupe des dix, dont l'objectif est alors de réclamer « plus de concertation et une meilleure communication entre les élus ».

Au lendemain de son échec, M. Le Chevallier a organisé une réunion de groupe au cours de laquelle il se livre à une longue analyse du scrutin tendant à prouver qu'il s'agit en fait d'une victoire. Dans un silence électrique, l'amiral Guy Nachin, premier adjoint fidèle et réservé, a eu ce commentaire sans appel : « Je ne suis pas d'accord avec vous, monsieur le maire. Vous avez perdu, vous auriez dû gagner. » Depuis, les contacts se multiplient. Aujourd'hui, les « dix » regroupent des adjoints comme Eliane Guillet de la Brosse,

Didier Gestat de Garambè, Dominique Michel et une dizaine de conseillers municipaux. Un nouveau pas a été franchi jeudi 29 octobre par une quinzaine d'élus FN contestataires qui se sont retrouvés chez l'un d'eux pour une réunion de synthèse. Pour certains d'entre eux, « il s'agit d'une opposition encore informelle contre le pouvoir de la famille Le Chevallier ». Pour d'autres, « ce Groupe pourrait préfigurer une mise en difficulté ou en minorité du maire ».

« GESTION BROUILLONNE »
D'aucuns n'hésitent plus à évoquer la dissolution du conseil municipal et de nouvelles élections « auxquelles le Groupe pourrait participer sous les couleurs du Front national ». Tous les opposants souhaitent que « le maire applique le programme FN dans la ville et qu'il renoue avec ses élus et avec la population ». C'est ce qui figure en substance dans une plate-forme de discussion que le Groupe s'apprête à transmettre à M. Le Chevallier. Souvent présentée comme une

des figures emblématiques de cette opposition, Eliane Guillet de la Brosse se refuse à tout commentaire, avançant tout de même qu'« une mairie, ça n'est pas seulement un maire mais une équipe qui travaille dans la concertation. Pour l'heure, je suis une spectatrice active grâce à ma liberté retrouvée, M. Le Chevallier m'ayant placée hors de sa majorité alors que je suis toujours au FN. Il faudra qu'on me rende compte du bilan en fin de mandat... Si l'on arrive à 2001 ! »

M. Le Chevallier ne peut plus désormais compter sur un bloc sans faille de 41 élus. Les dissidents n'ont pas encore pris la décision de manifester par des votes publics leur opposition, mais ils ont déjà pris date et disent ne plus vouloir avaliser « une gestion brouillonne » qui a déjà été sanctionnée par 220 lettres d'observation émanant des services préfectoraux du contrôle de la légalité, dont 57 ont été déferées devant le tribunal administratif.

José Lenzini et Michel Samson

Des opérations d'urbanisme en panne et des finances en piètre état

Toulon
de nos correspondants
Les échecs successifs des époux Le Chevallier, qui ouvrent une crise rampante dans la majorité toulonnaise, traduisent également les limites de la stratégie du « docteur nid-de-poule », selon l'expression que le maire emploie pour montrer combien il se préoccupe de la vie de ses administrés en colmatant les trous dans les chaussées. Sur les dossiers essentiels pour l'avenir de Toulon, en effet, les limites de la gestion Front national apparaissent désormais au grand jour. Le dossier de la société d'économie mixte Toulon Aménagement (semTA), chargée des opérations de réhabilitation du centre-ville, est éloquent. Assurant la continuité de l'équipe précédente, se contentant de modifier le nom de Semtad en semTA et de changer de directeur, la mairie semble s'enfoncer dans une impasse chaque jour plus évidente. Lors du conseil municipal, vendredi 30 octobre, elle a dû proposer de racheter, pour 3,5 millions de francs, des rez-de-chaussée d'immeubles réhabilités du centre-ville appartenant à sa société

d'économie mixte pour « l'accueil d'associations à caractère social et culturel ». Opération qu'elle avait déjà effectuée lors d'un conseil précédent pour plus de 4,5 millions de francs. Dénoncée par les oppositions de gauche et de droite, qui y voient le signe d'un enlèvement des opérations de réhabilitation du centre-ville, l'opération révèle, pour le moins, un marché peu dynamique. Le directeur général de la semTA, Claude Gaborit, le reconnaît à sa manière quand il avoue que ces ventes, obligatoires pour que les immeubles refaits ne soient pas à nouveau squattés, « lui font de la trésorerie ». Discret sur l'état actuel de la commercialisation des lots reconstruits, et alors qu'il a baissé le prix du mètre carré de 3 000 à 2 000 francs, il avoue cependant être sur ce plan « à 20 % au-dessous des objectifs », ajoutant un énigmatisme : « Dans la situation toulonnaise, c'est pas si mal. » Cet état de la semTA, le conseiller radical Alexandre Hory qualifie de « coma dépassé », se lit encore dans les garanties d'emprunt successives (4,5 millions entre septembre 1996

et décembre 1997) que la majorité municipale vote régulièrement. Une autre opération d'envergure menée par la semTA révèle les difficultés de la mairie. L'espace Liberté, au centre de la ville, qui devait accueillir la construction d'une médiathèque, a récemment été concédé - pour 531 000 francs - à la société Buildinvest afin d'y installer un centre commercial. Les conditions de la transaction ont paru si litigieuses au préfet qu'il a écrit une sévère lettre d'observation à la mairie à propos des conditions de la vente. Tant pour la commercialisation des immeubles du centre que pour cet espace Liberté, le directeur général de la semTA et M. Michel, élu chargé du dossier, s'en prennent avec virulence à l'héritage, selon eux accablant. Mais l'argument a fait long feu : le maire n'avait-il pas forcé sa majorité à assurer l'héritage de la Semtad dès novembre 1995, après un audit confié à son propre beau-frère ?

« GRANDE BRADERIE »
Un autre sujet de controverse majeure au conseil municipal porte sur ce que l'opposition appelle « la grande braderie des biens communaux ». Après beaucoup d'autres opérations contestées, la majorité a voté, vendredi, une délibération

confiant à la semTA « un mandat de commercialisation » de la Bourse du travail, dont les syndicats avaient été délogés l'hiver dernier. Selon M. Michel, oublieux du programme municipal du FN, qui proposait d'en faire « un théâtre à l'italienne », il s'agit de rechercher l'« implantation d'un équipement commercial et tertiaire de qualité ». Outre son aspect symbolique, l'opération est considérée, tant par la gauche que par la droite, comme une autre façon de renflouer les finances de la ville en piètre état.

L'incapacité de la mairie à traiter ce dossier de revitalisation de la ville est lourd de menaces sur le plan politique. Devant le conseil municipal de vendredi, l'adjoint Patrice Mourichou a été contraint d'admettre que l'Agence de développement économique local de la ville de Toulon, destinée à créer de l'animation au centre, à la même vocation, en réalité, qu'une association déjà existante, « Toulon Grand Centre ». Or, celle-ci est animée par la chambre de commerce, la chambre des métiers et le regroupement des commerçants du lieu. La rupture est donc, de fait, patente entre l'équipe municipale et les acteurs économiques toulonnais.

J. Le. et M. Sa.

TROIS QUESTIONS À...

JEAN-MARIE LE CHEVALLIER

1 Au terme d'un bras de fer de plus de trois ans, le Théâtre national de la danse de Châteauneuf vous a échappé. N'est-ce pas un échec grave pour votre action culturelle en tant que maire (Front national) de Toulon ?

M. Paquet était hors la loi. Cela a été jugé par le tribunal, non par le maire de Toulon. Etant le président du comité de tutelle, j'avais le devoir - comme le fait le préfet à propos de la municipalité - d'assurer un certain contrôle de la légalité. M. Paquet a été licencié pour faute grave de gestion, et non pour faute culturelle. Si Châteauneuf est repris sur des fonds d'Etat, départementaux ou régionaux, je m'en réjouis. Si les spectacles sont bons, les Toulonnais seront heureux, et cela ne leur coûtera que le prix du ticket, alors qu'aujourd'hui on les taxait de 5 millions de francs de subvention municipale.

2 Vous êtes confrontés à une fronde au sein de votre propre majorité. Plus de la moitié des élus du Front national ont boudé les deux derniers conseils municipaux, et certains vous accusent de népotisme...

Le népotisme n'est évoqué que par la presse qui nous est hostile. Cendrène Le Chevallier joue un rôle très important dans cette municipalité, car elle est très ardente à travailler. Elle a créé le service Jeunesse toulonnaise, l'a revigoré. Ce très gros travail ne peut pas lui être reproché. Pourquoi une femme engagée dans la vie politique depuis vingt ans ne serait-elle pas candidate à une élection législative si son mari, lui aussi, fait de la politique ? Ma femme a le goût du service public. Elle est appréciée par beaucoup de gens. Peut-être que cela défrise certains ; à ceux-là, je dis : « Faites comme elle ! »

3 En quoi votre gestion est-elle une gestion Front national ? Elle est transparente. Il n'y a pas de pots-de-vin, pas de gabegie financière, et nous respectons le contribuable. L'objet du FN, c'est la défense de la France et des Français. Nous défendons les Français de Toulon. On arrive à donner du FN - qui est diabolisé - une image de gens responsables et honorables. Et en 2001 je conduirai la liste FN aux municipales, ouverte à des proches du FN qui partagent l'essentiel de nos convictions et la nécessité d'avoir une France indépendante, souveraine, tout en défendant les valeurs morales du Décalogue.

Propos recueillis par José Lenzini

En Bourgogne, M. Soisson tente de camoufler sa connivence avec le FN

Dijon
de notre correspondante
Jean-Pierre Soisson respire un peu mieux. Les conclusions du commissaire du gouvernement sur les deux recours déposés par la gauche devant le Conseil d'Etat (Le Monde du 28 octobre) lui offrent une bouffée d'oxygène. Car si la justice administrative se prononce dans le même sens, ce qui est fort probable, l'élection du président du conseil régional de Bourgogne, comme celle de la commission permanente, à laquelle les élus de gauche ont refusé de participer, seront validées. Il est vrai que, depuis l'élection en avril de M. Soisson à la présidence de la région grâce aux voix du Front national, le climat est devenu de plus en plus étouffant pour le député de l'Yonne. Défilés dans les rues, boycott de maires et de parlementaires lors de ses déplacements, mise à l'index par le rectorat et l'ANPE, qui refusent de prêter leur concours à l'organisation de deux salons : on ne compte plus ni les manifestations de mauvaise humeur à son encontre ni les critiques sur la réelle complexité dont il a fait preuve, durant l'été, à

l'égard du FN en l'invitant notamment à partager la tribune d'une conférence de presse. L'incident le plus grave n'a pas encore connu d'épilogue : mardi 27 octobre, l'université de Bourgogne a dû suspendre, pour la seconde fois en dix jours, l'élection de son président. Un comité de vigilance anti-FN composé de personnels administratifs, d'étudiants et de militants de gauche, a interrompu le déroulement du scrutin, en pointant le doigt sur Madeleine Mazières, conseillère régionale RPR et membre du conseil d'administration de l'université. A leurs yeux, elle incarne « une coalition avec le Front national ». Ils entendaient aussi exprimer leur désapprobation à l'égard de la désignation, par le conseil régional, de deux représentants du FN au conseil d'administration de l'institut de la vigne et du vin. Jocelyne Pérard, présidente en exercice, a interpellé les manifestants sur « le risque de faire de l'université l'otage d'un débat qui lui échappe ». Il n'empêche qu'à deux reprises, le conseil d'administration de l'université a voté une motion contre « la présence de représentants du FN

dans une instance universitaire ». Ce climat est d'autant plus inconfortable pour M. Soisson que certains de ses « amis » le contraignent à prendre ses distances avec le mouvement d'extrême droite. L'ancien président du conseil régional, Jean-François Bazin (RPR), le prive systématiquement d'une voix très précieuse, compte tenu du rapport de forces extrêmement serré au sein de l'assemblée (24 élus de droite, 24 de gauche, et 9 FN). Trois autres conseillers régionaux UDP, parmi lesquels le président du comité régional de tourisme, Louis Trébuchet, se détachent à leur tour. Ils refusent « toute connivence avec le FN », et condamnent certains « dérapages » comme l'élection de dix représentants du FN dans les conseils d'administration de lycées. On leur prête même le projet de préparer un front républicain, avec les élus de gauche, pour appuyer un contre-budget de centre gauche.

Soumis à ces pressions multiples, M. Soisson entend donc « corriger sa trajectoire ». L'approche de la discussion par l'assemblée régionale de son projet de budget pour

1999 l'y incite plus fortement encore. Le FN est aujourd'hui, en effet, la seule opposition possible au sein de la commission permanente, composée de vingt et un conseillers régionaux RPR, UDP et apparentés et de neuf du FN. « J'ai actuellement la majorité absolue à la commission permanente sans le Front national », se réjouit le président de la région. Mais il ajoute : « Mon seul problème est maintenant d'avoir un budget. » Il espère l'obtenir grâce au « 49-3 régional », qui permet l'adoption du budget sans vote, sauf présentation, dans un délai de dix jours, d'un contre-projet approuvé, lui, à la majorité absolue. C'est une raison supplémentaire pour marquer ses distances avec le FN et calmer les critiques des élus régionaux de droite.

Reste que, si ses amis politiques l'obligent à une parenthèse dans ses relations avec le FN, M. Soisson n'a pas renoncé à la politique de main tendue. Il reste convaincu que « la recomposition de la droite passera par l'accueil d'élus du Front national, mais sans Jean-Marie Le Pen ».

Christiane Perruchot

INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT

ISM Membre et/ou accréditée
ACBSP - ECBE - IACBE - WAUC

Le seul MBA accrédité USA - Europe compatible avec votre vie professionnelle :

ieMBA International Executive Master of Business Administration

- Réservé aux cadres de plus de 30 ans
- 520 h de formation intensive en management international :

diplôme ieMBA accrédité

- 10 séminaires mensuels à PARIS
- 2 mois à NEW YORK

MBA Master of Business Administration in International Management

- Programme intensif, de 12 mois avec stage intégré, dont 8 mois en FLORIDE : MBA accrédité.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, de 25 à 40 ans, avec expérience professionnelle ou stages validés.

Également certifiés pour cadres salariés : 120 heures, Paris ou New York

- International Marketing, ou Corporate Finance.

International School of Management
148, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél. : 01-45-51-09-09 - Fax : 01-45-51-09-08
International School of Management USA
Internet: <http://ism-mba.edu>

ISM

مكتبة

AFFAIRES Trois cadres de l'entreprise GTM, filiale du groupe Lyonnaise des eaux-Dumez, ont déclaré aux juges parisiens Armand Riberolles et Marc Brisset-Foucault qu'entre 1990

et 1995 le marché de la construction et de la rénovation des lycées franciliens a permis de financer le RPR, le PR et le PS. ● LES MAGISTRATS ont, semble-t-il, acquis la conviction que,

durant cette même période, les ténors du BTP se sont réunis pour organiser la répartition de 13 milliards de francs de marché. ● SELON JACQUES DURAND, directeur commercial de GTM,

la présidence de la région Ile-de-France supervisait cette procédure. ● INEXISTANTES jusqu'en 1988, les règles de financement des partis politiques interdisent, depuis 1996, les

dons des entreprises. ● INTERROGÉS par *Le Monde*, plusieurs conseillers régionaux affirment n'avoir pas eu connaissance des pratiques de partage visées par la justice.

Le marché des lycées franciliens aurait profité à trois partis politiques

Trois cadres de la société GTM, filiale du groupe Lyonnaise des eaux-Dumez, ont expliqué aux juges comment la construction et la rénovation des établissements contribuaient au financement du RPR, du PR et du PS

D'UNE ENQUÊTE classique sur des marchés publics suspects, le dossier des lycées de la région Ile-de-France, confié aux juges parisiens Armand Riberolles et Marc Brisset-Foucault, est en passe de devenir une véritable affaire de financement politique. Après de nombreuses auditions et un long travail de dépouillement de documents comptables relatifs à la passation des marchés, entre 1989 et 1996 – pour un montant supérieur à 23 milliards de francs –, les enquêteurs ont pu mettre à jour un système d'entente illicite organisé par les dirigeants de grandes sociétés du BTP français pour se répartir ces marchés tout en pratiquant des tarifs prohibitifs. Les déclarations de cadres mis en examen indiquent que 2 à 4 % du montant de chaque marché de construction ou de rénovation d'un établissement scolaire étaient systématiquement détournés. Selon trois dirigeants de la société GTM, filiale du groupe Lyonnaise des eaux-Dumez, le fruit de ce racket aurait été reversé au Parti socialiste (PS), au Parti républicain (PR) et au Rassemblement pour la République (RPR) dans le cadre légal du financement des partis politiques, entre 1990 et 1995. L'exécutif de la région Ile-de-France, alors dirigé par l'ancien ministre (RPR) Michel Giraud, aurait participé à l'organisation et à la gestion de ce détournement.

TÉNORS DU BTP

Les deux magistrats ont, semble-t-il, acquis la conviction qu'entre 1989 et 1996, lors des vagues de construction dites « METP », qui permettaient de faire voter par les élus régionaux plusieurs dizaines de marchés d'un seul coup, les ténors du BTP se sont réunis pour organiser la répartition de treize milliards de francs de marchés. Les principales sociétés de travaux publics auraient conservé deux tiers des contrats et laissé un tiers aux entreprises indépendantes, généralement de taille moyenne. Mis en examen, le 22 octobre, pour « corruption, trafic d'influence, recel de favoritisme et pratiques anticoncurrentielles » et placé en détention provisoire, le directeur commercial de GTM, filiale du groupe Lyonnaise des eaux-Dumez, Jacques Durand, a confirmé, devant les juges, cette analyse en indiquant que les grands groupes s'accordaient toujours avant de déposer les candidatures auprès

de la commission d'appel d'offres de l'assemblée régionale. Le directeur général de GTM et le directeur de projets, qui ont été laissés en liberté et mis en examen pour les mêmes chefs, ont approuvé les dires de leurs collègues tout en précisant qu'ils ne suivaient pas les détails de ces opérations.

« LA BÉNÉDICTION »

Selon M. Durand, la présidence de la région Ile-de-France supervisait cette procédure et était tenu au courant de son déroulement. Au cours d'une de ses auditions, il aurait fait état de « la bénédiction » de l'exécutif régional. Par ailleurs, un document, daté du 28 mars 1992, paraphé par

la présidence du conseil régional et retrouvé dans les archives, illustre cette compétition fictive. Il recense, sous forme d'un tableau, une trentaine de postulants pour une vingtaine de marchés. Sans aucune mise en concurrence, quatre entreprises, cochées d'une croix, sont retenues d'office. Il est apparu, au gré des investigations, que ce choix arbitraire précède l'appel d'offres restreint, où trois des quatre sociétés commentées, intentionnellement, des vices de forme afin d'être disqualifiées. Il ne restait plus alors que le candidat initialement désigné dans le cadre de l'entente. L'arrivée, fin 1994, de l'élue RPR Claude-Annick Tissot à la tête de la commission des marchés per-

turbera ce système sans pour autant parvenir à mettre fin à ces pratiques. Elle sera « démissionnée » de ce poste en mai 1996 puis peu à peu de tous ses mandats par Michel Giraud pour avoir dénoncé l'irrégularité des procédures.

« POUR QUI VOUS SAVEZ »

A en croire les déclarations des trois cadres dirigeants de GTM, les entreprises rétrocédèrent, en contrepartie de cette entente, 2 % du montant de chaque chantier attribué par la région Ile-de-France. Selon eux, le montant provisionné était réparti entre les partis en fonction de leur poids politique au sein de l'assemblée régionale. Un avocat du groupe

confirme que la justice dispose de documents comptables de GTM sur lequel figure une ligne budgétaire désignée sous le titre d'« aléas économiques » et de « royalties » qui correspondrait à la dite provision. Des pièces identiques, saisies par les policiers au sein de l'entreprise Sicra, filiale de Vivendi, font état de prélèvements de 2 à 4 %, sous l'intitulé « PQVS », qui signifierait « Pour qui vous savez ».

Si la pratique corrompue semble établie et reconnue par les dirigeants des entreprises, les conditions de financement sont beaucoup moins claires et font l'objet d'un certain nombre d'interrogations. Les trois membres de GTM ont indiqué, devant les enqû-

teurs, que les fonds étaient reversés aux partis composant l'assemblée régionale. Mais ils ont précisé les avoir seulement remis, dans le cadre légal régissant le financement des formations politiques entre 1990 et 1995, à Louise-Yvonne Cassetta, l'ancienne directrice administrative du RPR, alors considérée comme la trésorière officielle du parti néo-gaulliste, à Jean-Pierre Thomas, ex-trésorier du Parti républicain, et à un proche du Parti socialiste. Les personnes visées par ces déclarations ont fait savoir, vendredi soir, au *Monde*, qu'elles démentaient toute participation à une quelconque entente illicite aux fins de contrepartie financière et ne désiraient pas donner d'écho à ces affirmations.

Les juges doivent donc encore éclaircir les relations existant entre les groupes politiques et les entreprises. Aucun membre de l'ancienne équipe dirigeante (RPR) de la région, ni de l'actuelle (PS) n'a été questionné sur cette nouvelle étape de l'enquête. Pas plus que les trois destinataires présumés des fonds détournés. Enfin, la simple comparaison entre les sommes prélevées sur les marchés et les fonds consacrés au financement légal des partis invite à une certaine perplexité.

GTM, dont 70 % du chiffre d'affaires dépend de la manne publique, a ainsi été attributaire de plus de 500 millions de francs de marchés METP entre 1992 et 1994. Sur la même période, à lire le *Journal officiel*, cette société a versé 2,05 millions de francs au RPR, 800 000 francs au PR et 500 000 francs au PS. Or, les enquêteurs fixent le seuil minimum des prélèvements de GTM sur les marchés METP, entre 1992 et 1994, à dix millions de francs. Le directeur général de la Sicra, Jean-Pierre Boide, mis en examen pour « abus de confiance, corruption active et trafic d'influence », incarcéré plusieurs semaines, a reconnu, quant à lui, la remise d'un chèque de 150 000 francs, en 1994, à un élu écologiste de l'assemblée régionale, membre de la commission d'appel d'offres. Effectué par lui-même, ce « don » aurait, d'après lui, également été réalisé dans le cadre légal du financement des partis. Pourtant, près de 70 millions de francs se sont volatilisés sur les 1,8 milliard de francs de marchés remportés par son entreprise entre 1991 et 1995.

Alexandre Garcia

Jacques Follorou

Le feuilleton des passations de marchés publics en Ile-de-France

1996

● 11 mai : Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, est confronté à une polémique sur les passations de marchés publics de l'assemblée régionale. Claude-Annick Tissot, vice-présidente (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, quitte la présidence de la commission des marchés, quelques jours après avoir transmis une note interne à l'inspection générale des services du conseil régional. Elle dénonce dans ce document de nombreuses irrégularités commises dans les attributions de marchés publics, en particulier ceux de rénovation et d'entretien des lycées. L'omniprésence du bureau d'études Patrimoine Ingénierie dans l'attribution de ces marchés est sévèrement mise en cause. « Son cahier des charges était en violation flagrante avec les règles des marchés. Personne n'a protesté », estime M^{me} Tissot. De nombreuses autres anomalies sont répertoriées : « recours excessif » aux marchés négociés, appels d'offre restreints, « tendances de certains services à exécuter les marchés avant leur transmission au contrôle de légalité ». Un système de procédures groupées – le Marché d'entreprises de travaux publics (METP) –, programme phare du conseil régional, est directement visé : une centaine de marchés, portant sur 121 lycées pour un montant de 15 milliards de francs, ont été attribués par cette procédure. M^{me} Tissot évoque par ailleurs des « pressions inadmissibles » en faveur de certaines entreprises qu'elle aurait subies de la part de Xavier de la Gorce, directeur adjoint des services du conseil régional.

● 28 mai : dans un entretien au *Figaro*, Michel Giraud affirme qu'« il n'y a jamais eu le moindre marché douteux ». Le 18 septembre, il se dit convaincu que les conditions d'attribution des marchés des lycées de la région n'auraient pas de suites judiciaires.

● 9 octobre : trois élus du groupe des Verts au conseil régional, Jean-Jacques Porchez,

Alain Rist et Jean-Félix Bernard, dénoncent l'existence d'« un système de favoritisme » dans l'attribution de marchés publics et demandent au procureur de la République de Paris d'ouvrir une information judiciaire.

● Le 12 décembre : le parquet ouvre deux enquêtes préliminaires visant Michel Giraud, l'une sur l'attribution des marchés publics, l'autre sur la mise à disposition de deux salariés de la région dans son château de Morsang-sur-Seine (Essonne).

1997

● 20 mars : Michel Giraud décide de résilier subitement la totalité des contrats d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO) liant le conseil régional à des bureaux d'études. Le 18 décembre, le conseil régional décide d'indemniser pour rupture de contrats les anciens bureaux d'études de la région, ainsi que vingt architectes, pour un montant de 31,5 millions de francs. La société Patrimoine Ingénierie est indemnisée à hauteur de 13 millions de francs.

● 24 mars : la chambre régionale des comptes rend public un rapport d'inspection sur la réhabilitation des lycées d'Ile-de-France, dans lequel elle met en évidence des « pratiques anticoncurrentielles » et des « irrégularités majeures » dont aurait profité les « grands » du BTP.

● 3 juin : le parquet de Paris ouvre une information judiciaire sur les conditions dans lesquelles le conseil régional d'Ile-de-France a conduit la passation des marchés de rénovation des lycées entre 1991 et 1995 pour un montant de 23 milliards de francs. Ouvertes contre X... les poursuites portent sur des soupçons de « favoritisme et recel, faux et usage de faux, et pratiques anticoncurrentielles en matière de marchés publics ».

● 26 juin : les magistrats parisiens Armand Riberolles et Marc Brisset-Foucault, désignés le 24 juin pour diriger l'enquête, mènent une vague de perquisitions dans les bureaux de plusieurs membres de l'exécutif régional, les lo-

caux de l'administration et le siège du bureau d'études Patrimoine Ingénierie.

● 13 octobre : Michel Giraud annonce lui-même sa mise en examen par le juge parisien Armand Riberolles pour « conservation de prise illégale d'intérêt » dans l'affaire des employés payés par la région et affectés à son château de Morsang-sur-Seine (Essonne). Le couple embauché en 1988 par M. Giraud, puis intégré en 1992 dans les effectifs régionaux, était toujours affecté à son service personnel. Le conseil régional aurait ainsi versé entre 1992 et 1997 plus de 1 million de francs pour le train de vie personnel de M. Giraud. Début janvier, il est à nouveau mis en examen dans cette affaire pour « faux et usage de faux en écritures publiques ».

1998

● 21 janvier : l'Élu régional écologiste François Donzel, mis en examen le 19 décembre pour « complicité de faux, usage de faux et recel de corruption » dans l'affaire des marchés d'Ile-de-France, est écroué pour avoir tenté de dissimuler des preuves sur certaines pratiques corrompues.

● 6 mars, les juges s'attaquent pour la première fois aux entreprises : Michel Chaudru, le président de la Sicra, filiale de la Compagnie générale des eaux (CGE), ainsi que son directeur général Jean-Pierre Boide sont placés en détention provisoire et mis en examen pour « abus de confiance, corruption active et trafic d'influence ».

Une perquisition réalisée au siège de la Sicra permet de mettre en valeur le rôle des entreprises. La Sicra a remporté près de 1,8 milliard de contrats entre 1991 et la fin 1995.

● avril : les juges d'instruction achèvent l'analyse des procédures d'appel d'offres et démontrent l'existence de contournements du code des marchés publics, érigés en système par les services du conseil régional sous la présidence de Michel Giraud.

Depuis 1995, la loi proscriit les dons des entreprises aux partis

INEXISTANTES jusqu'en 1988, les règles de financement des partis politiques ont été édifiées au fil des ans sous la pression des affaires, afin de moraliser les relations entre l'argent et la politique. Le législateur ne s'est toutefois résolu à interdire les dons des entreprises privées aux partis qu'après 1995.

AVANT 1995

Jusqu'en 1988, le financement des campagnes électorales n'était pas codifié. Les partis politiques reconnus par la Constitution ne disposaient d'aucun statut. Comme les candidats aux élections, ils étaient censés vivre des seules contributions de leurs militants. En fait, tous avaient mis en place des mécanismes occultes leur permettant de recevoir des dons des entreprises. Ces dons étaient illégaux puisqu'ils ne correspondaient pas à l'objectif social des sociétés. Ils s'apparentaient à des « abus de biens sociaux ».

Votée dans les dernières semaines de la première cohabitation, la loi du 11 mars 1988 édicte, pour la première fois, des règles au financement politique. Elle institue ainsi le principe du financement public des partis politiques,

mais le réserve aux seules formations représentées à l'Assemblée nationale et au Sénat. La loi reconnaît par ailleurs aux candidats aux élections législatives et présidentielles la possibilité de recevoir des dons des personnes physiques ou morales tout en instituant le plafonnement des dépenses électorales.

Prolongeant cette évolution, la loi du 15 janvier 1990 étend le plafonnement à toutes les types d'élections et ouvre le financement public aux formations politiques non représentées au Parlement. Elle permet par ailleurs aux partis de bénéficier, dans la limite de plafonds, de financement privé. Une même personne morale ne peut cependant verser annuellement plus de 500 000 francs aux partis. Pour veiller à l'application de la loi, une Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques est créée.

Pourtant, le financement occulte perdure. Rompant avec la logique des lois de 1988 et de 1990, le gouvernement socialiste présente un texte de loi, à l'automne 1992, interdisant aux personnes morales de consentir des dons, tant aux candidats qu'aux partis politiques.

Mais le Parlement ne peut se résoudre à ce changement : la loi du 29 janvier 1993 se prononce donc pour le maintien du financement privé en l'assortissant de plafonnement plus strict et surtout, en recherchant une plus grande transparence. Désormais les comptes de campagne et les comptes annuels des partis doivent faire figurer la liste des entreprises ayant accordé des aides ainsi que leur montant.

APRÈS 1995

La multiplication des affaires amène le législateur à réfléchir sur la légitimité de la participation des personnes morales au financement de la vie publique. Le groupe de travail parlementaire « Politique et argent », constitué à l'automne 1994 sous la houlette de Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, conclut à la nécessité d'interdire définitivement les dons des entreprises aux partis. Dans son rapport, le groupe de travail note ainsi que « les personnes morales, les entreprises en particulier, ne peuvent consentir de dons sans en attendre un retour, sous une forme ou sous une autre ; en conséquence, la participation des personnes morales au financement

des activités politiques constitue inévitablement une menace pour l'indépendance des élus et des partis, même si elle respecte les limites et les conditions qui lui sont imposées par la loi ».

La loi du 19 janvier 1995 franchit donc un pas décisif en proscribant les dons des personnes morales aux partis politiques. L'interdiction vise toutes les personnes morales autres que les partis politiques, que ce soient les entreprises, les associations, les fondations, les syndicats ou les collectivités locales. Aucune d'elles ne peut dorénavant contribuer au financement des partis « ni en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit (...), ni en leur fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués ».

Parallèlement à l'interdiction de tout financement privé, le remboursement par l'Etat des dépenses de campagne est augmenté (jusqu'à 50 % du plafond de dépenses). Dès 1996, c'est donc auprès de l'Etat que les partis politiques ont, en théorie, puisé leurs principales sources de financement.

Cécile Prieur

Les élus régionaux affirment ne pas avoir participé au partage

S'IL Y A EU répartition de commissions prélevées sur les marchés des lycées d'Ile-de-France, les conseillers régionaux de l'époque affirment n'en avoir jamais eu connaissance dans l'entente régionale.

Roger Karoutchi, l'actuel président du groupe RPR, qui faisait partie de l'exécutif sous la mandature précédente, se souvient seulement d'une intervention de Jean-Yves Le Gallou, le président du groupe FN, qui « nous avait attaqués en séance, en affirmant que de l'argent était réparti entre tous les partis, sauf le sien ».

« Pour ma part, quand je suis devenu vice-président chargé de l'enseignement supérieur, j'avais refusé de recevoir tout architecte ou entrepreneur travaillant sur un chantier d'IUT », précise-t-il. Le chef de file du RPR régional ajoute s'être mis d'accord avec Jean-Pierre Huchon (PS), le nouveau président de la région, pour que les suites judiciaires sur les marchés publics « n'agitent pas les débats actuels de l'assemblée régionale ».

Roger Madec (PS), le nouveau président de la commission des

marchés, affirme lui aussi n'avoir jamais été associé à un quelconque partage quand il était simple élu de base avant 1998. « Seule Claude-Annick Tissot m'avait parlé d'une clé de répartition entre les partis quand elle a dénoncé l'affaire des lycées », déclare-t-il. Cependant, M. Madec affirme avoir décelé, en prenant ses nouvelles fonctions, des signes d'entente entre les entreprises. « M. Huchon et moi-même avons envoyé des messages très clairs aux entreprises et aux mandataires de la région pour couper court à ces tentatives », précise-t-il. « S'il y a eu des partages, je me souviens que la justice passe », conclut-il.

Jean-Pierre Fourcade, l'ancien premier vice-président alors qu'il était membre du Parti républicain (PR), déclare lui aussi que « s'il y a eu un système de quête, ce qui n'est pas impossible, ces opérations ne se sont jamais passées au niveau du conseil régional, mais au-dessus et à Paris ».

Pascale Sauvage

إلى من لا يرى

Sur le réseau

des entreprises. ● INTERROGÉS
e Monde, plusieurs conseillers ré-
aux affirment n'avoir pas eu
naissance des pratiques de pa-
visées par la justice.

s politiques construction

Tous les fonds étaient rever-
sés aux partis composant l'assem-
blée régionale. Mais ils ont
trouvé les avoirs remis,
dans le cadre légal régissant le fi-
nancement des formations poli-
tiques, entre 1990 et 1995, à
Christiane Casetta, l'an-
cienne directrice administrative
du RPR, alors considérée comme
la trésorière officielle du parti
néo-gaulliste, à Jean-Pierre
Thomas, ex-trésorier du Parti républi-
cain, et à un proche du Parti so-
cialiste. Les personnes visées par
ces déclarations ont fait savoir,
vendredi soir au Monde, qu'elles
démentaient toute participation à
une quelconque entente illicite
aux fins de contournement financier
et ne désaient pas donner
suite à ces affirmations.

Ces fonds ont donc encore
éclairci les relations existant
entre les groupes politiques et les
entreprises. Un membre de
l'ancien conseil d'administration
d'une entreprise dirigeante
dans la région, ni de l'actuelle
région, a été questionné sur cette
question de l'enquête. Par
contre, les trois destinataires
présumés des fonds détournés,
ont refusé la simple comparaison
entre les sommes prélevées sur
le compte des fonds consacrés
au financement légal des partis
et une certaine perplexité.

M. Thomas, du centre d'af-
faires régionaux de la manne pu-
blique, a été attributaire de
plus de 10 millions de francs de
plus, entre 1992 et 1994,
à la même période, à lire le
rapport de la société à ver-
sement de 10 millions de francs au RPR,
à l'époque du PR et
à l'époque du PS. Or, les en-
treprises ont le seul minimum
de versement de 10 millions de francs sur les
comptes de 1992 et 1994,
à l'époque de la Sicra. Jean-
Pierre Thomas a été mis en examen pour
complicité de corruption
active, le 10 octobre, à l'incar-
cération de la semaine, à re-
tour de la mise d'un
rapport de 10 millions de francs, en 1994,
à la suite de l'assemblée
générale de la commis-
sion d'enquête effectuée par
le procureur de la région. L'aurait-
il, cependant, été réalisé
dans le cadre légal du finan-
cement des partis ? Durant, près de
trois semaines, se sont vola-
tilisés les millions de francs
de manne publique par son en-
treprise, entre 1992 et 1994.

Jacques Follorou

maux affirment participé au partage

Marchés, affirmant la quasi-totalité
des fonds régionaux. Un quel-
conque partage, comme il était
simple, dit-il, en 1994, avant
le début de la mise en œuvre
des nouvelles règles de finan-
cement des partis, de la ré-
gion. L'ancien directeur de la
classe de la Sicra, M. Mader
affirme avoir été un des signa-
taires des nouvelles règles de finan-
cement des partis, des entreprises,
d'entente entre les entreprises
et M. Mader, dit-il, a été mis en
examen pour complicité de cor-
ruption active, le 10 octobre, à l'incar-
cération de la semaine, à re-
tour de la mise d'un
rapport de 10 millions de francs, en 1994,
à la suite de l'assemblée
générale de la commis-
sion d'enquête effectuée par
le procureur de la région. L'aurait-
il, cependant, été réalisé
dans le cadre légal du finan-
cement des partis ? Durant, près de
trois semaines, se sont vola-
tilisés les millions de francs
de manne publique par son en-
treprise, entre 1992 et 1994.

Jean-Pierre Follorou, l'ancien
président de la région, dit-il, qu'il
était membre du Parti républicain
et qu'il a été déclaré élu au conseil
régional. Il a dit qu'il a été élu
au conseil régional, mais qu'il n'a
pas participé au partage des
fonds régionaux, mais qu'il a
été élu au conseil régional.

Pascal Sauvage

Découvrez qu'en
téléphonie mobile,
la fidélité
peut être
quelque chose de
merveilleux.



BDDP

Téléphonez
en Classe

Loft

Avantage n°3 La fidélité récompensée.

Privilège 24 mois.

Dès le premier jour, 40F de réduction par mois
pour tout abonnement de 24 mois à l'un des 7 forfaits Loft.
Par exemple : 2h = 165F par mois.

Prime Renouvellement Mobile.

500F remboursés sur l'achat d'un nouveau mobile après 18 mois
d'abonnement à un forfait Loft.
Vous acceptez alors de prolonger votre abonnement d'un an.
C'est un avantage de la Classe Loft. Découvrez les autres au
N° Vert 800 880 800 <http://www.itineris.tm.fr>

sur le réseau



France Telecom

Bahrein Doha Mascate Abu Dhabi

Gulf Air les vols entre Paris et le golfe Persique sont désormais quotidiens

à 11.30 du matin

<http://www.gulfairco.com>

A Marseille, l'Ecole de la deuxième chance pour les naufragés du système scolaire

Un cursus de deux ans qui mêle stages, exercices pratiques et apprentissage de la vie collective

A l'Ecole de la deuxième chance de Marseille, 83 jeunes que l'échec scolaire avait conduits à l'inactivité se reprennent à espérer. Un cursus de

deux ans doit les mener à un travail. L'idée du directeur, Robert Garzumel, et de son équipe est de partir d'exercices qui les captivent suffisam-

ment pour leur transmettre un savoir. Outre Marseille, des établissements de ce type fonctionnent dans sept pays européens.

MARSEILLE
de notre correspondant régional
« C'est trop méchant comme école : c'est propre, c'est grand, on fait du sport, on va à la montagne.

REPORTAGE

« C'est pas noté ! Mais là on s'applique, parce que, quand on sait pas, on nous explique »

Le matin, je suis à l'heure tous les jours, tous les jours : j'ai jamais manqué, je vous promets, trop méchant ! Je reste plus au quartier, même l'autre fois qu'on est revenu de Gap, je les ai vus au quartier, tous, ils avaient pas bougé, toujours là, toujours pareils, j'étais dégoûté. Là, je rentre chez moi, ma mère elle est contente. Au centre social, où j'ai fait les deux semaines de stage, ils m'ont même fait accueillir des personnes ! A moi ! C'est vraiment l'école de la deuxième chance, c'est trop bien.

Jean-Luc pourrait être l'agent publicitaire de l'Ecole de la deuxième chance de Marseille, il en est un élève : il a la parole bourru, comme le corps, mais quand il commence à parler à la table de la cantine, il n'arrête plus. Ses amis de promotion, qui ont entamé la session avec lui le 27 avril, renchérent. En quelques mots, ils ont résumé l'ambition de l'Ecole de raccrocher à un espoir ces

83 jeunes gens que le système scolaire, avant l'inactivité, avait désespérés.

Repérés par la mission locale pour l'emploi, recrutés après un entretien, ils ont commencé un cursus de deux ans qui doit les conduire à un travail. Ils sont encadrés par vingt personnes dirigées par Robert Garzumel, transfuge de la faculté des sports. L'idée est de partir d'exercices qui les captivent assez pour que l'acquisition du savoir soit ressentie comme nécessaire. A l'atelier technologie, c'est en construisant un kart ou en travaillant l'informatique qu'on reprend des maths, ou plutôt du calcul, indispensables à l'avancée de la tâche.

A l'atelier communication, c'est avec le journal et le théâtre qu'on travaille le français. Ce qui n'empêche pas des exercices sur la langue : à partir d'un texte de Raymond Devos, qui prend l'expression « prêter l'oreille » au « pied de la lettre », il s'agit de trouver d'autres expressions jouant avec les images. Cela plonge les élèves dans des abîmes de perplexité... et produit des petits textes, quelques lignes malhabiles qui sont corrigées et non notées. Comme dit encore Jean-Luc, qui commence à découvrir comment marche un ordinateur : « C'est trop méchant : c'est pas noté ! Mais là on s'applique, parce que les profs, quand on sait pas, ils nous expliquent. »

Quant au sport, plébiscité, il aide à construire le groupe et est souvent l'apprentissage d'un nouveau rapport au corps : certaines jeunes filles ont beaucoup de difficultés à se mettre en maillot de bain à la piscine. Quelques acquisitions de base, le respect du silence par exemple, ou l'apprivoisement du temps, sont finalement au cœur du projet. Lors de la séance hebdomadaire de « temps collectif », notamment, tout est discuté par petits groupes d'une douzaine : cantine, cafétéria, ouverture des portes, horaires, le tout dans une ambiance bruyante. L'enseignant demande à ses « étudiants », qui peinent à s'exprimer et n'arrivent jamais à parler dans le calme, de « s'écouter » et, finalement, d'essayer de faire silence « trente secondes, essayez trente secondes ». Silence de trois, cinq secondes... c'est déjà trop, le brouhaha reprend, d'où il ressort qu'il est temps de passer à la pause.

« T'ES ACCUEILLI »

Mais ceux qui tirent le projet, financé à hauteur de 3,5 millions de francs par l'Union européenne et de 4,5 millions par la mairie de Marseille, ce sont évidemment les contrats avec les entreprises. Chaque stagiaire signe un contrat tripartite avec l'Ecole et une entreprise qui, au terme des deux ans de formation alternée entre stages et cours, doit déboucher sur une em-

bauche à durée indéterminée. Pour autant que l'assiduité ait été constante et pour un salaire proche de la moitié du SMIC. La chambre de commerce et d'industrie, qui fournit du personnel, et certaines grosses unités du BTP, du commerce de grande distribution ou de restauration rapide se sont engagées, ainsi que quelques toutes petites entreprises. Et cela change tout car, comme le raconte encore Jean-Luc : « Les stages, je les ai tous faits, j'arrêtais toujours au milieu : ils te donnaient la feuille [l'attestation de stage] et après : rien. Une fois, j'ai fait tous les bars et les restos autour du Vieux-Port avec un papier du stage : même un apprenti, ils en voulaient pas, le papier ils s'en foutaient. »

Le groupe, moitié filles, moitié garçons, moyenne d'âge de vingt ans, va croître jusqu'à 120 personnes d'ici à la fin de l'année. Leur rescolarisation coûtera à peu près 50 000 francs par élève et par an - contre 47 000 francs pour un lycéen ordinaire.

C'est le prix à payer pour essayer de les sortir de la galère que décrit ainsi Jean-Luc : « Au quartier, des fois, je croyais devenir fou, vraiment, j'avais la tête qui... la tête qui éclatait. » Et il ajoute, décidément optimiste : « Là, on t'envoie au stage, t'es accueilli, tout est préparé, c'est trop méchant. »

Michel Samson

Six autres établissements alternatifs dans l'Union européenne

MARSEILLE

de notre correspondant régional

La première rencontre des Ecoles européennes de la deuxième chance lancées par Edith Cresson, commissaire européen à l'éducation, la formation et la jeunesse, pour remettre en formation des jeunes chômeurs que le système scolaire n'est pas parvenu à former, s'est tenue, jeudi 29 octobre, à Cologne (Allemagne). Cent quarante-six jeunes y disputaient un tournoi sportif. Le coup d'envoi de la compétition a été donné par M^{me} Cresson, qui est allée visiter l'Ecole pilote de Marseille (lire ci-dessus), le lendemain. Les directeurs y ont échangé leurs premières expériences après quelques mois de fonctionnement.

Sept établissements de ce type fonctionnent dans divers pays européens (France, Espagne, Allemagne, Finlande, Suède, Danemark, Royaume-Uni). Cinq autres vont ouvrir avant la fin de l'année en Italie, en Grèce, aux Pays-Bas, au Portugal, et encore en Espagne. Tous ces pays sont en effet confrontés à des populations nombreuses de jeunes gens, dont l'évaluation précise est difficile à effectuer : sortis des systèmes scolaires et de chômage, ils le sont aussi des statis-

tiques. Si les écoles diffèrent selon les pays - les traditions d'apprentissage par exemple ne sont pas les mêmes -, toutes fonctionnent sur quelques principes similaires.

La relation entre le jeune et un futur employeur doit être créée dès le départ. Pour Anders Hingel, chef d'unité à Bruxelles, il s'agit là d'un élément décisif, car la plupart des jeunes gens ont déjà accumulé les expériences de stage qui les transforment « en chômeurs qualifiés... et qui le savent parfaitement ». Ces écoles doivent fonctionner en réseau avec les entreprises et les institutions locales, seules capables de repérer les opportunités d'emploi et d'insertion sur le terrain.

UN SEUL PROJET EXPERIMENTAL PAR PAYS

A l'intérieur de l'école, le taux d'encadrement doit rester très élevé et les pédagogies être adaptées puisque les méthodes classiques ont échoué avec ces jeunes gens : on essaie donc de partir des savoirs des élèves - tous les savoirs - pour les amener à réapprendre les bases qui leur manquent. C'est dans ce cadre que les nouvelles technologies informatiques sont sollicitées : elles

ont fait l'objet d'un séminaire particulier à Köln.

Dans le même temps, l'école se présente comme une institution. Jean-Louis Reiffers, conseiller d'Edith Cresson et initiateur du projet, insiste lourdement : « Une institution est seule capable d'évaluer, d'évoluer et, s'il le faut, de sanctionner : l'apprentissage de ce qui est une institution est d'ailleurs probablement ce qui importe le plus avec ces jeunes-là. »

Le besoin de telles écoles est en tout cas manifeste : vingt-six candidatures ont déjà été recensées par la Commission au Royaume-Uni, tandis que huit grandes villes françaises, huit italiennes et cinq espagnoles postulent à en implanter : en Grèce, cinquante-trois sites se proposent d'intégrer des cycles de deuxième chance dans l'institution scolaire elle-même. Toute la question pour la Commission est de savoir si le succès de l'idée ne va pas la dénaturer et conduire à de nouvelles impasses. C'est pourquoi elle essaie de s'en tenir à un seul projet expérimental par pays afin d'en contrôler la réelle efficacité.

M. S.

La caisse de crédit de Nîmes épinglée par la chambre régionale des comptes

NÎMES

de notre correspondant

La chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon porte un jugement sévère sur la gestion de la caisse de crédit municipal de Nîmes. Entre 1986 et 1995, les responsables de cet établissement de crédit, basé à Nîmes mais aussi à Perpignan, Béziers, Montpellier et Carcassonne, ont en effet multiplié les fautes. A Carcassonne, c'est le responsable de l'agence locale qui accorde, en deux ans, 216 contrats de prêt sur gage à une seule et même personne, pour un montant global de 1,6 million de francs. Les objets gagés étaient supposés être en or ; en réalité, il s'agissait parfois de simple métal ou d'argent, et leur valeur ne dépassait pas les 365 000 francs. A Sète, c'est un marchand de tableaux que la caisse a su combler en lui prenant une vingtaine de toiles pour 2 millions de francs. Quatre ans plus tard, leur adjudication a tout juste permis de dégager une somme de 700 000 francs.

L'activité de prêt sur gage, qui fait partie des missions historiques de cette caisse héritière du mont-de-piété local, n'est pas seule en cause. Un garagiste a ainsi obtenu des prêts-relais pour un montant de 2 millions de francs, alors même que le fichier de la Banque de

France indiquait depuis plusieurs mois qu'il était interdit bancaire... Dans toutes ces affaires, et d'autres, aucune plainte pénale n'a jamais été déposée.

PIÈCES NON CLASSÉES

Dans les dossiers contentieux, dont les pièces, disent les magistrats, « n'étaient ni classées, ni cotées, ni répertoriées », ont été trouvées des conventions que le directeur de la caisse avait signées avec lui-même. Tout en dénonçant, dans des notes internes, certaines pratiques laxistes, ce fonctionnaire détaché à la caisse s'était autorisé des décrets qu'il n'a jamais honorés. Avant son départ de la caisse en 1995, il s'était également octroyé trois prêts successifs, pour un montant de 430 000 francs, non remboursés. Là encore, aucune poursuite ni saisie-arrest sur salaire n'a été engagée.

A la tête du conseil d'administration de la caisse, on ne montrait pas nécessairement l'exemple non plus. Alors qu'il présidait l'établissement, l'ancien maire UDF de Nîmes, Jean Bousquet, avait prêté, sans en avoir le droit, 4 millions de francs à une personne morale. En l'occurrence, il s'agissait du club de football de la ville, que lui-même présidait.

Richard Benguigui

DÉPÊCHES

■ **ATTENTAT** : l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB) a revendiqué samedi 31 octobre, dans un message téléphonique à l'AFP de Rennes, l'attentat à l'explosif perpétré dans la nuit de jeudi 29 à vendredi 30 octobre contre la mairie de Belfort. Cette explosion a provoqué des dégâts importants mais n'a fait aucune victime. Avant la revendication de l'ARB (qui avait fait parler d'elle en dernier lieu en mars 1993 avec l'attentat contre la perception de Gourin, dans le Morbihan), la piste nationaliste corse était avancée, en raison des similitudes entre l'attentat contre la mairie de Belfort - dont Jean-Pierre Chevènement, ancien maire, est resté premier adjoint - et celui revendiqué par le FLNC-Canal historique en 1996 contre la mairie de Bordeaux, dont le maire, Alain Juppé, était alors premier ministre.

■ **JUSTICE** : Adel Mechat, un militant islamiste algérien de 27 ans, arrêté le 26 mai en Allemagne lors de la vaste opération judiciaire européenne contre les réseaux islamistes, deux semaines avant le Mondial de football, a été extradé, mercredi 28 octobre, vers la France. Adel Mechat est considéré comme un lieutenant de « l'émir » Hassan Hattab, l'un des chefs du GIA de la région est d'Alger, entré en dissidence avec la direction de l'Organisation et qui tente de monter ses propres réseaux en Europe. Adel Mechat devait être présenté à un juge anti-terroriste, vendredi 30 ou samedi 31 octobre.

■ **UNIVERSITÉ** : l'université des sciences humaines de Strasbourg a pris, vendredi 30 octobre, le nom d'« université Marc-Bloch » honorant « un grand savant » et « un citoyen exemplaire ». Le choix a été acquis à une large majorité dès le premier tour de scrutin du conseil d'administration alors que ce nom avait été écarté en 1991 et en 1994. Juff, républicain et résistant, Marc Bloch (1896-1944), cofondateur en 1929 de la revue des *Annales d'histoire économique et sociale*, fut fusillé en juin 1944 par la Gestapo. - (Corresp.)

■ **MEURTRE** : un homme a été tué de quatre balles de gros calibre, tirées dans la tête par deux hommes qui ont pris la fuite, vendredi 30 octobre dans un bar du centre de Marseille. L'identité de la victime, âgée d'une trentaine d'années, n'a pas été révélée. L'enquête s'ordonne vers un règlement de comptes. Dix personnes ont été tuées en moins de deux mois dans la région de Marseille sans que l'on sache si ces meurtres sont liés.

■ **DROGUE** : deux filières de trafiquants de cocaïne ont été démantelées à Cannes et dans la région (Alpes-Maritimes) par les gendarmes, qui ont procédé, depuis mardi 27 octobre, à une trentaine d'interpellations. Les gendarmes ont précipité les opérations à la suite de la saisie record de 184 kilos de cocaïne lundi 26 octobre en région parisienne. Les enquêteurs avaient alors arrêté, entre autres, l'un des responsables de l'une des deux filières « cannoises », parti s'approvisionner à Paris.

مكتبة

HORIZONS

ENQUÊTE

EN TRE vignes et vergers, mais et luzerne, Singhesar abrite ses solides maisons de terre derrière de hauts murs circulaires. Chaque famille, au sens large, a son bloc, et les plus cossues ont leur mosquée. C'est dans ce village, à trois quarts d'heure de route de Kandahar, que débute l'histoire des talibans et de leur chef, le mollah Mohammad Omar. A la recherche d'une mosquée où il pourrait conduire la prière en échange de l'entretien de sa famille, le jeune mollah, originaire de la province voisine d'Uruzgan, s'y établit avant l'invasion soviétique de 1979.

Celle-ci lui donne l'occasion de faire le coup de feu contre les « infidèles », dont les convois passent à deux kilomètres, sur la route Hérat-Kandahar. C'est au cours d'un bombardement de représailles sur le village que le mollah perd un œil, atteint par un éclat. Racontée par ses proches, l'histoire veut que, sentant le sang couler le long de sa joue, il ait lui-même arraché son œil droit, qu'il aurait jeté sur le sol. « Moudjahid » dans les rangs du Jamiat-e-Islami de son ennemi d'aujourd'hui, l'ex-président Burhanuddin Rabbani, le mollah Omar limitera sa lutte aux convois de l'armée rouge. Quand celle-ci évacue l'Afghanistan, la djihad (guerre sainte) est finie pour lui. Il demeure tout naturellement dans son village avec ses amis, dont certains occupent aujourd'hui des postes de responsabilité tandis que les autres lui servent de gardes du corps.

Obscur combattant du temps des Soviétiques, le mollah va s'illustrer contre les commandants moudjahiddins qui rançonnent, tuent et violent les voyageurs entre Hérat et Kandahar. A l'époque, pas moins de cinquante barbares tenus par des milices différentes sont en place sur les 560 km de route qui séparent les deux villes. « Chaque arrêt était un enfer », raconte Najibullah, un chauffeur de taxi qui avait alors renoncé à faire la route. Entretien par ses proches, mais contesté par les hauts responsables talibans, la légende raconte que le mollah Omar ait vu en rêve un homme venu lui demander son aide pour débarrasser l'Afghanistan de ces bandits, combattants au nom de l'islam. A écouter ses proches, le rêve, qui dans leur esprit confine sans doute à la révélation, tient une grande place dans la vie du chef des talibans, puisqu'ils affirment qu'aujourd'hui encore c'est toujours au lendemain d'un rêve que le mollah Omar décide d'attaquer telle ou telle place.

En 1994, le mollah suit donc son premier songe et décide avec quelques amis de mettre fin au règne de ces commandants. Il commence par le plus proche : il tue le chef du point de contrôle sur la route à proximité de son village. Ce que la légende ne dit pas, c'est que le but premier du mollah Omar rejoint très vite le désir du général pashtoun Nasrullah Babar, ministre de l'intérieur du gouvernement pakistanais de M. Benazir Bhutto, qui veut, lui, assurer une route commerciale sûre pour relier l'Asie centrale au Pakistan. Le général Babar organise d'autant plus vite ces talibans (étudiants en religion) que beaucoup, réfugiés au Pakistan, étudient dans les madrasas locales.

A Singhesar, on ne voit pas ainsi loin, et le mollah Omar, trente-sept ans aujourd'hui, devenu le chef suprême d'un mouvement en passe de prendre le contrôle de tout l'Afghanistan, est avant tout l'enfant du village. Depuis l'année dernière, « sa » mosquée a été refaite en dur, don d'un riche propriétaire, et une vingtaine de gamins, assis à même le sol, y annoncent le Coran. Cinquante jeunes, de sept à vingt ans, dont plusieurs orphelins originaires des provinces pashtounes de Kandahar, Helmand, Wardak, étudient dans cette madrasa établie durant l'occupation soviétique.

A vingt ans, le mollah Mohammad Hassan en est l'administrateur. Venu ici à l'âge de cinq ans, il se rappelle d'autant mieux le mollah Omar que son oncle était son professeur. « Nous sommes fiers de lui, dit-il. C'est le soleil qui brille en nous. Grâce à lui, les musulmans qui souffraient ont retrouvé la paix.



A la recherche du mollah Omar

Homme timide et secret, le chef suprême des talibans est avant tout un Pashtoun villageois. Sa connaissance du monde s'arrête aux frontières de l'Afghanistan, et son éducation islamique très conservatrice ne le porte pas au moindre compromis

Nous apprenons notre religion pour être ensuite capables d'aller éduquer l'Afghanistan. Nous voulons servir notre pays comme nos aînés l'ont fait. Le mollah Mohammad Hassan est rentré du front depuis quinze jours. Son parcours suit les récentes victoires des talibans de Maimana à Mazar-i-Sharif et Hairatan, sur l'Amour Daria, à la frontière de l'Ouzbékistan.

C'EST avec un respect dû à un lieu quasi sacré que le mollah Hassan fait ouvrir la petite pièce au plafond bas fermée par un gros cadenas, dans laquelle, selon lui, le mollah Omar venait, seul, chaque matin de 8 heures à 11 heures, lire le Coran. Un lit, trois cartons de livres poussiéreux, des vieux modèles de fusils sont les seuls souvenirs. La pièce n'est pas différente des petites chambres sombres dans lesquelles vivent aujourd'hui les étudiants qui, quand ils ne sont pas au combat, passent là le plus clair de leur temps. Leurs biens tiennent dans des baluchons accrochés à des clous plantés dans les murs. Leurs kalachnikovs sont entassés dans un coin, et les seules touches décoratives sont des chromos de paysages ou des slogans politiques. Sur un mur, une grande carte de l'Afghanistan est piquée d'épingles qui marquent la progression des combats. Depuis l'établissement des talibans, quinze madrasas, où

étudient environ 1 500 élèves, se sont ouvertes dans les environs de Singhesar, où plus aucune école traditionnelle ne fonctionne.

A quelques distances de là, le mollah Nida Mohammad n'est pas peu fier d'être l'oncle de la deuxième des trois femmes du mollah Omar. « La première et la troisième, épousées récemment, sont originaires d'Uruzgan, dit-il, mais il a épousé ma nièce, Guljana, dix-huit ans, en 1995. » Le mollah Omar a cinq garçons et une fille, dont l'aîné n'a que six ans. Pour Nida Mohammad, le commandeur des croyants d'aujourd'hui, titre que le mollah Omar a acquis lors d'une élection de la choura (réunion d'oulémas) en 1995, est resté le même homme. « Quand il vient au village à l'occasion de fêtes religieuses ou pour se recueillir sur les tombes d'amis disparus, dit-il, il s'assied par terre avec nous, comme autrefois. » Certes, concède Nida Mohammad, « il vient dans un convoi de six Land Cruiser avec ses gardes du corps armés d'un pistolet et d'un fusil. » Les talibans apprécient, dit-on, les gros 4x4 japonais flamboyants qui arrivent directement de Dubaï par avions cargos.

Singhesar n'a pas bénéficié de l'ascension du mollah Omar. Mis à part la mosquée de sa madrasa, rien n'a changé au village. Les chemins de terre sont toujours aussi cahoteux et la poussière envahit tout. Dans ces régions pashtounes, la montée en puissance

des talibans n'a pas modifié les règles de conduite en vigueur depuis les temps immémoriaux. Les femmes restent à la maison et, si elles sortent, elles enfilent la burqa traditionnelle, qui les couvre complètement, un filet devant les yeux leur permettant de voir. Dans les campagnes, l'éducation, en particulier des filles, qui se ma-

raison et ma famille. Mon fils de treize ans fréquente une madrasa et, quand l'heure sera venue, il pourra, lui, y aller. » Ne craint-il pas de sanctions ? « Nous sommes les moudjahiddins du djihad contre les Soviétiques, ils ne peuvent rien nous faire », répond-il. En fait, Singhesar échappe à la conscription qui s'applique à beaucoup de

A écouter ses proches, le rêve, qui dans leur esprit confine sans doute à la révélation, tient une grande place dans la vie du chef des talibans

dient à quatorze ou quinze ans, n'a jamais été une priorité, et aujourd'hui encore certains paysans préconisent pour leur fils l'éducation des madrasas, qui, disent-ils, prend moins de temps - trois heures par jour - que l'école traditionnelle.

Cette simplicité du mollah Omar dans son village est confirmée par tous les paysans rencontrés. « Ici, il connaît tout le monde par son nom », affirme Nazar Mohammad, propriétaire d'un hectare de pieds de vigne et d'un vaste verger. Soutien de famille, Nazar Mohammad refuse pour sa part d'aller au front. « Il y a quelques jours, les talibans sont venus me demander de partir, mais j'ai dit non, dit-il. Je veux protéger ma

villages pashtounes, sommés de fournir des combattants en fonction de la superficie des terres et des besoins de main-d'œuvre des paysans. « Ici, les jeunes vont d'eux-mêmes au djihad », affirme Namatullah, vingt-cinq ans, revenu il y a peu de deux mois de service dans la région d'Hérat. Son salaire ? « Nous ne recevons pas d'argent, dit-il. Nous sommes nourris et logés, c'est tout. »

A Kandahar, où il réside désormais, le mollah Omar n'est pas visible aussi facilement. Située dans la ville nouvelle, sa maison - dont la construction, il y a deux ans, a été financée par Oussama Ben Laden, le milliardaire saoudien accusé de terrorisme par les Etats-Unis - se cache derrière de hauts

murs surmontés de barbelés. « On peut l'apercevoir quand il va à la mosquée le vendredi, affirme un habitant, mais on n'a pas d'accès direct à lui. » « Dans le passé, il était plus ouvert, confie un vieux Kandahari. Il se promenait de temps en temps dans la ville. Aujourd'hui, quand il va voir quelqu'un, c'est dans sa voiture aux vitres fumées, et son convoi passe très vite », dit-il. Selon ceux qui le connaissent ou l'ont rencontré, l'homme, maigre, très grand de taille, le teint clair et une longue barbe noire qui lui mange le visage, paraît timide. Le mollah Omar n'est pas un orateur, parle peu et d'une voix extrêmement basse. Il écoute attentivement son interlocuteur et sait engager le dialogue. « C'est un Pashtoun qui connaît bien son pays, affirme une source, mais certainement pas le monde extérieur. Sur le plan religieux, c'est un fanatique, pas prêt au moindre compromis sur l'islam tel que les talibans le comprennent. » C'est-à-dire un islam conservateur à l'excès, appris dans les madrasas de villages afghans ou pakistanais de la province tribale pashtoun du Nord-Ouest.

DANS son bureau, toujours très entouré d'amis ou de proches, le mollah Omar, installé sur un lit, reçoit ses interlocuteurs assis par terre. Seuls une poignée de hauts responsables talibans qui vivent à Kandahar ont libre accès à lui. Parmi les privilégiés : son conseiller, Wakil Mutawakki Ahmad, le gouverneur de Kandahar, le mollah Hasan et le vice-ministre des affaires étrangères pour les affaires politiques, le mollah Abdul Jalil Akhund. « Chez lui, affirme Nida Mohammad, qui le visite tous les quinze jours, il reçoit par terre avec ses enfants sur les genoux. Il a ses amis d'antan, privés et secrets, et avec eux il n'y a pas de protocole. »

L'homme reste en fait assez secret. « S'il ne reçoit pas, en particulier les journalistes, c'est qu'il est trop occupé », affirme le directeur du département de la culture et de l'information à Kandahar, le mollah Abdul Hal Mutmainn. « Il doit gérer tous les problèmes, militaires, politiques, économiques, sociaux », dit-il. « Nous avons assigné un journaliste au bureau du commandeur des croyants, et c'est lui qui nous transmet les informa-

tions », affirme encore le mollah Mutmainn, pour expliquer la source des bulletins d'informations de la radio officielle. « A défaut de le voir, affirme un habitué de l'Afghanistan, vous pouvez faire passer des messages et il les reçoit. » Une chose est sûre : les ordres du mollah Omar sont exécutés et immédiatement exécutés.

Selon certaines sources, son élection comme commandeur des croyants aurait pu lui être soufflée par ses protecteurs pakistanais comme un moyen de souder le mouvement et de faire que ses ordres ne soient pas discutés.

Pour l'instant, le mollah Omar ne semble pas désireux de s'installer à Kaboul, la capitale afghane. Si le gouverneur de Kandahar, le mollah Hasan, balaise l'idée de remplacer Kaboul par Kandahar, celle-ci a été discutée, mais les talibans paraissent plus enclins à maintenir une certaine dualité du pouvoir.

Installés à Kaboul, les ministères ont tous une représentation à Kandahar, et c'est de là que vient le dernier mot. Avec la présence du mollah Omar, la première capitale de l'Afghanistan uni a, à défaut de sa splendeur, retrouvé sa place, et les Pashtouns la leur, avec pour eux, comme corollaire, le droit quasi divin de gouverner l'Afghanistan.

Françoise Chipaux
Dessin de Serguei

ملا محمد امان

En bonne forme

par Robert Solé

IL ARRIVE au Monde de se tromper (sur une date, un chiffre, un nom...) et de faire amende honorable. Le mois dernier, trente-quatre « rectifications » ou « précisions » ont été ainsi publiées. Mais pourquoi ne rectifie-t-on jamais les anachronismes, les fautes d'orthographe, de syntaxe ou de lecture ?



LE MÉDIATEUR

demande une lectrice d'Evry (Essonne), Sarah Szmukler ?

Ces péchés-là peuvent paraître véniels. Ils ne sont jamais, le Monde ayant l'ambition d'être écrit en français. L'irritation de certains lecteurs les conduit à opposer le journal actuel, accusé de collectionner les inexactitudes et coquilles, à un Monde mythique alliant l'élégance à la perfection.

Une moindre exigence ? Aujourd'hui comme hier, le « zéro défaut » - toujours visé, jamais atteint - concerne la forme autant que le fond. Chaque journaliste du Monde dispose, depuis 1995, d'un guide rédactionnel, dans lequel est précisé l'emploi de quelque huit cents mots délicats ou un peu traîtres. Y sont rappelés, entre autres, les différences entre acquis et acquit, censé et sensé, acceptation et acceptation, laïc et laïque...

La liste pourrait encore s'enrichir : dans le journal du 16 octobre, un sous-titre faisait état des « mœurs de Jules Ferry ». N'étaient-ce pas celles de Claude Allègre que réclamaient les lycéens, peut-être en invoquant les mœurs de son illustre prédécesseur ?

Un abonné parisien, Michel Brem, a lu avec étonnement dans le numéro daté 11-12 octobre que, dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, M. Gaymard se trouvait « à quelques encablures » de M. de Villiers. « Je ne sais pas,

écrit-il, pourquoi l'encablure a autant de succès dans la presse. Il s'agit d'une unité de distance, autrefois utilisée par les marins et tombée en désuétude, qui vaut 1/10 de mille, soit 185 mètres ».

Un Monde plus laxiste ? Les comparaisons avec le passé sont toujours hasardeuses. Ce journal ne se fabrique plus de la même façon qu'il y a encore cinq ans. L'édition est réalisée avec des moyens techniques plus importants, mais en moins de temps, pour permettre aux premiers exemplaires d'être livrés dès 12 h 15. Rédigés en plus gros caractères, plus aérés, beaucoup mieux illustrés, les pages comptent moins de mots, donc, en principe, moins d'occasions de se tromper.

Envoyés spéciaux et correspondants ne dictent plus leurs articles au téléphone. Finies les confusions entre cent et sans, critique et crypte... L'informatique permet à un auteur de vérifier lui-même chaque virgule de son texte et d'éviter toute erreur de transmission. L'article passe entre les mains - ou plutôt sur l'écran - du rubricard concerné, du chef de séquence, d'un secrétaire de rédaction, d'un rédacteur en chef et d'un correcteur. Mais, dans la pratique, il est rare qu'un texte bénéficie de cinq relectures.

« De plus en plus, je me demande s'il y a des correcteurs au Monde », écrit un lecteur parisien, Jacques Merles, surpris par un canular orthographique « canular » dans le numéro du 29 août. « Honneur », ajoute-t-il, au journaliste qui pensait plus à un canard qu'à un loupard ». Heureusement, il n'a pas vu que la même faute a été commise une nouvelle fois, le 25 septembre - dans Le Monde des livres, qui plus est...

Où, il y a toujours au Monde une excellente équipe de correcteurs, mais elle n'est pas infallible et n'a pas toujours le temps de relire

l'ensemble du journal avec la minutie nécessaire. Sur la partie « chaude », c'est-à-dire la vingtaine de pages réalisées le matin de la parution, les correcteurs font 2 500 à 3 000 interventions. Plus de la moitié est consacrée à la ponctuation, à l'orthographe ou à l'emploi des majuscules. Un diable de ces corrections ne peut aboutir, car le brouillage du journal a été avancé d'une heure et demie environ. L'arrivée simultanée de nombreux textes au cours d'une tranche horaire très étroite interdit aux correcteurs, comme aux secrétaires de rédaction, d'y consacrer le temps qu'il faudrait.

Les pages les plus visibles ou les plus importantes (comme la première et la dernière) sont celles qui se terminent le plus tard, dans l'urgence. Seule cette urgence peut expliquer une phrase aussi étrange, en « une », le 27 octobre, à propos de la princesse Diana : « Le tabloïd Sun a immédiatement interrogé ses lecteurs sur s'ils approuvent le renvoi de son prince avec son amie, se sont prononcés sans ambages - à 83 % - contre son accession au trône, à son côté de la "reine Camilla" ». Complicieux, ces Anglais...

Une bonne nouvelle pour les lecteurs qui aiment les mots et ne détestent pas Internet : depuis quelques jours, Jean-Pierre Collignon, chef correcteur du Monde, anime un service questions-réponses de langue française sur le site du journal. Il s'efforce, dans les meilleurs délais, de répondre aux demandes concernant l'orthographe, la typographie et le vocabulaire. La première question est venue d'une lectrice de la Commission européenne : le pronom on peut-il être accepté au sens de nous et, dans ce cas, faut-il accorder le participe qui suit ? La réponse est oui. Exemple : on est, malgré tout, ravis de lire Le Monde...

COURRIER DU MONDE

L'arrestation du général Pinochet a ravivé les mémoires et les passions, vingt-cinq ans après le coup d'Etat des militaires chiliens contre le président Allende. C'est aussi l'occasion de s'interroger sur la création du Tribunal pénal international et sur les relations de l'Europe démocratique avec



les anciennes dictatures d'Amérique latine. Par ailleurs, des voix se font entendre pour critiquer une mesure fiscale pénalisant les femmes seules avec enfants ; d'autres, plus poétiques, imaginent pour demain la création d'un réseau de métro de type Métro autour de Paris.

UN PROCÈS POUR M. PINOCHET

Pour le moment on ne peut pas croire que le régime Pinochet n'a pas été assassiné et que celui-ci ne soit pas encore en fonction. C'est pourquoi tous les juges de par le monde saisis de plaintes au sujet de sa présidence doivent avoir la possibilité de faire arrêter le criminel présumé où qu'il se trouve et d'organiser son procès. Sauver Pinochet d'un procès serait un scandale !

André Delcroix
Tourencoing (Nord)

VINGT-CINQ ANS APRÈS

J'admets que certaines personnes veulent faire le procès du général Pinochet vingt-cinq ans après. L'esprit de rancune et de revanche est largement répandu à tous les étages de nos sociétés, et je ne refuse pas d'entendre leurs arguments, mais je proteste contre les expressions outragées et l'argumentation à base d'amalgame utilisées notamment dans l'éditorial du Monde du 20 octobre (...).

Des prises de position aussi excessives sont très nocives pour les relations entre nos pays occidentaux et ceux d'Amérique latine

qui, comme le Chili, sont très jaloux de leur souveraineté, n'apprécient guère les interventions des étrangers dans leurs conflits internes ni les leçons de morale politique données par des grandes puissances, dont le linge n'est pas toujours des plus propres et qui s'abstiennent de le laver quand cela les arrange. (...)

Jacques Vincenot
Paris

SEULES FACE À L'IMPÔT

Une mesure budgétaire est passée pratiquement inaperçue lors de l'élaboration en 1997 de la loi de finances de 1998 : dans le cadre du calcul de l'impôt sur le revenu, la suppression de la demi-part qui était accordée aux personnes ayant élevé seules et sur un seul salaire leurs enfants. Cette mesure pénalise en priorité les femmes. Il faut savoir que 90 % des personnes seules ayant élevé un enfant sont des femmes. Des centaines de milliers de femmes ont donc reçu pendant l'été leur avis d'imposition et ont découvert avec stupeur que leurs impôts avaient augmenté de 40 % par rapport à l'année précédente.

Cette mesure touche une population fragile sur le plan tant humain que financier et pénalise des personnes qui ont subi un

deuil, soit un divorce, et qui ont courageusement élevé leurs enfants sans le secours d'un conjoint ou en se battant pour obtenir le paiement de pensions alimentaires pour leurs enfants. (...)

Les femmes seules ne sont pas un groupe de pression important. Est-ce une raison pour s'attaquer à ce qui n'est pas un privilège fiscal, mais une reconnaissance d'une mission accomplie : l'éducation solitaire d'un enfant ?

Michèle Zivy
Paris

INTERNET, LE MAÎTRE ET L'ESCLAVE

Tirer « Internet se révolte contre son maître » (Le Monde daté 24-25 octobre) à propos de Bill Gates est doublement choquant. D'une part, Bill Gates n'a ni inventé ni promu Internet ; sa politique a toujours été, bien au contraire, de laisser d'autres prendre les risques de l'innovation et de la promotion, en rachetant ou en copiant ensuite ceux qui réussissent. D'autre part, le succès d'Internet est largement lié à une conception qui, contrairement aux autres réseaux, ne repose pas sur un rapport dit maître/esclave entre les différentes machines : si maître il y a sur Internet, il s'agit plutôt de l'organisme américain qui délivre les adresses,

monopole que le gouvernement américain favorise, et sur lequel vous devriez enquêter.

Emmanuel Saint-James
Paris

PARIS SOUS LES ÉTOILES

Notre capitale vient de capter dans son orbite un météore qui illumine dans sa course les joies du passé et la passion des progrès. Des colonnes de la Madeleine à celles de la station Bibliothèque-de-France, c'est le grand livre de l'histoire de l'art de vivre à Paris que Métro feuillette sur son passage. (...)

Pourquoi n'échangerait-il pas une correspondance amoureuse avec la petite ceinture, oubliée, essouffée, elle qui sut mûrir l'amour à l'aval de notre fleuve, le quai d'Ivry à celui d'Issy-les-Moulineaux ? Depuis trop longtemps, cette voie est muette et demande la parole. Sœur aînée de la ligne des quais, qui vit le jour en grande partie à l'aube de ce siècle, elle pourrait former avec elle, dans Paris, une nouvelle boucle et ouvrir à tous les grands parcs Montsouris, Georges-Brassens et André-Citroën et, plus tard, pourquoi pas, le dernier diamant vert de Paris, le parc de Bercy (...).

Jacques Gauthier
Paris

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Tournant salutaire au G7

F AUTE d'un retour de la confiance, la crise financière qui sévit dans le monde depuis seize mois - « la plus grave depuis cinquante ans », selon les termes de Bill Clinton - risque, au moindre accident, de plonger la planète dans une véritable dépression. Les deux communiqués du G7 publiés vendredi 30 octobre - l'un émanant des chefs d'Etat et de gouvernement, l'autre de leurs grands argentiers - révèlent une prise de conscience de cette menace par les dirigeants des sept principaux pays industrialisés. Ils expriment une détermination, nouvelle et positive, des politiques à reprendre leur rôle face à des marchés envahissants.

Certes, ces deux communiqués ne sont que des mots. Mais, dans le commerce de l'argent plus encore qu'ailleurs, les mots ont leur importance. S'ils ne sont pas encore des actes, ils n'en sont pas moins des gestes dont l'impact psychologique infuse sur la réalité. Ils tendent à montrer qu'il y a bien un leadership collectif et déterminé dans l'économie mondiale, bref un pilote dans l'avion. Par leur participation active, les chefs d'Etat et de gouvernement - Bill Clinton, Tony Blair, Jacques Chirac et Gerhard Schröder - ont largement investi - ont conforté cette impression.

Surtout, les mots des communiqués de ce vendredi traduisent une nette évolution de l'attitude des dirigeants politiques du monde riche à l'égard des marchés. Il s'agit d'un changement de ton semblable à celui que l'on a pu observer au sommet européen de Potsdam, les 24 et 25 octobre.

Désormais dominé par des hommes qui ne sont pas des dogmatiques du marché, avec l'évolution majoritairement sociale-démocratique de l'Europe, le G7 s'inquiète ainsi de la nécessité de protéger les plus fragiles (les pays émergents menacés par la contagion comme les populations les plus pauvres affectées par les plans d'austérité). Il n'a plus de réticence face à l'urgence de définir des codes de bonne conduite. Il souhaite favoriser la transparence et s'attaque clairement aux excès des marchés, au point de mettre en cause la spéculation des hedge funds et de s'interroger sur le rôle néfaste des paradis fiscaux. Il demande enfin à chaque pays de favoriser la croissance par une relance de sa demande intérieure.

Bonnes paroles, non suivies d'effet ? Les prises de position du G7 ne sont pas qu'incantations vaines. Même si dans l'instant, ils ne donnent généralement pas lieu à des réalisations concrètes spectaculaires, ils débouchent souvent sur des actes. Le communiqué du G7 publié à Washington début octobre, élaboré par les ministres des finances et les gouvernements des banques centrales, avait provoqué bien du scepticisme. Il a pourtant débouché sur une longue série de décisions essentielles pour un retour au calme dans l'économie mondiale : le Congrès américain a dégelé des fonds pour le FMI, la Réserve fédérale a baissé ses taux, le Japon a adopté un plan de restructuration de son système bancaire, etc.

Aux opinions de veiller, maintenant, à ce que le tournant salutaire du 30 octobre se traduise, lui aussi, dans les faits.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Allard, directeur général
Jean-Jacques Bessières, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fournier, Pierre Georges, Jean-Yves Lhoteau
Directeur artistique : Dominique Reynaud
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Rédacteurs en chef :
Alain Fournier, Erik Isenhardt (Éditions et analyses)
Laurent Gaudier (Suppléments et cahiers spéciaux) / Michel Kojman (Débat)
Eric Le Boucher (International) / Patrick Jaccard (France) / Francis Monchi (Génère) / Chère Blum (Entreprises)
Jacques Baud (Agenda) / Joëlle Sarragagna (Culture) / Chantal Massot (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Anan
Métier : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Platon / Directeur délégué : Anne Chateaubert
Conseiller de la direction : Alain Rollat / Directeur des relations internationales : Daniel Vermet /
parlementaires internationaux : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Millaud, président / Michel Hodebourg, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fournier (1985-1991), Jacques Lescarrou (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1904
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Bonnier-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs
Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévisions, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La chute de Moukden

RICHE par son sol et son sous-sol, la Mandchourie a toujours été l'objet des convoitises des uns et des autres. Les Russes, avant leur défaite de 1905, y avaient une situation économique que les Japonais leur disputèrent, avant de la leur enlever complètement par la création du Mandchoukouo. Les Japonais battus et ruinés, il ne faut pas s'étonner du nouvel effort des Russes pour reprendre en Mandchourie leur situation ancienne. Mais, cette fois, c'est par la guerre civile en Chine qu'ils prétendent y parvenir. Cette guerre, où les communistes ont naturellement leur appui, est une conquête déguisée du pays par l'URSS.

Les armes fournies aux troupes gouvernementales par les Américains n'ont pas suffi à vaincre les communistes. D'autres armes vont leur être envoyées, disent les dépêches d'à présent.

En attendant, la Mandchourie est abandonnée, et la dernière opération défensive qui a eu lieu à Moukden a échoué. Les communistes auraient trouvé dans la ville de grandes quantités d'armes.

La Chine du Nord, déjà entamée, se trouve directement exposée à son tour. On peut même dire que la Chine centrale l'est déjà depuis que la province orientale du Chantoung, en bordure de la mer Jaune, est occupée.

Du point de vue politique, la chute de Moukden ne seulement consacrer la perte de la Mandchourie, mais pose la question du gouvernement de Tchang Kai-shek, dont le premier ministre aurait donné sa démission. La Chine entrerait donc dans une crise ministérielle dont l'issue n'est pas prévisible. (2 novembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur Computerver : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Luc Rosenzweig

h Omar
du monde
ion islamique
nis

Le retrait des Brigades internationales

En octobre 1938, les combattants étrangers venus se battre pour sauver la République espagnole se retirent. Ils sont salués par Juan Negrin, le président du conseil, et le peuple de Barcelone. Leurs archives, transférées à Moscou lors de la défaite, seront bientôt consultables en Espagne

LE 28 octobre 1938, tôt dans la matinée, des camions surmontés de haut-parleurs sillonnent Barcelone en appelant la population à venir saluer le départ des volontaires étrangers venus pour tenter de sauver la République espagnole. La manifestation a été convoquée au dernier moment dans la crainte des bombardements meurtriers de l'aviation italienne. Les volontaires défilent sans armes mais avec les uniformes hétéroclites qu'ils portaient au combat; certains étaient encore la veille sur le front de l'Ebre. Les 13, 14 et 15 novembre prochains, des brigadistes survivants vont revenir à Barcelone pour célébrer le soixantième anniversaire de cette manifestation. Ce qu'ils vont célébrer est une défaite, une retraite dans l'honneur après deux ans de batailles acharnées.

L'histoire du retrait des Brigades internationales débute le 21 septembre 1938. Ce jour-là, le président du conseil espagnol, Juan Negrin, monte à la tribune de la Société des nations à Genève et propose un retrait unilatéral des combattants étrangers en Espagne. C'est ce qu'on appelle la *retirada* en espagnol. Ce geste surprend les observateurs. En cette fin d'été 1938, la situation de la République espagnole, qui affronte depuis juillet 1936 une rébellion militaire menée par le général Franco, semble bel et bien perdue. Depuis avril, les franquistes ont réussi à couper en deux la zone encore tenue par la République en atteignant la mer au nord de València. La contre-offensive déclenchée en juillet en traversant l'Ebre a été saluée comme un exploit militaire, mais elle a été très coûteuse. Elle a cependant permis de desserrer l'étau autour de València.

Alors, pourquoi retirer des combattants qui, à chaque bataille - Madrid, Brunete, Guadalajara, Teruel -, ont servi de bataillons de choc? En fait, les Brigades internationales ne sont plus un atout militaire. En deux ans, les effectifs de l'armée de la République espagnole ont doublé, pour atteindre 600 000 hommes, les milices qui s'étaient levées au lendemain du coup d'Etat ont été remplacées par



AUGUSTO CENTELLES

une armée professionnelle commandée par des officiers de carrière, des généraux et des commissaires politiques souvent communistes. Dans les unités internationales ne combattent plus que 20 % à 30 % d'étrangers, à cause des pertes qui ont été extrêmement lourdes. Ceux-ci ont été remplacés par des recrues espagnoles. Le poids numérique et militaire de ces unités, qui s'étaient levées en 1936 pour défendre et sauver

Madrid d'une chute qui paraissait certaine, est devenu faible. Ils sont moins de 13 000.

De toute façon, pour Staline, l'Espagne est perdue. Dès juin, comme l'explique Hugh Thomas dans sa *Guerre d'Espagne*, « Litvinov proclamait que l'URSS s'estimerait satisfaite de se retirer en laissant l'Espagne aux Espagnols ». « Après Munich, poursuit Hugh Thomas, l'Union soviétique avait fini par désespérer de jamais pouvoir conclure une

alliance contre Hitler avec la France et l'Angleterre. (...) Le gouvernement de Staline voulait avoir les mains libres pour prendre toutes les dispositions qu'il jugeait nécessaires à sa propre défense, et cela allait exiger que l'URSS ne fût plus engagée continuellement au-delà des Pyrénées et que cessât notamment l'intervention de l'armée du Komintern, c'est-à-dire les Brigades internationales. »

Negrin espère certainement



L'exil, la valise et les photos

A gauche, des brigadistes défilent le 28 octobre 1938 à Barcelone; ci-dessus, à la tribune, le président de la République espagnole, Manuel Azana; le président du conseil, Juan Negrin, et le général Rojo saluent les volontaires qui vont partir. En 1939, le photographe catalan Augusti Centelles, qui a pris ces deux clichés et réalisé certaines des plus belles photos de la guerre d'Espagne, franchit la frontière française devant l'avance des troupes franquistes. Il ne possède qu'une valise contenant 4 000 négatifs qu'il réussira à confier à un paysan français avant d'être emprisonné dans le camp d'Argelès. En 1944, il revient clandestinement à Barcelone. Deux ans après, il se rend aux autorités franquistes, on lui retire son passeport. Les photos et la documentation qu'il avait laissées ont été volées et transférées aux archives de Salamanque. Il surviva jusqu'en 1973 en faisant de la photographie publicitaire. A la mort de Franco, il peut enfin retourner en France. Il finit alors par retrouver le paysan, sa valise et une partie de la mémoire de la guerre d'Espagne.

que la Société des nations va obliger les franquistes à retirer une partie des troupes régulières italiennes et allemandes qui combattent à leurs côtés. Il est certain que, si le camp républicain peut se passer de brigadistes, Franco, lui, est incapable de gagner la guerre sans les fantassins et les tanks de Mussolini et les avions de Hitler. Les chiffres de retrait italiens seront en fait symboliques. Dans l'illustration du 25 octobre, un

court article accompagné de photos montre le départ d'un contingent de quelques milliers d'Italiens, alors que le corps expéditionnaire italien comptait, selon les sources, de 50 000 à 60 000 soldats.

D'un point de vue diplomatique, l'initiative de Negrin apparaît surtout comme une stratégie d'attente. Les Espagnols n'ont plus rien à attendre de l'Angleterre et de la France, qui les ont trahis avec la politique de non-intervention du comité de Londres. Leur seul espoir, c'est le déclenchement le plus rapide de la guerre entre l'Allemagne, d'un côté, et la France et l'Angleterre, de l'autre, à propos de la Tchécoslovaquie. Espoir qui sera déçu quelques jours après l'offre de Negrin avec les accords de Munich de la fin-septembre. Les pays démocratiques ne veulent pas plus mourir pour Dantzig que pour Madrid.

Le 20 octobre se réunit à Barcelone la commission internationale de retrait des volontaires, qui doit informer la Société des nations. Les combattants internationaux sont immédiatement retirés du front; ils sont presque 10 000 dans la zone catalane et 2 830 dans celle de València. Sur ces 13 000 combattants, 6 200 seront évacués entre novembre et janvier. Le 11 novembre, un train de 1 500 volontaires français passe la frontière espagnole avant d'être accueilli triomphalement à Paris.

Pour beaucoup, ce retrait ne sera pas facile. Paris n'accepte de laisser passer en France que les combattants dont le pays d'origine accepte le retour. Cela interdit le départ de tous les ressortissants de pays fascistes, comme les Allemands et les Italiens.

Certains réussissent à passer en utilisant les papiers de combattants morts, mais la plupart, près de 5 000, restent et furent de nouveau incorporés dans les unités de la République. Ils seront parmi les derniers à se battre, adossés à la frontière française lors de la retraite de février 1939. La France les parquera, avec le demi-million de réfugiés espagnols, dans des camps de regroupement avant de les remettre aux Allemands.

Michel Lefebvre

Du coup d'Etat à la capitulation

● 18 juillet 1936. Des généraux et une partie de l'armée se soulèvent contre le gouvernement de Front populaire espagnol. Une vive réaction populaire fait échouer le coup d'Etat.

● 4-5 août. La France et l'Angleterre signent un accord de non-intervention avec interdiction de fournir des armes.

● 18 septembre. Le Komintern décide d'envoyer des volontaires.

● 17 mai 1937. Formation du gouvernement Negrin.

● 11 mars 1938. Hitler s'empare de l'Autriche.

● 25 juillet-15 novembre. Bataille de l'Ebre.

● 21 septembre. Juan Negrin propose sans conditions à la tribune de la SDN à Genève le retrait des volontaires étrangers.

● 29-30 septembre. Accords de Munich entre l'Allemagne et les puissances occidentales qui forcent la Tchécoslovaquie à donner les Sudètes au Reich.

● 28 octobre. Manifestation d'adieu des brigadistes à Barcelone.

● 26 janvier 1939. Chute de Barcelone sans combats.

● 5-9 février. Déroute des forces républicaines en Catalogne. Un demi-million de personnes franchissent la frontière française.

● 27 février. La France et la Grande-Bretagne reconnaissent le gouvernement de Franco.

● 28 mars. Capitulation de la république.

De Moscou à Salamanque, des archives très convoitées

LES archives des Brigades internationales se trouvent à Moscou dans le bâtiment qui abrite celles du Komintern, l'ex-Institut Marx-Lénine. Elles sont parvenues là au terme d'un périple qui n'est pas encore parfaitement connu. Certains historiens parlent d'une évacuation par bateau ou en avion de Barcelone, d'autres d'un passage par Paris après un voyage en camion. La plus grande partie de ces documents a apparemment suivi la retraite des républicains en Catalogne avant de franchir la frontière par la route, escortés par André Marty et Luigi Longo. Une partie des documents se serait ensuite perdue dans l'extrême confusion qui régnait alors et serait toujours quelque part en Europe occidentale. Le fichier nominatif sur fiche bristol avec les renseignements sur chaque volontaire n'est pas à Moscou, des brigadistes confirment indirectement ce fait en expliquant qu'on leur a demandé de reconstruire à Paris, en 1940, la liste des membres de leurs groupes nationaux.

Mais l'essentiel est parvenu à Moscou. Dans un ordre impeccable, sont conservés dans des dossiers individuels les « blos », les formulaires de démobilisation, ainsi que des rapports, des correspondances entre Moscou et la base d'Albacete, les collections de journaux, etc. Dans cet amas de documents, René Skoultsevsky, auteur de *L'espoir guidait leurs pas*, une histoire des brigadistes français parue chez Grasset (*Le Monde* du 21 septembre), retrouvera le compte rendu d'une réunion du

18 septembre 1936 qui décide de « procéder au recrutement, parmi les ouvriers de tous les pays, de volontaires ayant une formation militaire en vue de leur envoi en Espagne », c'est-à-dire l'acte fondateur des Brigades internationales par le Komintern.

Depuis longtemps, les historiens et les associations de brigadistes essayent d'obtenir des copies de ces documents (environ 500 000 feuilles). Les Russes qui s'honoreraient de ne pas vendre d'originaux ne cédaient jusqu'à présent aux associations nationales d'anciens brigadistes que des copies sur microfilm sur leurs ressortissants, au prix de 1 dollar la page. Les Israéliens ont ainsi acheté et installé à Tel-Aviv les archives sur les combattants juifs. Les Américains ont fait de même pour celles des volontaires de l'Abraham Lincoln Brigade en installant ces documents à l'université de Brandeis, et ils tentent maintenant de négocier avec les Russes l'ensemble du fonds.

Les Français s'efforcent également de reconstruire l'histoire du contingent français, le plus important avec 10 000 volontaires. Une mission, menée à l'initiative des Amis de combattants en Espagne républicaine et de l'Association de volontaires en Espagne républicaine (ACER-AVER), le CNRS et la BDIC (Bibliothèque de documentation internationale, contemporaine) de Nanterre, s'est rendue à Moscou en juillet. Il reste deux inconnues, le financement et le lieu de consultation où seraient regroupés les documents provenant de Moscou et les autres éléments

français sur la guerre d'Espagne.

Mais ce sont les Espagnols qui sont les plus avancés. L'histoire débute en 1936, l'Association des amis des Brigades internationales (AABI), fondée un an plus tôt, organise au mois d'octobre un hommage aux brigadistes, quatre cents d'entre eux se sont déplacés. Après ce succès, l'association veut reconstruire la mémoire des volontaires à Albacete où était installée la base des Brigades internationales. Elle recueille des documents auprès des survivants, négocie avec le ministère de la culture, mais sans succès. Ces démarches aboutiront cependant en juillet 1998, avec l'appui de l'université d'Albacete et de la région Castille-La Manche, à l'inauguration d'un centre de documentation. « Nous avons voulu, explique Ana Perez, présidente de l'AABI, faire un monument documentaire aux brigadistes en Espagne, pour que leur histoire soit présente là où ils ont combattu. »

MAIS en 1997, un désaccord provoque le départ de quelques membres de l'association qui en créent aussitôt une autre avec un objectif plus large comme l'explique bien son sigle, Archives, guerre et exil (AGE). Grâce à une politique volontariste et aux moyens fournis par le ministère de la culture, l'AGE poursuit un but ambitieux de collecte ou de copie de toutes les archives disponibles sur la guerre d'Espagne en Europe, à Moscou, au Mexique et même au Costa Rica, etc. « Il y a eu 40 000

brigadistes et 500 000 exilés qui se sont dispersés dans le monde entier, explique Dolores Cabra de l'AGE; cela veut dire que des documents existent partout. C'est une course pour reconstruire la mémoire. Pour fermer la parenthèse du coup d'Etat, il faut faire des archives nationales sur la guerre et jusqu'en 1975 pour qu'elles tiennent compte de la période de la répression. »

Le projet est de réunir tous ces documents à Salamanque où existe déjà un fonds constitué pendant la guerre au fur et à mesure des victoires franquistes. Ce fonds est appelé El Archivo rojo, les Archives des rouges, et beaucoup le considèrent en Espagne comme les archives de la répression. C'est bien pour rompre avec cette image que le ministère de la culture appuie le projet de l'AGE comme l'explique Rodriguez de la Fuente, directeur général du livre: « Nous sommes intéressés par la création d'archives générales de la guerre civile qui seront les archives de la réconciliation. Ce projet devrait aboutir avant la fin de l'année. Il s'agit pour nous de récupérer la mémoire historique de l'Espagne du XX^e siècle. » Ports des moyens fournis par le ministère espagnol, les négociateurs de l'AGE ont réussi à conclure un accord avec les Archives de Russie qui concerne l'ensemble du fonds des Brigades internationales, celui sur les enfants espagnols réfugiés en Union soviétique.

Cet accord entre l'Espagne et la Russie intervient au moment où un projet plus large de copie des archives du Komintern arrive dans sa

phase de réalisation. Ce projet du Conseil de l'Europe et du Conseil international des archives vise à créer une base de données informatisée à partir des 22 000 pages d'inventaire de ces archives et à numériser un million de documents. La Suisse, l'Allemagne, la France, l'Espagne, la Bibliothèque du Congrès de Washington et la Fondation Soros participent à cette opération dont le coût avoisine le million de dollars (5,5 millions de francs). Il s'agit donc d'un véritable ballon d'oxygène pour les Archives de Russie qui sont exsangues, doublé d'un transfert de technologie puisque les données, les logiciels et les ordinateurs resteront à Moscou. Cette technologie est d'ailleurs espagnole, c'est celle qui a été développée pour les Archives générales des Indes de Séville.

L'Espagne, qui a tardé à se joindre au projet européen, est donc aujourd'hui intéressée à plusieurs titres par les Archives de Moscou. Les copies des documents du Komintern qu'ils vont acheter en partenariat contiennent de nombreux documents sur la guerre d'Espagne; les fonds spécifiques, dont celui des brigades, qu'ils achètent pour leur propre compte seront également des sources précieuses pour les historiens. La meilleure documentation sur la guerre d'Espagne se trouvera donc à Salamanque, permettant ainsi au pays de retrouver sa mémoire, vingt-trois ans après la mort de Franco.

M. Le.

مكتبة من الحروب

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 1^{er} - LUNDI 2 NOVEMBRE 1998

TOURISME Les trois grands parcs d'attractions français, Disneyland Paris, Astérix et le Futuroscope, ont souffert cet été en raison de la météo et de la Coupe du monde de

football. ● LE DÉVELOPPEMENT des activités de congrès, en particulier à Disneyland Paris, a permis de compenser cette perte de visiteurs. La saisonnalité du Parc Astérix a net-

tement pénalisé le site, qui n'est ouvert que sept mois par an. Le Futuroscope, près de Poitiers, moins accessible que ses homologues franciliens, devrait perdre, cette année,

250 000 visiteurs en comptabilisant 2,65 millions d'entrées. ● UNE ENQUÊTE réalisée au printemps montre que les parcs d'attractions ont trouvé leur place dans les loisirs

des Français. 60 % d'entre eux s'y sont déjà rendus. ● UNE GRÈVE à Disneyland Paris perturbe depuis jeudi 29 octobre la centrale de réservations.

Les parcs de loisirs français ont souffert de « l'effet Mondial »

Des conditions météorologiques peu clémentes et la Coupe du monde de football ont entraîné une baisse sensible de la fréquentation de Disneyland Paris, du Parc Astérix et du Futuroscope. Néanmoins, ces entreprises ont désormais trouvé leur place dans les loisirs des Français

À LA FIN du mois d'août, Michelle Demessine, secrétaire d'État au tourisme, avait dressé un premier bilan de la saison d'été. Globalement, il était positif. La fréquentation touristique s'est maintenue et les effets tant redoutés de la Coupe du monde de football n'ont pas été à la hauteur de l'appréhension qu'ils suscitaient depuis le début de l'année. En revanche, s'il est une catégorie d'entreprises qui a à la fois souffert du Mondial de football et d'une météo médiocre, c'est celle des parcs de loisirs.

Certes, si tous les parcs ont été touchés, ils ne l'ont pas été avec la même force. Selon les observations, même le « monument » le plus visité de France, Disneyland Paris, a souffert du Mondial de football et de la météo. Mais cet impact négatif a été compensé par la bonne performance réalisée par le centre de conventions. Le parc de Marne-la-Vallée, qui publiera les résultats de son exercice 1997-1998 mercredi 18 novembre, aurait vu la dépense par visiteur progresser de façon significative. Le taux d'occupation des hôtels aurait suivi une tendance identique et serait supérieur aux 78 % réalisés l'an

passé. Le nombre de passeports annuels (réservés aux Franciliens) serait passé de 30 000 à 50 000, avec une moyenne de visites qui s'établirait entre 8 et 10 par an. Au Futuroscope, on confesse également une baisse de la fré-

quente de nationalités présentes sur le site, événement international oblige, mais les groupes étaient beaucoup plus petits », ajoute-t-il. Cette baisse de fréquentation va se répercuter sur le chiffre d'affaires, qui devrait passer de 700 millions

visiteurs devraient être environ 2,65 millions, contre 2,9 millions en 1997.

Le parc, qui a fêté son dixième anniversaire le 31 mai 1997 (*Le Monde* des 1^{er} et 2 juin 1997), est le plus gros employeur du département de la Vienne. Avec 1 400 salariés en pleine saison, il génère 15 000 emplois indirects. Le parc, qui a gagné 23,5 millions de francs, mise toujours sur des événements ou sur des « images à émotions ». Surfant cette année sur la vague du Titanic, le film de James Cameron, le Futuroscope a diffusé *Titanic*, documentaire filmé grâce au procédé IMAX.

Daniel Bulliard attend beaucoup de la future gare TGV installée sur le site à la fin de l'année 1999. Cette gare, qui mettra le parc à 1 h 20 de Paris-Montparnasse, accèrera davantage le Futuroscope sur un marché européen où il a encore un peu de mal à prendre pied. Trois sociétés d'économie mixte assurent son fonctionnement, et le parc n'envisage toujours pas de s'introduire en Bourse.

« Un parc d'attractions sous la pluie, c'est deux fois moins bien que sous le soleil », reconnaît Olivier de Bosredon, patron du Parc Astérix.

de durable, ils gardent leurs titres et en achètent, même si notre saisonnalité va à l'encontre de la transparence de l'information », reconnaît M. de Bosredon.

Le parc s'est même engagé dans une politique de diversification cette année en prenant la gestion de la Maison de la magie (90 000 visiteurs), avec la création d'une tournée en France avec Méga-mix, divertissement familial, et l'acquisition de l'aquarium géant de Saint-Malo (450 000 visiteurs). Ouvert en 1989, le Parc Astérix fête ses dix ans avec l'ouverture d'un hôtel trois étoiles sur le site, la création d'une nouvelle attraction familiale et la mise en place d'un programme de festivités tout au long de la saison.

Il est encore trop tôt pour établir un bilan annuel de l'ensemble des parcs de loisirs français. En 1997, plus de 30 millions de visiteurs ont fréquenté les sites d'attractions et de loisirs, contre seulement 3 millions au début des années 90. Les nombreux déboires enregistrés alors par Mirapolis, Zygofolies ou le parc Cousteau sont déjà oubliés.

François Bostrnavaron

Une notoriété acquise

TMO, société d'études et de conseil en marketing a réalisé, au mois de mai, une étude qui vise à faire le point sur le marché des parcs à thèmes, d'attractions et de loisirs en rencontrant à domicile 1 003 personnes représentatives de la population française âgées de 15 ans et plus. Il ressort de cette enquête que 97 % des Français sont capables de citer au moins un parc spontané et en client en moyenne 3,2. Environ 60 % d'entre eux se sont déjà rendus dans un parc de loisirs. Plus de la moitié des Français seraient, en outre, prêts à aller dans un parc avec d'autres adultes, sans être accompagnés d'enfants de moins de 15 ans.

Enfin, dans l'esprit du public, le coût d'entrée devrait se situer entre 55 et 155 francs et, si possible dans la zone des 100 francs. La quasi-totalité des personnes interrogées (93 %) estime que le coût d'entrée devrait être moins cher pour un enfant que pour un adulte.

« Nous avons perdu entre 7 % et 8 % de visiteurs avec une pointe à -10 % pendant la Coupe du monde », reconnaît Daniel Bulliard, directeur général du parc. « À la différence des autres années, nous avons eu un grand

de francs à 670 millions de francs. La dépense moyenne par visiteur (billet d'accès, restauration et dépenses dans les boutiques), en revanche, est en hausse de 6 %. Sur l'année - depuis 1995, le parc ne connaît plus la saisonnalité - les

TF 1 ne refusera pas le « cadeau » du gouvernement

LE PROJET de loi sur l'audiovisuel public, qui prévoit de diminuer le temps de publicité de 12 à 5 minutes par heure sur France 2 et France 3, fera au moins deux heureux chez les dirigeants de chaînes. Après Nicolas de Tavernost, directeur général de M 6, qui s'est réjoui dans *Le Figaro* qu'une telle mesure lui apporte, à terme, 15 % de recettes publicitaires supplémentaires, Patrick Le Lay, PDG de TF 1 n'a pas non plus boudé son plaisir, samedi 31 octobre, sur Radio Classique. « Si on nous fait des cadeaux, je ne vois pas pourquoi on les refuse. D'ailleurs, il y a plus de joie à faire un cadeau qu'à le recevoir », a-t-il affirmé.

Selon certaines études, le projet de loi pourrait apporter 1 milliard de francs de recettes publicitaires nouvelles pour TF 1. Le PDG de la Une a affirmé que « ces chiffres

étaient totalement exagérés. Moi je n'ai pas fait d'études pour une loi qui n'est pas votée, dont les modalités ne sont pas connues et qui concernent les exercices de l'an 2000 ».

M. Le Lay approuve largement le projet de loi : « On en était arrivé, il y a déjà deux ans, à une situation caricaturale (...) France 3 a plus de temps de publicité que TF 1 ou M 6. C'est peut-être contre ce qu'on veut le gouvernement veut réagir, parce (...) qu'il reconnaît que le service public a pris trop d'argent sur le marché par la publicité. Il n'hésite pas, à l'occasion, à demander aux pouvoirs publics « de nous en rembourser un petit peu sur les années qui se sont écoulées ». Le PDG de la Une tempère toutefois son enthousiasme. « Il faudra voir les décrets d'application et comment la loi sera votée au Parlement (...) car il y

a beaucoup de voix qui s'élèvent pour (...) critiquer ce projet ».

Interrogé sur les velléités du groupe Pathé, présidé par Jérôme Seydoux, de prise de contrôle de TF 1, M. Le Lay a démenti la tenue « d'un rendez-vous dans lequel Martin Bouygues était allé avec moi voir Jérôme Seydoux pour vendre TF 1 ». Il y a quelques mois, le président de Pathé, jouant sur les dissensions entre Vincent Bolloré et Martin Bouygues au sein du groupe de BTP, avait publiquement annoncé son intention de devenir opérateur d'une chaîne privée française. Dans la mesure où Bouygues ne comptait pas, selon M. Le Lay, vendre sa participation dans TF 1, les négociations ont échoué.

Retournant à son profit la situation, le PDG de TF 1 a affirmé qu'il était lui-même allé voir « Jérôme Seydoux pour acheter Pathé », parce que, a-t-il dit, « je trouve que c'est une magnifique entreprise, mais ce n'est pas à vendre. Donc le problème ne se posait pas. C'est comme pour TF 1, le problème ne se pose pas ».

Disneyland Paris ne répond plus au téléphone

QUATRE MOIS après les artistes de la grande parade, jeudi 29 octobre, les salariés de la centrale de réservation de Disneyland Paris se sont mis en grève pour exiger des augmentations de salaires et la réévaluation de leurs compétences. « Les embauches se font au SMIC, avec trois mois de période probatoire avant le passage à 7 100 francs, pour des opérateurs niveau bac mais trilingues. Nous estimons qu'ils doivent toucher 8 100 francs au minimum », énonce Pierre Brossard, délégué CFDT.

Depuis trois semaines, plusieurs débrayages avaient donné l'alerte. La direction a fait un geste en cessant d'employer des intérimaires mais, le 21 octobre, sa première proposition de grille salariale réévaluée a été rejetée par les syndicats. Jeudi 29 octobre, les salariés se sont mis en grève après avoir refusé un deuxième projet d'accord.

« Nos dirigeants sont embarrassés : ils ont voulu faire une opération médiatique en annonçant l'ouverture des négociations sur les 35 heures lundi dernier, et ils héritent d'une grève. La première réunion de travail devait se tenir ce matin, mais les syndicats ont reporté les discussions sine die tant que le problème de la centrale de réservations ne sera pas réglé », notait, vendredi 30 octobre, Patrick Maldidier, délégué de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA).

Jeudi et vendredi, les syndicats indiquaient que le mouvement était suivi par 150 personnes sur 230, soit 90 % des opérateurs en service. La direction compte, elle, 40 % de grévistes. Avec l'essor des plates-formes téléphoniques, des opérateurs comme Bouygues Telecom et Cegetel offrent des salaires d'embauche largement supérieurs à ceux pratiqués par Disneyland

Paris, provoquant une cascade de démissions. « Les salariés ont réalisé que les salaires étaient en deçà du marché », explique Pierre Brossard. Il souligne « l'incompétence du management, qui n'a pas réagi aux départs et qui embauchait les nouveaux arrivés plus cher que les anciens ». En privé, la direction reconnaît certaines erreurs. Lundi, Michel Dompnier, directeur des affaires sociales du parc, admettait « un léger décalage avec le marché ».

IMAGE DÉGRADÉE

D'après les syndicats, les 7 500 appels quotidiens non traités font perdre 2 millions de francs par jour à la société. Des chiffres contestés par les dirigeants de Disneyland Paris, qui affirment qu'en période de haute saison, comme c'est le cas à la Toussaint, les appels ne dépassent pas les 6 500 par jour. Grâce au personnel interne qui remplace les grévistes, l'impact financier du mouvement social serait, selon la direction, quasiment nul. Cependant, le conflit ne peut que dégrader son image dans l'opinion.

Patrick Maldidier estime que la grève, si elle se prolonge, pourrait s'étendre à d'autres secteurs, comme la restauration ou le spectacle du « Wild West Show ». Vendredi soir, les dirigeants d'Eurodisney campaient toujours sur leurs positions sur l'épineuse question des salaires. « La direction ne peut se permettre de laisser durer un conflit qui lui coûte cher. Mais financièrement, les grévistes auront également du mal à tenir la distance », commente Pierre Brossard. Une assemblée générale est prévue pour lundi.

Véronique Dupont

La Cour européenne de justice arbitre du ciel européen

LA COMMISSION EUROPÉENNE a décidé de saisir, vendredi 30 octobre, la Cour européenne de justice pour qu'elle dénonce les accords aériens « ciel ouvert » passés avec les États-Unis par huit États de l'Union européenne. Le conseil des ministres ayant refusé de lui reconnaître le droit de négocier les droits de trafic aérien pour l'ensemble de l'Union, la Commission européenne avait déclenché, le 11 mars, la procédure de l'article 169 du traité de Rome à l'encontre de l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, le Luxembourg, le Royaume-Uni et la Suède (*Le Monde* du 12 mars). La Commission estime qu'il serait plus efficace de négocier en bloc avec les États-Unis. Par ailleurs, British Airways a annoncé, vendredi, que son projet d'alliance avec American Airlines serait mis en œuvre de manière « progressive », en raison des conditions « inacceptables » posées par Bruxelles et Washington pour autoriser l'opération.

DÉPÊCHES

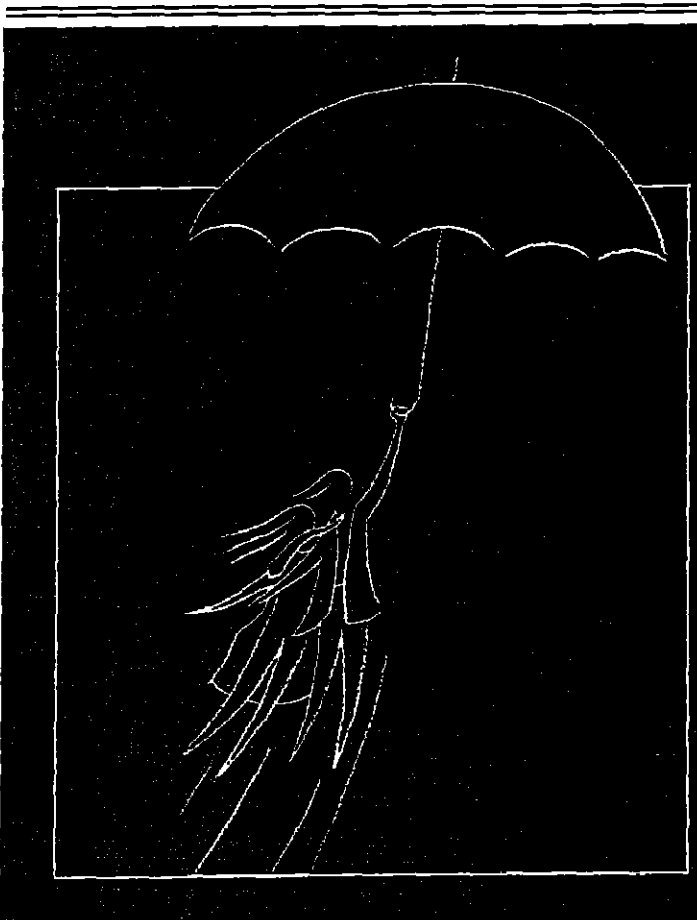
■ **DAI-ICHI KANGYO BANK** : la troisième banque commerciale japonaise a annoncé, samedi 31 octobre, son intention de fusionner avec la Fuji Bank, la sixième du pays. Les deux établissements devraient notamment regrouper leurs forces dans les domaines de la gestion d'actifs et des moyens de paiement.

■ **CRÉDIT LYONNAIS** : au lendemain de l'annonce de la vente du siège parisien de la banque et de sa privatisation, un nouveau départ de feu s'est produit dans les sous-sols du siège historique de l'établissement, boulevard des Italiens, à Paris. Il a été rapidement maîtrisé.

■ **THOMSON-CSF** : les 30 000 salariés ont élu leurs administrateurs salariés le 26 octobre. La CFDT arrive en tête dans les collèges cadres et non-cadres (37,23 %), suivie de la CGT (20,21 %), de la CGC (18,06 %) et de Supper, syndicat proche de la CGT, les Autonomes et Force ouvrière pour le lundi 2 novembre devrait avoir peu de conséquences sur le trafic des bus. La direction prévoit de faire circuler deux métros et deux RER sur trois, sauf entre 10 heures et 12 heures en raison de la manifestation organisée en fin de matinée.

■ **ÉDITION** : Hachette Livre a pris le contrôle de l'éditeur britannique Cassell PLC, spécialisé dans la littérature, les livres grand public et les ouvrages de référence. Fondé en 1848, Cassell PLC, qui a réalisé 200 millions de francs de chiffres d'affaires en 1997, a racheté au cours des dix dernières années Ward Lock, Gollancz et Pinter.

Nicole Vulser



Vous voulez mieux maîtriser la forte volatilité actuelle de la Bourse.

Chanteraine Action

Le dynamisme en profitant des opportunités du marché des actions.

Chanteraine Action est un fonds profilé, orienté vers la capitalisation et composé des meilleures Sicav et FCP du CIC Paris sélectionnées en permanence par des spécialistes.

Les frais sont réduits avec un droit d'entrée de seulement 1 % et aucun droit de garde. Les opérations d'achat et de vente réalisées au sein de Chanteraine sont défiscalisées.

CIC Paris

Pour en savoir plus, consultez votre conseiller. Appelez le 01 45 96 43 21. Rejoignez-nous sur internet : www.cic.fr

Droits d'entrée réduits à 0,50 % jusqu'au 30/11/98

Les grands argentiers mondiaux tentent d'éteindre l'incendie

La stabilisation du système financier mondial devrait passer par une poursuite de la baisse du dollar et des taux d'intérêt. Mais la pénurie de crédit menace à son tour

Après deux mois et demi d'une crise financière sans précédent, de l'aveu même du président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, les gouvernements tentent de remettre de l'ordre. Réunis à Londres, les

ministres des finances du G7 sont convenus d'adopter un code de bonne conduite internationale en matière de politique monétaire et financière. Le but est d'éviter de répéter les erreurs qui ont conduit le Japon,

deuxième économie mondiale, à une situation de déflation, ou les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine, à une situation de faillite. Ces bonnes résolutions ne doivent pas masquer le fait que le système financier

actuel est loin d'être consolidé. Le Japon et le Brésil ont fait la preuve de leur volonté de redresser leur situation. Mais les économies européennes et américaines sont menacées par une pénurie de crédit.

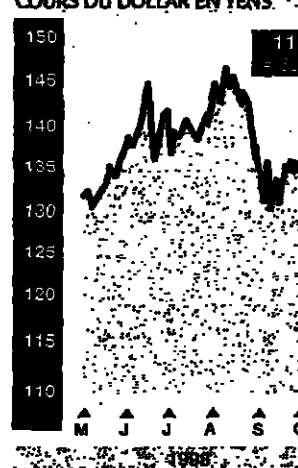
LES MINISTRES des finances du G7, réunis à Londres, ont décliné, vendredi 30 octobre, « quelques signes positifs pour la croissance mondiale », selon Gordon Brown, le chancelier de l'échiquier britannique. Ils ont salué les actions engagées par le gouvernement japonais pour assainir le système financier de l'Archipel, celle du gouvernement brésilien pour améliorer la situation budgétaire du pays et la volonté des États-Unis de « poursuivre une politique saine qui encourage une croissance solide et une inflation basse ».

Ces déclarations traduisent un net soulagement après une semaine marquée par les tentatives de réduction des deux risques qui menaçaient le système financier mondial : la montagne de créances douteuses des banques japonaises et le déséquilibre des finances brésiéliennes. Vendredi 23 octobre, après trois mois de discussions, le plan de sauvetage des banques est entré en vigueur avec le sauvetage de la Long Term Credit Bank, qui s'est volontairement placée sous la coupe des autorités gouvernementales.

Mercredi 28 octobre, le président brésilien réélu, Fernando Henrique Cardoso, a présenté son plan d'austérité. Lors de sa campagne électorale, le candidat Cardoso avait promis « du sang et des larmes ». Le plan prévoit de réduire le déficit public (qui frôle

Le dollar reste faible

COURS DU DOLLAR EN YENS



Les anticipations du ralentissement de l'activité économique aux États-Unis et d'une nouvelle baisse de ses taux par la Réserve fédérale pèsent sur la devise américaine.

les 8 % du produit intérieur brut) de 23,5 milliards de dollars dans le budget 1999, puis de 27,5 milliards en 2000 et de 32,7 milliards en 2001. L'objectif poursuivi est ambitieux : il est de réduire de moitié le déficit public en trois ans. Les moyens mis en œuvre sont répartis de façon équilibrée entre une augmentation des impôts de 11 milliards de dollars et une

réduction des dépenses de 12,35 milliards. Mais les chances de succès sont mitigées. Les observateurs ont souligné que le Brésil avait déjà proposé ce type de réforme dans le passé. Si le volet concernant l'augmentation des recettes fiscales a été appliqué, celui prévoyant une baisse des dépenses est resté lettre morte. Pour réussir, ce nouveau plan d'austérité doit être approuvé par le Congrès, dont les représentants sont peu enclins à réduire le train de vie de l'État.

Le président Cardoso semble avoir réussi à convaincre une partie de ses bailleurs de fonds. Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et la Banque de développement inter-américaine s'approprient à débiter un plan d'aide de 24 milliards de dollars. De son côté, le gouvernement des États-Unis envisage de compléter le plan d'aide pour le porter à 30 milliards de dollars. En revanche, les marchés se sont montrés plus réservés. Les capitaux à court terme ont continué de fuir le pays sur le rythme de 400 à 500 millions de dollars par jour et les réserves de devises ont chuté à 45 milliards de dollars. L'épée de Damoclès de l'endettement (111 milliards de dollars) est donc toujours suspendue au-dessus du Brésil.

Autre conclusion des marchés : l'engagement inconditionnel des

États-Unis à soutenir le Brésil pourrait peser dans la décision de la Réserve fédérale américaine lors de la prochaine réunion de son comité de politique monétaire, le 17 novembre. Les investisseurs spéculent déjà sur un nouvel abaissement du taux des fonds

110 yens, un niveau oublié depuis le mois de septembre 1996.

Les financiers internationaux avancent en terrain miné. Si les artificiers ont commencé à désamorcer les bombes japonaises et brésiéliennes, ils ne semblent pas encore avoir mesuré l'étendue du

Les émissions d'obligations à haut rendement repartent

Preuve de l'accalmie sur les marchés financiers, les émissions d'obligations à haut rendement, « high yield » en anglais, ont recommencé cette semaine. Ces titres, émis par des sociétés qui ne peuvent avoir recours aux marchés d'actions en raison de leur structure financière fragile, ont particulièrement souffert lors de la tempête boursière, les investisseurs préférant les obligations sans risques des États américains, allemands et français.

Fait remarquable, c'est en Europe que le marché des high yield s'est réveillé. Mercredi 28 octobre, NTL Communication, numéro trois britannique de la communication par câble, a levé 625 millions de dollars à 11,5 % sur 10 ans sous la conduite de Morgan Stanley. Le lendemain, deux autres opérations du même type ont été lancées pour le compte de l'américain Nestlé et d'une autre société britannique Telvest Communication. D'autres émissions devraient avoir lieu dans les prochaines semaines.

fédéraux. Le troisième en moins de deux mois.

Une telle perspective a pesé sur le cours du dollar. La devise américaine a reculé cette semaine jusqu'à 115 yens, son plus faible niveau depuis dix jours. Et certains cambistes estiment que le billet vert pourrait glisser jusqu'à

danger que représente un possible resserrement des conditions de crédits accordées par les banques américaines et européennes. Les banques des deux zones ayant pris pratiquement les mêmes engagements sur les marchés émergents, elles ont malheureusement subi sensiblement les mêmes pertes.

Le risque de crédit crunch (pénurie de crédit) est important des deux côtés de l'Atlantique. Mais, relève l'étude hebdomadaire de la société de Bourse Aurel, ce risque est sous-estimé en Europe alors qu'il est pris au sérieux aux États-Unis. Alan Greenspan n'a pas hésité à assouplir sa politique monétaire. Pourtant, le degré d'intermédiation bancaire aux États-Unis est plus faible qu'en France, puisque les banques américaines détiennent un tiers des dettes des entreprises américaines contre 50 % pour les banques françaises. Mais, en Europe, les banquiers centraux allemands et français ne veulent pas modifier leur politique monétaire à deux mois de l'entrée en vigueur de l'euro. D'autant que l'heure est encore à l'optimisme en Europe, même si la Commission européenne a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour 1999, à 2,2 % pour l'Allemagne et 2,6 % pour la France.

Si les entreprises éprouvent des difficultés à financer leur développement, ces prévisions pourraient être encore abaissées. Car le poids de l'industrie dans l'économie européenne est important. Selon Aurel, l'industrie contribue à hauteur de 30,6 % à la formation du produit intérieur brut allemand et de 26 % au PIB français.

Christophe Vetter

Enguerrand Renault

Martine Orange

Marché international des capitaux : des investisseurs exigeants

À L'EXCEPTION majeure des établissements financiers, le marché international des capitaux est à nouveau ouvert à une gamme étendue d'emprunteurs d'origine et de qualité très différentes. A première vue, on pourrait croire que la crise récente a été résorbée. Elle ne l'est bien sûr pas. Des traces profondes témoignent de son influence persistante.

Aucun intermédiaire financier ne prend plus le risque de diriger une nouvelle émission obligataire sans s'assurer d'avance que le placement se fera sans délai. Pour cela, il lui faut consulter les investisseurs. Ceux-ci sont très exigeants. Ils veulent des rendements élevés, de beaucoup supérieurs aux rapports que procurent les obligations des principaux Trésors publics occidentaux qui servent de référence. Les suppléments requis, non seulement dépassent ceux dont il fallait s'acquitter au début de l'été, mais encore sont sans commune mesure avec ceux qu'on peut observer sur le marché secondaire (celui des emprunts émis depuis un certain temps déjà).

Le cas de l'Argentine est bien significatif de la situation actuelle. Ce pays vient de contracter un nouvel emprunt qui est offert en souscription par l'intermédiaire de Morgan Stanley-Dean Witter, une des principales banques des États-Unis. L'affaire montre que certaines signatures d'Amérique latine sont à nouveau acceptées. On n'avait eu connaissance que d'une simple opération internationale en provenance de cette région depuis la fin de l'été. Il y a quinze jours, la même Argentine avait augmenté de 250 millions de dollars l'encours

d'une émission 11,375 % qui viendra à échéance en 2017. La gestion de cette transaction, en dollars était assurée par une seule banque, américaine elle aussi, Goldman Sachs. Le nouvel emprunt est très convaincant, car il ne s'agit pas d'une augmentation. En outre, il porte sur un montant plus élevé (500 millions de deutschemarks) et, d'autre part, un consortium de quatorze autres banques s'est regroupé sous la direction du chef de file. La durée est de dix ans, mais les porteurs pourront exiger le remboursement de leurs titres par anticipation, dans cinq ans déjà. Le rendement calculé sur l'échéance la plus courte dépassait au départ celui des bons du Trésor allemands de 7,6 points de pourcentage. Sur le marché secondaire, le supplément procuré par les titres argentins comparables n'était alors que de 7,25 points. En taux absolus, les obligations argentines rapporteront 14 % l'an durant les deux premières années et 9 % par la suite. Il est prévu de libérer les obligations en euros lorsque la monnaie commune existera.

A l'autre bout de l'échelle des crédits, les meilleures signatures européennes continuent d'être très recherchées, mais il ne saurait être question de se lancer à brûle-pourpoint. Réseau ferré de France, dont les besoins de financement sont à très long terme, envisage de solliciter le compartiment de la livre sterling, où il est possible d'atteindre des durées de vingt ou trente ans. Dans cette perspective, l'emprunteur a demandé à une banque britannique, Barclays,

de lui donner l'occasion de se présenter aux grands investisseurs anglais et écossais, et c'est seulement après avoir recueilli leurs avis qu'il prendra sa décision. Le marché de la livre sterling est présentement très économique pour les taux emprunteurs qui s'y précipitent. Si l'établissement français donnait suite à son projet, il conclurait immédiatement un contrat d'échec pour obtenir des ressources en France.

La Finlande, pour sa part, veut émettre un emprunt de 1 milliard de deutschemarks pour une durée de cinq ans et tient à placer ses titres auprès des grands investisseurs institutionnels des Pays-Bas et d'Allemagne. Ceux-ci n'avaient guère répondu à sa précédente proposition internationale parce qu'il s'agissait d'un emprunt libellé en euros. Les conditions de sa prochaine opération ne seront arrêtées qu'après que deux banques, une néerlandaise et une allemande, ABN Amro et Deutsche Bank, auront précisé quel rendement demandent les souscripteurs.

D'une façon générale, les spécialistes sont assez confiants quant à l'attitude des autorités monétaires face à l'évolution du marché obligataire dans son ensemble. Il n'y a guère eu, ces derniers jours, de réactions notables aux pressions politiques qui s'exercent sur les banques centrales européennes, si ce n'est de la part de quelques particuliers qui, prudemment, placent leurs fonds dans des obligations en francs suisses d'une durée d'un an.

Le rebond se poursuit sur les places boursières

LES INVESTISSEURS ont retrouvé une certaine sérénité. La plupart des grandes Bourses mondiales ont enregistré une nouvelle semaine de hausse. Le spectre d'une grave récession mondiale semble s'éloigner, alors que l'assouplissement de la politique monétaire dans plusieurs pays devrait permettre d'éviter un assèchement dramatique du crédit. Les déclarations du groupe des sept grands pays industrialisés (G7), vendredi après-midi, ont renforcé le sentiment que la situation était désormais maîtrisée.

Les ministres des finances du G7 ont réaffirmé leur engagement à créer les conditions d'« une croissance forte basée sur la demande intérieure et la stabilité financière ». De leur côté, les chefs d'État du G7 se sont réjouis des baisses de taux d'intérêt survenues aux États-Unis, au Canada, au Japon, en Grande-Bretagne, en Italie et dans d'autres pays européens qui, ont-

ils indiqué, vont « permettre de maintenir une forte croissance » sans compromettre le maintien d'une basse inflation. Faut-il pour autant considérer la crise boursière comme terminée ?

« Cette attitude paraît imprudente dans la mesure où des milliards de dollars de capitalisation boursière ont été détruits, où le chômage va inévitablement monter - à commencer dans les banques d'affaires - et où le coût de financement des pays en voie de développement et des entreprises a monté et ce d'une manière probablement durable », notent les analystes de Finagest.

Les places européennes ont continué à faire preuve de vigueur sous l'effet, notamment, des déclarations des dirigeants des quinze pays européens à l'issue d'une réunion informelle dimanche. Ces derniers ont estimé possible une baisse des taux sur le Vieux Continent. Paradoxalement,

c'est la Bourse de Milan qui a été la moins bien orientée, malgré la baisse des taux décidée lundi par la banque centrale. D'un vendredi à l'autre, la Bourse italienne n'a enregistré qu'une progression de 1,52 %. En revanche, la Bourse de Francfort s'est particulièrement redressée. Au cours de la semaine, l'indice Dax a progressé de 4,70 %.

LONDRES EN HAUSSE

La place londonienne a, elle, enregistré une forte hausse gagnant plus de 4,24 % d'un vendredi à l'autre. Les investisseurs vivent dans l'espoir d'un assouplissement de la politique monétaire de la banque centrale. Le comité de la politique monétaire de la Banque d'Angleterre doit se réunir mercredi et jeudi. La baisse des taux est réclamée par le patron britannique, qui a souligné la détérioration des commandes industrielles et du moral des chefs d'entreprise.

Le marché parisien a, lui aussi, confirmé son rebond, même si les déclarations récentes du gouverneur de la Banque de France ne laissent pas pressager un assouplissement rapide de la politique monétaire de la banque centrale. Sur une semaine l'indice CAC 40 a progressé de 3,81 % et il est parvenu à se maintenir au-dessus du seuil psychologique des 3 500 points qu'il avait atteint pour la première fois le 9 mars 1998. Toutefois, la faiblesse des échanges témoigne de la fragilité de la santé retrouvée de la place française. La baisse du dollar pénalise les entreprises exportatrices, tandis que le plan de réajustement budgétaire annoncé cette semaine au Brésil, s'il est rassurant du point de vue financier, pourrait, par sa rigueur, se traduire par une récession. Ce ralentissement de l'économie brésilienne atteint des entreprises comme Danone, Carrefour ou Accor, qui y

sont très implantées. A New York, la Bourse a retrouvé un peu d'élan en milieu de semaine, l'indice Dow Jones enregistrant, jeudi, sa plus forte hausse depuis deux semaines. Vendredi, l'indice Dow Jones s'est apprécié de 1,14 %.

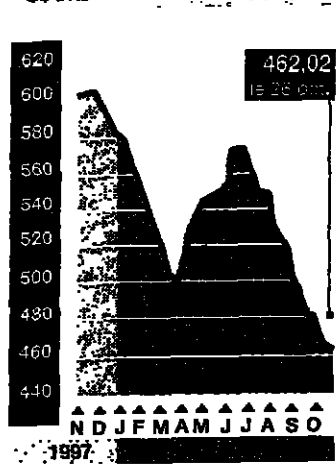
Les résultats trimestriels enregistrés par certaines compagnies pharmaceutiques, supérieurs aux prévisions des analystes, ont mis du baume au cœur des investisseurs, déjà rassurés par les mesures économiques décidées au Brésil par le président Cardoso. Toutefois, beaucoup d'observateurs restent prudents, jugeant que le marché américain n'est pas à l'abri d'une nouvelle correction.

La situation japonaise montre que les places boursières ne sont pas à l'abri d'une nouvelle rechute. Après avoir été la mise en place du plan de sauvetage des banques japonaises et les prochaines mesures de relance de la consommation qui devraient être annon-

MATIÈRES PREMIÈRES

La pâte à papier au plus bas

COURS EN DOLLARS PAR TONNE



UN VENT de folie souffle sur le monde papeter. Déjà très déprimé, le prix de la pâte à papier ne cesse de s'effondrer. La pâte de référence NBSK a atteint son plus bas niveau à 462 dollars la tonne, en baisse de 19,6 % depuis le mois de juillet. Pis encore : les contrats à trois mois à Londres cotent à 430,5 dollars la tonne, traduisant le pessimisme des intervenants sur les perspectives du marché.

Pour les producteurs, la situation a rarement été aussi délicate. Le prix de la pâte est en dessous de leur prix de production. Tous perdent de l'argent. Pour remédier à la situation, certains groupes ont annoncé des arrêts de production dans les prochaines semaines. Mais d'autres veulent employer des moyens plus expéditifs. Des firmes américaines ont déclaré vouloir augmenter leur prix à 500 dollars la tonne, à partir du 1^{er} novembre.

Cette hausse brutale n'a guère de chance de passer. Car le marché de la pâte est totalement déséquilibré. La région asiatique, très grande consommatrice de pâte ces dernières années, a quasiment arrêté de s'approvisionner. Même la Chine, qui avait poursuivi ses achats au premier semestre, a disparu du marché depuis la fin de l'été. La demande américaine et européenne, bien que soutenue, n'a pu compenser l'effacement asiatique.

Conséquence : les stocks sont devenus impressionnants. Ils ont dépassé les 1,8 million de tonnes, soit près de 25 % de plus que la normale. Ils ne devraient pas diminuer rapidement. Des exportations asiatiques de pâte qui s'étaient d'abord orientées vers les États-Unis commencent à arriver en Europe et risquent de venir gonfler les stocks.

Les groupes papeteriers, transformateurs de pâte, s'inquiètent à leur tour. Tous prédisent des prochains mois très durs. La consommation papetière, très liée à la croissance économique, donne des signes d'essoufflement en Europe et aux États-Unis. Et les clients, prenant en compte la chute du prix de la pâte, commencent à demander des baisses de tarifs.

Joël Morio

هذا من اجل

هكذا من اجل

surprises. ● INTERROGÉS de, plusieurs conseillers réaffirment n'avoir pas eu ce des pratiques de par la justice.

olitiques uction

que les fonds étaient reversés aux partis composant l'assemblée régionale. Mais ils ont le cadre légal régissant le financement des formations politiques entre 1990 et 1995, a se-Yvonne Casetta, l'ancienne directrice administrative du R, alors considérée comme sortire officielle du parti autiste, à Jean-Pierre Thoma-tre-sorier du Parti républicain et à un proche du Parti socialiste. Les personnes visées par déclarations ont fait savoir, cet soir, au Monde, qu'elles n'avaient toute participation à quelconque entente illicite de contrepartie financière n'avaient pas donner à ces affirmations.

juges doivent donc encore clarifier les relations existant entre les groupes politiques et les fonds. Aucun membre de l'équipe dirigeante de la région, ni de l'actuelle majorité, n'a été questionné sur cette délicate de l'enquête. Pas que les trois destinataires des fonds détournés. La simple comparaison des sommes prélevées sur les fonds et les fonds consacrés au financement légal des partis a une certaine perplexité. L'État, dont 75% du chiffre d'affaires dépend de la manne publique, a ainsi été attribuaire de 500 millions de francs de MIEP entre 1992 et 1994, même période, à lire le journal, cette somme a versée de francs au RPR, 2 francs au PR et 3 francs au PS. Or, les entreprises fixent le seuil minimum de 500 millions de francs sur les MIEP entre 1992 et 1994, millions de francs la direction de la Sicra, Jean-Polide, mis en examen pour de confiance, corruption et trafic d'influence, a reçu, au cours de semaines, a reçu, quant à lui, la remise d'un de 150 000 francs, en 1994, l'écologiste de l'assemblée de membres de la commission d'offices, effectués par le de « l'État » aurait, lui, également été réalisé, cadre légal du financement des partis. Pourtant, près de 500 millions de francs se sont versés à ces 150 millions de francs des entreprises par son entre 1992 et 1994.

Jacques Follorou

affirment au partage

l'homme lui aussi n'avait été associé à un quelconque partage quand il était élu de base avant 1998. Claude-Annick Tissot, conseillère régionale, a déclaré que quand elle a démissionné des fonctions, elle a vu, cependant, M. Madec avoir accès, en prenant ses fonctions, des signes de la part des entreprises. « Je ne me souviens pas avoir eu des mandataires de la région, mais j'ai vu ces entreprises, et j'ai vu le profit de mon entreprise, le la condamner, avoir été condamné que la justice a condamné. L'ancien vice-président alors qu'il n'était pas de Parti républicain, mais au aussi que « s'il y a une loi, ce qui n'est pas, ces opérations ne se sont pas passées au niveau du général, mais au-dessus et

Pascal Sauvage

FORUM Parents d'élèves, emmerdeurs ou alliés ?

Le Monde
L'ÉDUCATION
DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION

Le Monde DE L'ÉDUCATION

DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION

MENSUEL - N° 204 - NOVEMBRE 1998

DOSSIER

Famille

Le grand chambardement

Irène Théry, invitée de la rédaction



CULTURE

Les surprises du bouche-à-oreille



fnac

UN MENSUEL ENTIÈREMENT CONSACRÉ AUX DÉFIS ÉDUCATIFS ET CULTURELS DE NOTRE SOCIÉTÉ

arte

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac le vendredi 13 novembre à 17 h 30
à la Fnac de Toulouse sur le thème : « Le PACS menace-t-il le couple, la famille et le mariage ? »

PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT !

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : *Le Monde de l'éducation* - Service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex
Offre valable jusqu'au 31 décembre 1998 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures

1 AN, 11 NUMÉROS
249 F

au lieu de 330 F

SOIT 24 %
DE RÉDUCTION

☐ OUI, je souhaite bénéficier de votre offre
d'abonnement au *Monde de l'éducation* pour

☐ 1 an (11 numéros) pour 249 F seulement au lieu de 330 F,
soit une économie de 81 F.

☐ 6 mois (6 numéros) pour 150 F seulement au lieu de 180 F,
soit une économie de 30 F.

☐ Je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde de l'éducation*.

☐ Je préfère régler par carte bancaire :

N° :

Date d'expiration :

Date et signature obligatoires :

801 ME002

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Conformément à la législation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès
et de rectification pour toute information vous concernant.

TECHNOLOGIE Après les satellites de télécommunications géostationnaires qui jouent les relais téléphoniques et les réémetteurs TV à 36 000 kilomètres d'altitude en pos-

tion apparemment fixe au-dessus de l'équateur, voici les constellations. Ces systèmes, proposés par les entreprises américaines Motorola (Iridium) et Space Systems Loral (Glo-

balstar) visent à occuper des orbites plus basses avec des satellites plus petits mais dont le nombre compense l'absence de puissance. CE NOUVEAU MARCHÉ concerne tous les ser-

vices de la téléphonie mobile, de la messagerie au multimédia. Avec Iridium, Motorola veut capter 3 millions d'abonnés, et son concurrent Globalstar (qui sera mis en service en 1999)

en espère 6 millions. Les dernières constellations apparues sont : ICO, de l'organisation internationale Inmarsat (10 satellites), l'américain Teledesic (288) et l'européen Skybridge (80).

Le premier réseau de téléphonie mobile par satellites entre en service

Avec la constellation Iridium, riche de soixante-six satellites, les abonnés devraient pouvoir téléphoner de n'importe quel point du globe à partir du dimanche 1^{er} novembre. Deux mille personnes ont déjà testé ce coûteux service téléphonique, dont le combiné coûte près de 25 000 francs

TÉLÉPHONER depuis n'importe quel point du globe à l'aide d'un téléphone mobile. Depuis les déserts, les océans, les forêts équatoriales et même, si le cœur vous en dit, depuis les sommets himalayens. A dater du 1^{er} novembre, ce rêve deviendra réalité avec la mise en service d'Iridium, la première constellation de satellites de téléphonie mobile. En principe, tout le monde peut s'abonner à Iridium, qui lui fournira un numéro unique utilisable sur l'ensemble de la planète et même dans les airs. Du moins en théorie, car, dans la pratique, de nombreuses barrières séparent encore le grand public de cette liberté totale de communication.

La constellation Iridium se compose de 66 satellites répartis sur 6 plans orbitaux situés à 780 km de la Terre, auxquels s'ajoutent 6 autres satellites de remplacement mis en réserve à 648 km. Ce réseau

Un débit encore limité

Les communications entre les téléphones Iridium et les satellites seront réalisées avec un débit de 2 400 bits par seconde (bit/s). Soit une capacité inférieure à celle du réseau téléphonique commuté (de 9 600 à 14 400 bits/s et 64 000 bits/s pour le réseau Numéris) et du GSM (9 600 bits/s). Outre la voix, Iridium offre des services de transmission de données et de télécopie. Néanmoins, ses capacités lui interdisent toute entrée dans le domaine multimédia, qui impose des débits qui se mesurent en millions de bits par seconde.

Les liaisons utilisent deux bandes de fréquences : L (1 616 à 1 626 MHz) pour les voies montantes et descendantes entre le terminal de l'abonné et les satellites ; Ka (19,4 à 29,3 GHz) pour les liaisons entre les satellites et avec les stations terrestres. Pour augmenter le débit des communications entre les satellites, Motorola étudie actuellement des techniques de transmission de signaux par faisceau laser.

est en liaison avec 11 stations terrestres chargées de relayer les appels téléphoniques vers les réseaux existants. Chaque satellite pèse 689 kg et tourne en 100 minutes environ autour de la Terre. Depuis le 5 mai 1997, le concepteur du projet, Motorola, a lancé 79 satellites, dont 7 sont aujourd'hui en panne. Pour leur mise en orbite, Motorola a fait appel à des fusées chinoises Longue Marche 2C, américaines Delta-2 (McDonnell Douglas-Boeing) et russes Proton (Kroumitchev).

Dans cette affaire, Motorola a eu de la chance. Pas un échec en dix-sept fois, alors que son concurrent Globalstar, dont les huit premiers satellites ont été lancés de Cap Canaveral le 14 février et le 25 avril, en

a perdu douze d'un coup, le 10 septembre, dans l'explosion de la fusée russe Zenit. Malgré cette réussite, Motorola n'a pu maintenir son calendrier : l'ouverture commerciale des services proposés par Iridium était prévue pour le 23 septembre. Des difficultés techniques expliquent la brusque décision de ce report, qui a pris de court une campagne publicitaire de plus de 800 millions de francs. Seules 2 000 personnes ont pu tester les premiers téléphones Iridium pendant cette prolongation des tests techniques. Déjà, cet été, Motorola avait subi une panne de satellite qui avait été réparée depuis la Terre.

Le 1^{er} novembre, les habitants de 180 pays pourront donc s'abonner au premier téléphone mondial par satellite. Il leur en coûtera environ 300 francs d'abonnement mensuel et entre 12 et 42 francs par minute de communication. Sans compter le prix du téléphone lui-même : environ 25 000 francs hors taxes. Même moins coûteux, le système n'aurait pas les moyens de satisfaire une clientèle comparable à celle qui se rue sur les téléphones mobiles terrestres GSM. Guy Roussel, directeur général de Motorola France, indique que la capacité maximale d'Iridium se situe aux environs de 3 millions d'abonnés, ce qui correspond d'ailleurs presque à la clientèle nécessaire à la rentabilisation du système. « Dès la fin de la première année de commercialisation, nous tablons sur 600 000 à 700 000 abonnés », précise-t-il.

DEUX CATÉGORIES DE CLIENTS

Qui seront les heureux élus ? Motorola distingue deux catégories de clients. Les hommes d'affaires, bien sûr, qui voyagent énormément mais qui ne représentent finalement que 10 % du marché visé. Le reste concerne essentiellement les entreprises qui ont des besoins spécifiques : la recherche pétrolière et minière, les plates-formes de forage, les grands chantiers et l'action humanitaire, qui, par leurs activités, se trouvent souvent coupées de tout moyen de communication terrestre. Dans ce domaine, Iridium concurrence directement Inmarsat, qui offre un service analogue sur des zones plus limitées et avec la contrainte d'un appareil plus volumineux dont il faut orienter l'antenne. Le marché du transport aérien et maritime fait aussi partie des objectifs de Motorola. Pour les particuliers, il reste la navigation de plaisance et les alpinistes, les explorateurs et les archéologues.

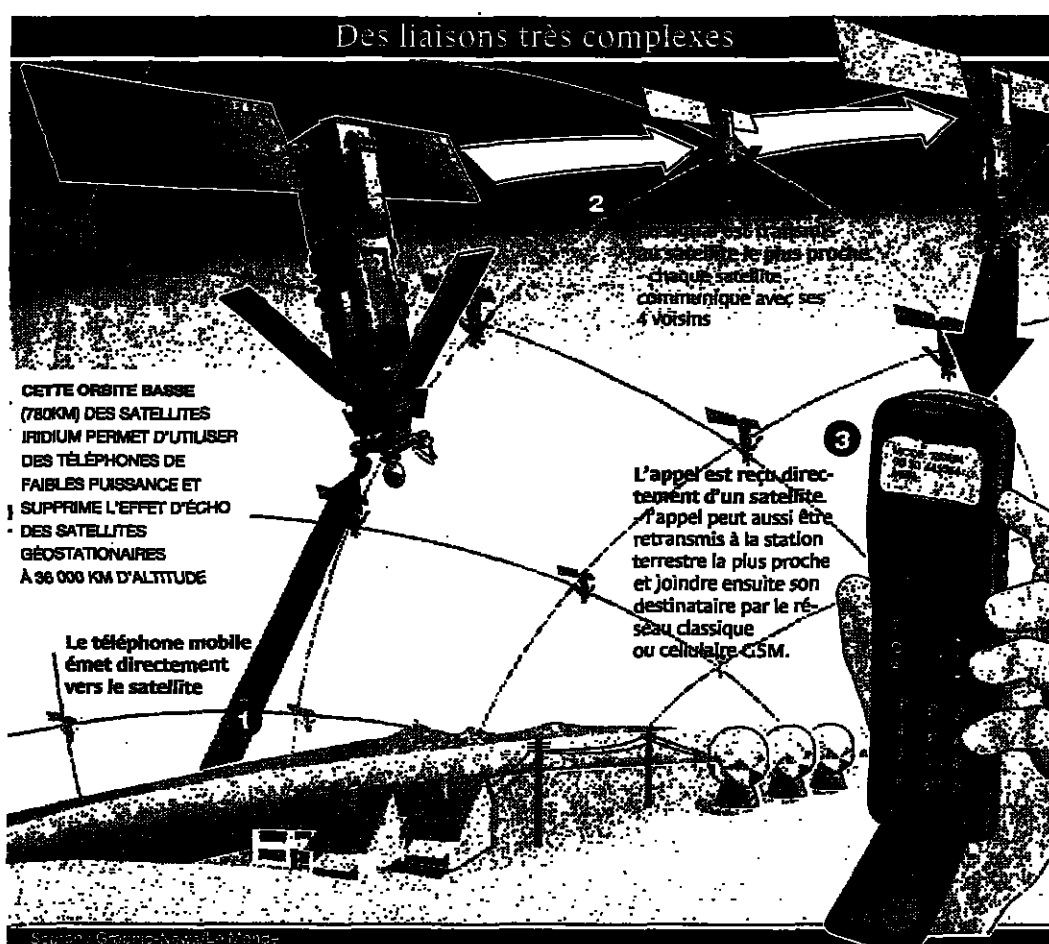
La liberté de communiquer offerte par Iridium à tous ces globe-trotters ne sera malheureusement pas totale. Le combiné, malgré les progrès de l'électronique, n'atteint pas encore la miniaturisation de son cousin GSM. Il mesure une bonne quinzaine de centimètres de long et pèse 432 g avec sa batterie. Motorola parle d'appareil portable, ce qui est mieux que portable mais

homme issu de ses rangs, Edward Staiano, ancien responsable de ses activités de téléphonie mobile, qui préside Iridium LLC.

MAUVAIS RÉSULTATS

Depuis près de deux ans, rien ne va plus, ou presque, pour Motorola. L'industriel, qui avait habité la communauté financière à des taux de croissance à deux chiffres de ses ventes et de ses bénéfices de 1993 à 1995, a commencé à donner des signes de fléchissement au cours de l'exercice 1996. Cette année, il a en quelque sorte touché le fond : au deuxième trimestre, Motorola a annoncé un résultat net déficitaire (1,32 milliard de dollars de perte), le premier depuis treize ans.

Cette plongée dans le rouge a été occasionnée par une provision exceptionnelle de 1,9 milliard de dollars. Une somme destinée à financer un plan de restructuration des ac-



Chaque satellite de la constellation Iridium couvre au sol une « cellule » de 4 400 km de diamètre. Elle-même subdivisée en 48 microcellules correspondant aux 48 récepteurs du satellite. Chaque satellite, réalisant une révolution terrestre en 100 minutes, l'utilisateur sans s'en rendre compte changera de microcellule toutes les 1 à 2 minutes et de satellite toutes les 16 minutes. C'est dire la complexité de la gestion des communications.

Globalstar multiplie les contacts avec la Terre

LA CONSTELLATION Globalstar, qui doit être mise en service d'ici la fin de 1999, se démarque d'Iridium par la conception du système de télécommunication. Composée de quarante-huit satellites en orbite à 1 414 km d'altitude, elle ne fait pas appel aux transmissions intersatellites. La communication repart d'un téléphone Globalstar est aussitôt renvoyée à une station terrestre qui l'achemine ensuite vers les réseaux classiques. Là où Iridium n'en utilise qu'une dizaine réparties sur toute la planète, Globalstar en exploitera une cinquantaine à la fin de l'an 2000.

« Actuellement, nous installons 3 à 4 stations par mois », indique Jean-Bernard Lagarde, directeur général de Tesam, filiale de France Télécom (51 %) et d'Alcatel (41 %), qui fait partie des membres fondateurs de Globalstar, le consortium dirigé par l'américain Space Systems Loral. A l'écouter, ce choix devrait jouer sur le coût des communications du fait des moindres distances à parcourir avec Globalstar.

« Ainsi, pour un appel entre la Casamance et Dakar, Iridium doit passer par la station de Djeddah, en Arabie saoudite, et traverser toute l'Afrique », explique Jean-Bernard Lagarde. Avec Globalstar, nous utilisons notre station au Sénégal et le trajet est beaucoup plus court, donc moins coûteux. » Iridium est donc pénalisé par sa structure sur les communications à courte distance. En revanche, une communication

entre la Casamance et New York lui est favorable. Alors que Globalstar imposera une liaison par le réseau transatlantique, Iridium exploitera sa station de Tempe, en Arizona, et limitera ainsi le trajet terrestre de la liaison téléphonique au territoire américain.

Tesam estime que son service sera moins onéreux pour les utilisateurs. « Notre investissement est près de deux fois inférieur à celui d'Iridium alors que notre capacité, environ 6 millions d'abonnés, atteint le double de celle du réseau de Motorola », indique Jean-Bernard Lagarde. Globalstar estime que la minute de télécommunication sera facturée entre 6 et 12 francs contre 24 francs à Iridium. Une économie qui compensera certaines faiblesses de la constellation de Space Systems Loral. En se passant des liaisons intersatellites, Globalstar rend sa couverture dépendante du nombre de stations terrestres en service. De plus, la perte récente de douze satellites rend délicate l'ouverture commerciale totale du système dans le courant du troisième trimestre 1999.

Pour Jean-Bernard Lagarde, Iridium et Globalstar ne se trouveront pas en véritable concurrence. « Pour la période 2000-2010, le téléphone par satellite devrait intéresser entre 30 et 35 millions d'utilisateurs. Avec 3 millions d'utilisateurs pour Iridium, 6 millions pour Globalstar et 3 millions pour ICO, la demande restera encore trois fois supérieure à l'offre. »

M. A.

pas aussi bien que mobile... D'autant que l'antenne, une fois déployée, dépasse les 20 cm. Elle ne fonctionne pas en position horizontale. Dirigée vers le ciel, elle ne supporte pas le moindre obstacle entre le téléphone et les satellites en orbite.

De plus, le téléphone Iridium sonnera. Pour cela, il lui faudrait se trouver en position verticale, antenne déployée, au moment de l'appel. Dans le cas contraire, il peut tout de même enregistrer un message. Il se comporte alors comme un terminal de messagerie (Pager). Mais Motorola propose également un Pager séparé. On voit mal l'utilité de ce dernier appareil s'il n'est pas associé à un téléphone par satellite. Or, au bout du monde, les cabines téléphoniques sont rares.

Une fois ces obstacles levés, l'abonné connaîtra l'indescriptible plaisir de téléphoner à sa guise. Son appel sera transmis au satellite le plus proche, qui, lui-même, passera le relais à un autre satellite jusqu'à trouver la meilleure station terrestre pour acheminer la voix à travers le réseau téléphonique classique. En cas de communication avec un autre abonné Iridium, ce parcours terrestre peut être « économisé ». Par ailleurs, les téléphones portatifs pourront être bimodes, c'est-à-dire fonctionner alternativement avec la constellation de satellites ou avec le système mobile GSM lorsqu'il existe, histoire de réaliser quelque économie.

Michel Alberganti

De nombreux projets

● **Iridium** : Consortium autour de Motorola. Investissement : 30 à 36 milliards de francs. 66 satellites fonctionnant en orbite à 780 km d'altitude, plus 6 en réserve à 648 km d'altitude ; 11 stations terrestres. Société de commercialisation du service en France : Telco, Geolink, TDCOM ; téléphones et systèmes de messagerie fournis par Motorola et Kyocera.

● **Globalstar** : Consortium autour de Loral. Investissement : environ 18 milliards de francs. 48 satellites en orbite à 1 500 km d'altitude, plus 4 de rechange ; 50 stations terrestres prévues fin 2000 (10 à 15 lors de l'ouverture). Ouverture commerciale : troisième trimestre 1999.

● **ICO** : Consortium autour d'Inmarsat. Investissement : environ 12 milliards de francs. 10 satellites plus 2 en secours sur 2 plans orbitaux à 10 000 km d'altitude ; 12 stations terrestres. Ouverture commerciale : 2000. ● Deux autres constellations, l'américaine Teledesic (288 satellites) et l'européenne Skybridge (80 satellites), apparaîtront après 2002.

Une initiative qui pourrait redorer le blason de Motorola

LE PROJET Iridium n'est pas loin de représenter une planche de salut pour l'industriel américain Motorola. Que la mise en service commerciale soit couronnée de succès dans les mois à venir et l'entreprise de Schaumburg (Illinois) pourrait retrouver une aura technologique qui, ces derniers mois, a sérieusement pâli. Quant à ce que ce projet contribue au redressement de ses résultats financiers, eux aussi sérieusement écornés ces derniers mois, il faudra, là, sans doute attendre un peu plus longtemps.

Inventeur-concepteur d'Iridium, Motorola n'en est certes plus aujourd'hui le seul acteur industriel. Avec 18,8 % du capital d'Iridium LLC, le consortium international créé pour mettre en œuvre ce projet de 5 milliards de dollars (environ 27,5 milliards de francs), le groupe américain en demeure cependant le principal actionnaire. Et c'est un

homme issu de ses rangs, Edward Staiano, ancien responsable de ses activités de téléphonie mobile, qui préside Iridium LLC.

MAUVAIS RÉSULTATS

Depuis près de deux ans, rien ne va plus, ou presque, pour Motorola. L'industriel, qui avait habité la communauté financière à des taux de croissance à deux chiffres de ses ventes et de ses bénéfices de 1993 à 1995, a commencé à donner des signes de fléchissement au cours de l'exercice 1996. Cette année, il a en quelque sorte touché le fond : au deuxième trimestre, Motorola a annoncé un résultat net déficitaire (1,32 milliard de dollars de perte), le premier depuis treize ans.

Cette plongée dans le rouge a été occasionnée par une provision exceptionnelle de 1,9 milliard de dollars. Une somme destinée à financer un plan de restructuration des ac-

tivités amorcées début juin et qui vise à supprimer 15 000 emplois (soit 10 % des effectifs) d'ici la fin juin 1999. Début octobre, un peu plus de 7 800 emplois avaient déjà été supprimés.

La division semi-conducteurs est l'une des principales activités concernées par ces mesures. Représentant un quart du chiffre d'affaires total de Motorola, cette branche est affectée, comme d'autres acteurs de ce secteur, par le recul des ventes au niveau mondial. A la fois à cause d'une pression à la baisse des prix de vente et à cause des effets des crises financières dans certains pays d'Asie du Sud-Est, qui ont réduit les consommations locales de « puces » électroniques.

Mais ces éléments n'expliquent pas tout. Christopher Galvin, le PDG de Motorola, a récemment reconnu que le groupe a commis des erreurs stratégiques. Il a ainsi indi-

qué que, dans les semi-conducteurs, l'entreprise s'est montrée trop timorée dans la mise en place de nouvelles capacités de production et qu'elle n'a pas pu répondre, entre 1992 et 1994, à la demande de ses clients, dont beaucoup se seraient tournés vers d'autres fournisseurs.

UN PEU D'AIR FRAIS

M. Galvin a également reconnu que l'autre grosse erreur stratégique de Motorola a été de ne pas prendre à temps la mesure de l'urgence des techniques numériques dans la téléphonie mobile. Premier acteur mondial de ce secteur, le groupe avait assis cette position sur des équipements utilisant des techniques analogiques.

A partir du début des années 90, Motorola s'est laissé distancer par les industriels suédois Ericsson et finlandais Nokia, qui ont bénéficié de l'essor au niveau mondial de la

norme européenne GSM de téléphonie mobile numérique. Sur son propre territoire, aux Etats-Unis, l'industriel américain a ainsi cédé des parts de marché à ses deux rivaux européens dans le domaine des terminaux téléphoniques portables.

Par ailleurs, le groupe, pourtant réputé il y a peu encore pour son approche de la qualité, a accumulé les déconvenues sur ce terrain. En mars par exemple, l'opérateur américain PrimeCo Personal Communications lui a retiré un contrat de 500 millions de dollars : les équipements de réseaux de Motorola étaient tombés en panne, privant les clients de PrimeCo de communications.

Le troisième trimestre 1998 a malgré tout apporté quelques éléments de satisfaction. Même si le résultat net - positif - est resté inférieur à celui affiché un an plus tôt sur la

même période, sa baisse a été plus faible que ce que les investisseurs financiers avaient pu prévoir. Les analystes ont aussi pu se féliciter du retour à la hausse de l'activité (+9 %) de la division de téléphonie cellulaire du groupe. Notamment avec un bon développement des ventes des terminaux numériques que le quatrième trimestre - avec les fêtes de fin d'année - pourrait amplifier.

Et même si le groupe table aussi sur une amélioration de sa situation dans les semi-conducteurs en 1999, M. Galvin ne cache pas qu'il faudra probablement encore un an ou deux pour que la page des problèmes soit réellement tournée. D'ici là, Iridium aura peut-être aussi apporté un peu d'air frais : le consortium table sur une contribution positive dès 1999.

Philippe Le Cour

مكتبة المتن

La Volkswagen Lupo, chic, originale mais chère

Cette petite voiture raffinée défie la Renault Twingo et la Ford Ka

ENCORE une rivale pour la Twingo ! Après la Ford Ka, la Suzuki Wagon R, la Smart et la Mercedes Classe A, Volkswagen lance à son tour une petite voiture chic et originale. Très honorablement connue sur le segment des petits modèles plus traditionnels avec la Polo, le premier groupe européen réalise avec la Lupo une incursion nouvelle dans l'univers des autos mesurant moins de 3,60 mètres.

On ne saurait toutefois réduire la Lupo (3,52 mètres) à ses seules dimensions. Ce que l'on remarque en premier lieu, c'est que les stylistes de Wolfsburg, sans doute libérés par le style flamboyant de la New-Beetle, conçue en Californie, ont pris quelque distance avec le strict code esthétique de la marque.

La Lupo arbore un museau fûté et un design à la fois arrondi et anguleux. Elle est élégante mais abandonne cette allure un peu pincée des dernières Volkswagen, les modèles Golf et Passat. Son capot, moins plongeant que celui de la plupart de ses concurrentes, lui donne une touche de respectabilité que modère la présence de drôles de phares ovales et de petits clignotants ronds décalés.

Un côté pince-sans-rire qui rend très sympathique cette Lupo (« loup » en italien, mais aussi un clin d'œil à Wolfsburg, littéralement « la ville du loup »), qui ressemble plus à un loup-teau qu'à un loup-garou. A côté de la Lupo, sa sœur jumelle, la Seat Arosa, fait bien pâle figure. La filiale hispanique du groupe allemand n'est-elle condamnée qu'à jouer les sous-Volkswagen ?

Trappu et cossu mais assez rétro, l'arrière rappelle la nouvelle Golf. Le long porte-à-faux avant vise à inspirer confiance quant aux conséquences d'une

collision, et les roues arrière, jetées à l'extrémité de la carrosserie, permettent de dégager de l'espace pour les passagers. Mais pas suffisamment. Cette petite VW n'échappe pas aux défauts classiques des modèles allemands ; coffre riquiqui et habitabilité très moyenne à l'arrière.

La Lupo s'adresse à la nouvelle clientèle révélée - au moins pour ce qui concerne la France - par la Renault Twingo. Ces acheteurs, plus urbains, plus féminins (58 %), ayant fréquemment (dans 40 % des cas) suivi des études supérieures et disposant d'un pouvoir d'achat qui leur permettrait sans doute de posséder une berline plus imposante, ne se satisfont pas d'une petite voiture ordinaire. Pour ce qui est souvent le deuxième véhicule du ménage, ils attendent un équipement sophistiqué, un encombrement réduit, mais veulent aussi que leur acquisition ait l'esprit pratique. Le cas échéant, il doit pouvoir transporter quatre adultes sans forcer sa nature.

FABRICATION IRREPROCHABLE

Cette nouvelle espèce d'automobiliste réclame aussi et surtout une auto qui sorte du lot sans pour autant se prendre au sérieux. Pour satisfaire leurs attentes, ces esthètes - qui ne veulent pas une grosse voiture en réduction et tiennent en horreur l'agressivité automobile et la vanité technologique - sont disposés à y mettre un certain prix. Une cible rêvée pour Volkswagen, dont les fidèles disposent, en moyenne, de revenus supérieurs à ceux des acheteurs des autres voitures comparables.

La Lupo répond de manière assez convaincante à cet exigeant cahier des charges. Dès le premier contact, elle dégage une

forte impression de qualité. Aux lignes nettes et aux courbes dépolies de l'extérieur répond un habitacle moins austère que sur le reste de la gamme. Les tissus sont plus gais et la fabrication est toujours irréprochable, avec une planche de bord digne d'un modèle de statut supérieur.

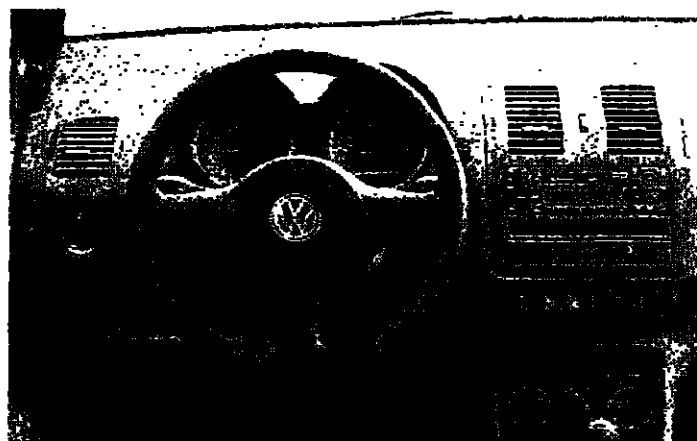
Derrière le volant massif, qui rappelle, lui aussi, la Golf, on découvre deux amusants cadrans (tachymètre et compte-tours) métallisés, bien lisibles avec leurs gros chiffres. La nuit, tout s'éclaire en rouge sur fond bleu des mers du Sud. Dommage : les espaces de rangement sont nombreux mais il n'existe pas de boîte à gants avec couvercle.

Européenne et non pas exclusivement allemande, la Lupo n'impose plus, comme certaines de ses aînées, une suspension trop ferme et des sièges durs comme un banc. La tenue de route, grâce au bon équilibre des masses (et à d'énormes pneus), est satisfaisante, et le freinage mordant à souhait. Tous les modèles disposent d'un double airbag frontal, de la condamnation centralisée des portes, d'un système d'antidémarrage, de vitres électriques à l'avant et de la possibilité de régler en hauteur le volant comme les sièges avant.

Coquette petite bonbonnière, la Lupo ne laisse rien paraître de sa surcharge pondérale. Or elle pèse quelque cent kilos de plus qu'une Twingo ! Pour mouvoir cette fausse maigre, le petit 1 000 cc de 50 chevaux est un peu juste, mais on appréciera cependant le large choix de moteurs - tout le monde ne peut pas en



La Lupo arbore un museau fûté et un design à la fois arrondi et anguleux.



Derrière le volant massif, qui rappelle, lui aussi, la Golf, on découvre deux amusants cadrans métallisés, bien lisibles avec leurs gros chiffres.

dire autant - proposé par Volkswagen. La Lupo peut aussi être dotée d'un 1,4 litre de 75 chevaux et d'un 1,7 litre diesel à injection directe (60 chevaux), pour lequel le constructeur annonce une consommation moyenne de 4,4 litres aux cent kilomètres. Wolfsburg prévoit pour bientôt un modèle hyper-sportif et un autre beaucoup plus sage, équipé d'un diesel ca-

pable de se contenter de 3 litres aux cent kilomètres. Cette perspective est réjouissante. Mais il faudra alléger la Lupo si l'on ne veut pas qu'elle se transforme en escargot.

Visiblement persuadé du succès de sa séduisante voiture, Volkswagen a placé la barre des tarifs assez haut. Les prix débutent à 59 900 francs en version essence (Lupo 1 litre), soit

4 000 francs de plus qu'une Twingo de la nouvelle génération disposant d'un moteur plus efficace ou qu'une Ford Ka.

Jean-Michel Normand

★ Volkswagen Lupo : 59 900 francs (version 1 litre, 4 chevaux fiscaux), 69 300 (1,4 litre, 5 chevaux fiscaux), 74 900 francs (version SDI, 4 chevaux fiscaux).

Les marques tentent de déjouer l'infidélité des acheteurs

AUTREFOIS, tout était simple. Les constructeurs français représentaient plus des trois quarts des ventes et, dans les familles, on était Peugeot, Citroën, Renault, Simca ou Panhard comme on était démocrate-chrétien, gaulliste, socialiste ou communiste. Aujourd'hui, les françaises se maintiennent au-dessus de 55 % des immatriculations. Elles affichent un taux de fidélité de l'ordre de 60 %, supérieur de dix points à la moyenne des marques étrangères, mais en baisse d'une vingtaine de points en vingt ans. L'élargissement de la concurrence et l'incassable guerre des prix ont rendu l'automobiliste volage.

« Le mimétisme ne paie plus. Personne n'achètera un modèle de la même marque s'il ne tombe pas sous le charme », insiste Nicolas Martel, du service marketing de Peugeot, même si, ajoute-t-il, « le vieillissement de la population va dans le sens d'une plus grande fidélisation ». La marque au lion compte sur ses nouveaux modèles, mais aussi sur la carte Peugeot, qui offre des rabais sur l'achat d'une prochaine voiture.

Citroën, qui réalise un taux de fidélité de 58 % (un point de plus que Peugeot) après avoir plongé au début des années 90, propose des formules assez agressives pour encourager au renouvellement régulier des modèles, y compris dans la perspective du lancement, fin 1999, de son monospace Picasso. Chez Renault, où le taux de fidélité atteint 62 %, la nouvelle Clio a été largement conçue pour plaire aux propriétaires de l'ancienne génération. La firme rencontre toutefois quelques difficultés pour faire passer dans la catégorie supérieure, celle de la Mégane, les propriétaires de Clio.

« Le succès d'une marque dépend aussi de sa capacité à convaincre d'autres publics. Le Scénic, dont le taux de conquête est trois fois plus important que la moyenne, est

aussi nécessaire à la marque que la Clio », insiste Thierry Dombrevil, directeur de marketing chez Renault. Pour faire des fidèles, la politique du profil bas n'est pas la plus efficace. Les possesseurs de Xantia et de Twingo - deux modèles très typés - sont ceux qui rachètent le plus souvent des Citroën ou des Renault. Néanmoins, la référence absolue reste Mercedes, qui conserve les trois quarts de ses clients.

« Il existe encore un net clivage entre les marques françaises et les autres, estime Antoine Martin, de la direction du produit de Citroën. Les clients évoluent assez facilement à l'intérieur du groupe Peugeot-Citroën, mais ceux qui partent vers les marques étrangères sont très difficiles à reconquérir. » Les marques importées, qui parviennent en moyenne à conserver un acheteur sur deux, s'efforcent aussi de protéger leur propre sphère.

Il est vrai qu'un client coûte infiniment moins cher à conserver qu'à conquérir. « Idée-Ford », une formule lancée par le constructeur américain pour faciliter l'achat d'un véhicule neuf tous les deux ans, témoigne d'une volonté d'établir « une relation directe avec le client ». Ford vient également de lancer un magazine et commence à se doter d'outils capables d'évaluer la fidélité de chacun de ses concessionnaires. Opel s'efforce aussi d'affûter son action sur le terrain. « Dans l'automobile, ce n'est que lorsque la satisfaction du client est totale que l'on peut commencer à le fidéliser », considère Alain Groult, responsable des ventes d'Opel-France, convaincu que « les choses reposent pour l'essentiel sur le réseau commercial : qualité de l'accueil ou aptitude à expliquer le détail d'une facture, par exemple ».

J.-M. N.

La Sécurité routière fait appel aux handicapés

Confrontée à la dégradation des statistiques relatives aux accidents de la route, la Sécurité routière a décidé de lancer à l'occasion du week-end de la Toussaint - l'un des plus meurtriers de l'année - une opération de sensibilisation d'un genre nouveau. De jeunes handicapés, victimes d'un accident de la route, accompagneront les forces de l'ordre dans certaines de leurs opérations de contrôle.

« Les jeunes handicapés témoignent de ce que représente concrètement, et au-delà des chiffres, le fait d'être victime d'un accident de la route », indique la Sécurité routière, qui rappelle que « la vitesse est la première cause de mortalité sur nos routes, devant l'alcool ». Cette opération a reçu le soutien de l'Association des paralysés de France (APF) et de l'Union nationale des associations de familles de traumatisés crâniens (UNAFTC).

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde-LCI

PATRICK DEVEDJIAN

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
GÉRARD COURTOIS (LE MONDE)
ET
PIERRE-LUC SÉGUILLON (LCI)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

CAVE A VIN SANS MOTEUR

- CONSERVATION ET VIEILLISSEMENT DES VINS
- TEMPÉRATURE RÉGLABLE
- PURIFIQUE CONTROÛLÉE
- DE 75 A 1200 BOUTEILLES
- POUR LE PARTICULIER ET LE PROFESSIONNEL

NORDING

CATALOGUE GRATUIT
(33) 04-68-50-04-05

Le Monde

DANS LA COLLECTION
HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

L'ASIE, L'ÉVEIL D'UN GÉANT

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE MONDE en ligne

Partout - Tout le temps
L'édition du jour dès 17 heures
(heure française)

- Sur Internet : **www.lemonde.fr**
Retrouvez le journal complet du jour ainsi que les cinq derniers numéros parus. Les articles de « une », les ouvertures de séquence (International, France, Culture...) et le sommaire de tous les articles sont gratuits. Le reste du journal vous est proposé au prix de 5 F par numéro. Pour acheter Le Monde, vous devez télécharger un logiciel de paiement sécurisé (filebox) et ouvrir un compte alimenté par votre carte bancaire.
- Sur Wanadoo
Les abonnés Wanadoo peuvent lire Le Monde pour 5 F (via le système de paiement propre à Wanadoo).
- Sur France Explorer
Sans abonnement à Internet, lisez Le Monde avec un micro-ordinateur et un modem grâce au service de France Explorer (1,29 F/min). Pour recevoir gratuitement le CD-ROM de connexion, composez le 08-03-08-78-78 (01 indigo - 1,09 F/min).
- Sur Minitel : **3615 LEMONDE**
Lisez le journal du jour à partir d'un simple Minitel (mot-clé : NET - 2,23 F/min).

MOTS CROISÉS

1. ... (vertical)
2. ... (vertical)
3. ... (vertical)
4. ... (vertical)
5. ... (vertical)
6. ... (vertical)
7. ... (vertical)
8. ... (vertical)
9. ... (vertical)
10. ... (vertical)
11. ... (vertical)
12. ... (vertical)
13. ... (vertical)
14. ... (vertical)
15. ... (vertical)
16. ... (vertical)
17. ... (vertical)
18. ... (vertical)
19. ... (vertical)
20. ... (vertical)
21. ... (vertical)
22. ... (vertical)
23. ... (vertical)
24. ... (vertical)
25. ... (vertical)
26. ... (vertical)
27. ... (vertical)
28. ... (vertical)
29. ... (vertical)
30. ... (vertical)
31. ... (vertical)
32. ... (vertical)
33. ... (vertical)
34. ... (vertical)
35. ... (vertical)
36. ... (vertical)
37. ... (vertical)
38. ... (vertical)
39. ... (vertical)
40. ... (vertical)
41. ... (vertical)
42. ... (vertical)
43. ... (vertical)
44. ... (vertical)
45. ... (vertical)
46. ... (vertical)
47. ... (vertical)
48. ... (vertical)
49. ... (vertical)
50. ... (vertical)
51. ... (vertical)
52. ... (vertical)
53. ... (vertical)
54. ... (vertical)
55. ... (vertical)
56. ... (vertical)
57. ... (vertical)
58. ... (vertical)
59. ... (vertical)
60. ... (vertical)
61. ... (vertical)
62. ... (vertical)
63. ... (vertical)
64. ... (vertical)
65. ... (vertical)
66. ... (vertical)
67. ... (vertical)
68. ... (vertical)
69. ... (vertical)
70. ... (vertical)
71. ... (vertical)
72. ... (vertical)
73. ... (vertical)
74. ... (vertical)
75. ... (vertical)
76. ... (vertical)
77. ... (vertical)
78. ... (vertical)
79. ... (vertical)
80. ... (vertical)
81. ... (vertical)
82. ... (vertical)
83. ... (vertical)
84. ... (vertical)
85. ... (vertical)
86. ... (vertical)
87. ... (vertical)
88. ... (vertical)
89. ... (vertical)
90. ... (vertical)
91. ... (vertical)
92. ... (vertical)
93. ... (vertical)
94. ... (vertical)
95. ... (vertical)
96. ... (vertical)
97. ... (vertical)
98. ... (vertical)
99. ... (vertical)
100. ... (vertical)

EXPOSITION L'ouverture au monde de la Russie après la fin de l'empire soviétique s'est d'abord manifestée, dans le domaine de l'art, par la redécouverte de l'abs-

traction et des avant-gardes condamnées par le stalinisme. ● AUJOURD'HUI, la présentation à Vienne, après Saint-Petersbourg, d'un rassemblement de 150 pein-

tures conservées au Musée d'art russe, témoigne d'une relecture plus originale de l'histoire, avant et après les soixante-dix années de communisme. ● L'EXPOSITION suit

un fil conducteur, celui de la couleur rouge, dont la symbolique et la force traversent les siècles, des icônes médiévales aux recherches de Malevitch, en passant par l'art

académique et les drapeaux de la Révolution dans l'art officiel de l'époque soviétique. Une présence qui trouve son sens dans la civilisation slave.

La Russie était rouge avant d'être communiste

Des icônes de Novgorod au carré de Malevitch, cent cinquante œuvres du Musée de Saint-Petersbourg sont rassemblées à Vienne sur le thème d'une couleur synonyme de beauté

ROT IN DER RUSSISCHEN KUNST. Bank Austria Kunstforum, Wien 1, Freyung 8. Tél. : (431) 711-91-55-737. Jusqu'au 29 novembre. Catalogue.

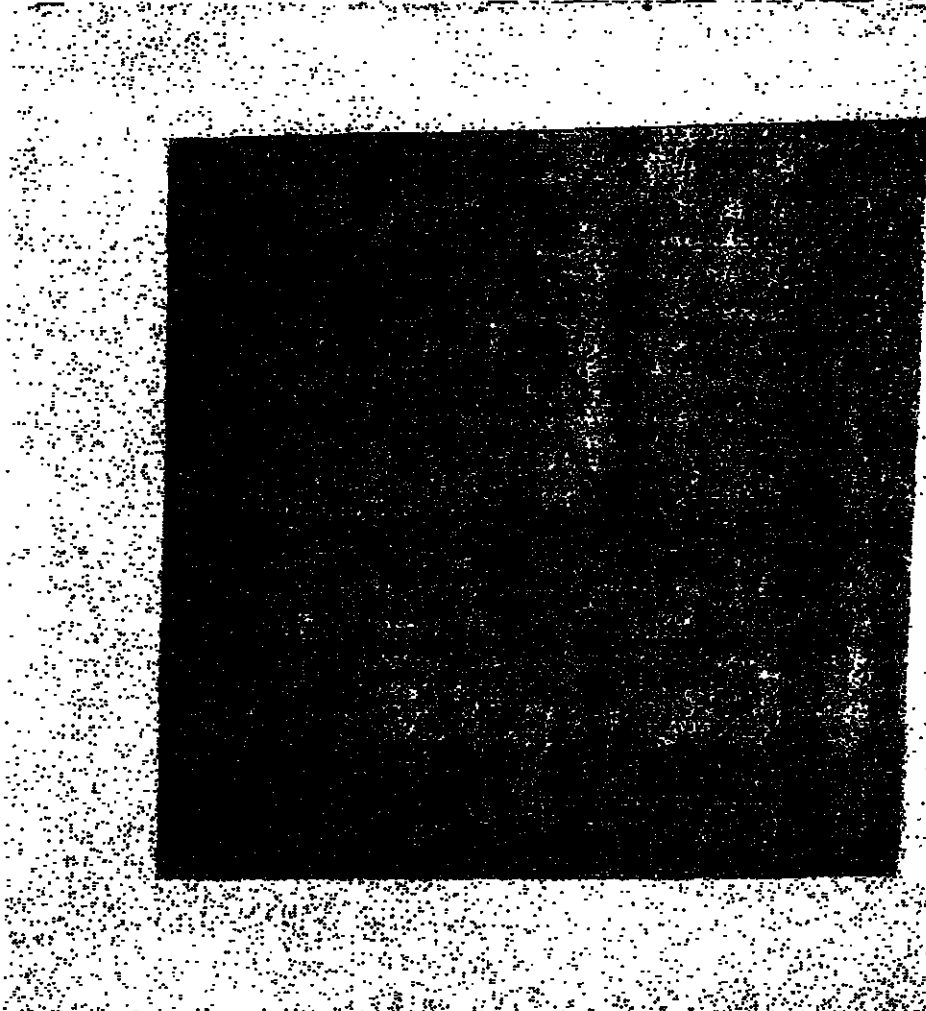
Les œuvres viennent du Musée national d'art russe de Saint-Petersbourg, où l'exposition a d'abord été présentée. Celle-ci est titillante, pour ne pas dire stimulante, de par la nature de son thème : le rouge dans l'art russe. Une invitation à le suivre, des icônes médiévales aux suprématistes en passant par la peinture académique et quelques grands morceaux choisis dans l'indéfinissable fonds de peinture officielle du temps de Staline.

Le rouge à tous les temps, mais sur un même ton : éclatant, pas écarlate, surtout pas cramoisi ; un rouge solaire mais moins jaune que le vermillon ; un rouge unique, presque sans tache. Parfait. Cette exposition est inattendue par la quantité de tableaux, bons et mauvais, d'artistes qui peuvent être parfaitement inconnus, mais aussi par les renvois et rapprochements qu'elle invite à faire, en particulier entre la peinture d'icône et la peinture d'avant-garde, entre le carré rouge de Malevitch et l'art des moines de Novgorod, au XV^e siècle.

Ce sont peut-être ces moines qui ont inventé le plus convaincant des rouges du monde chrétien. Un rouge beau et bon, qui ne poisse pas comme du sang, un rouge de transfiguration. Un rouge de passion, qui habille ou enveloppe les martyrs. Un rouge de bonnes causes, efficace, imparable, en particulier quant il voisine avec le noir et le blanc. Haut sur son cheval blanc arqué, en harmonie avec l'aurole blanche qui encadre sa douce tête, saint Georges terrasse le dragon. La scène, symbole de la lutte des croisés contre les infidèles après avoir été celui de la lutte des apôtres contre le paganisme, est sur fond rouge, d'un rouge uni, en aplats. Ailleurs, c'est le manteau de Georges, ou d'autres saints, saintes et martyrs, qui est rouge.

Le rouge, c'est la vie donnée, comme un manteau. Il colle au Christ, aux figures du monde chrétien et à celles de la révolution russe. Dans l'exposition, on ne compte plus les draps, rideaux, tentures, du même rouge que vêtements, broderies, ou jouets de bois peint qui viennent à l'appui de cette démonstration de force.

Dans les icônes, il est partout, énergiquement tendu dans les cadres, plus ou moins flottant entre ciel et terre, formant le losange de



Casimir Malevitch, « Carré rouge », 1915.

tel Christ en majesté, ou remplissant l'énorme bulle dans laquelle le prophète Elie est enlevé au ciel dans un chariot et des chevaux de feu – tout un film ! Une formidable exemple de la force du rouge pour concrétiser un événement supramatériel. Un événement. Il est d'autres exemples beaucoup moins purs, que les organisateurs de l'exposition se sont amusés à décliner jusque dans toutes ses perversions, en sélectionnant par exemple une icône tardive représentant une décollation de saint Jean, où c'est le bourreau qui est vêtu de rouge, et des tableaux du XVIII^e et du XIX^e siècles. Où va le rouge dans la Russie des tsars ? Il est royal, princier, de velours bordé de

fourrure. Les queues d'hermine ont remplacé les croix noires des étoiles des religieux.

Nœuds, rubans, chapeaux, toques rouges parent les portraits. Portraits de femmes aux épaules entourées d'écharpes ou de châles rouges : le rouge devient sensuel. Portraits d'hommes sur fond rouge : en l'occurrence celui de Gogol, par Moller et celui du compositeur Glazounov par Repine. Le rouge est aussi la couleur de la créativité, avec ou sans drame. Une éruption de rouge bien consistant passe par le lourd et tempétueux rideau qui accompagne la marche d'Elena Pavlova et de son rejeton, dans un tableau de Brulov (1830). Le mouve-

ment du tissu est, comme par hasard, le même que celui de la coulée de lave du Vésuve dans le grand tableau de la catastrophe de Pompéi que l'artiste a peint deux ans plus tôt, et n'est pas très différent de celui qu'il donnera aux bannières de sa *Bataille de Pskov* en 1836. Dans la peinture russe, décidément, le champ d'application du rouge est aussi vaste que les steppes. Voir cette Suzanne et les vieillards de Lapchenko, où la belle à la chair fine et nacrée est assise sur une épaisse couverture rouge, laquelle fait le lien entre le nu et les voyeurs. Voir *La Mort de Néron* (1888) de Smirnov qui, dans une scène digne d'un grand péplum, confond

presque le sang de l'empereur étalé sur la chaussée, le drap brodé d'or avec lequel une matrone s'apprête à couvrir le cadavre, et le mur de scène d'un rouge trop rouge pour être parfaitement pompéien, le tout se passant dans une atmosphère de ruine.

APOTHÉOSES AU XX^e SIÈCLE

Un tableau comme cette mort de Néron représente à peu près tout ce que détestaient les novateurs du début du siècle, d'Ivanov, auteur d'une famille en promenade dans la neige, où les gros manteaux sont volontiers rouges (1910) – une façon réaliste de coupler le rouge et le blanc –, aux avant-gardistes tels Gontcharova et Malevitch, qui renouent avec des traditions paysannes, et chez qui le rouge est en bonne place. Il peut épouser la forme d'une maison, ou d'un simple carré. Pour résumer l'âme slave ? Curieusement, on retrouve le mur rouge chez Chagall, quand il peint en 1915 son *Jeûne rouge*, qu'il dote d'une barbe flamboyante, mais d'une main verte et d'une main blanche, qu'il faudrait raccrocher à la tradition des contes talmudiques ? Le sens des couleurs ne va pas toujours de soi, chez les artistes, qui en jouent.

Les salles vouées au XX^e siècle offrent plusieurs apothéoses en rouge. Apothéose d'une danseuse, *Hot*, de Malevitch (1910) dont le sujet est moins la danseuse que la texture façon mosaïque de sa robe, un ahurissant tourbillon de rouge. Apothéose des hommes politiques dans cette grande machine de circonscription de Rutkovski (1934), où Staline pose debout une main sur le cercueil du « camarade » Kirov assassiné, où le rouge du rideau et du drap mortuaire se répand dans tout le tableau, imprègne l'assemblée et les fleurs blanches.

Gloire du régime avec le tableau de Mikhaïlovitch commémorant en 1942 le 25^e anniversaire de la révolution d'Octobre. La scène se passe au Bolchoï, sur fond de rideau rouge, avec projecteurs rayonnant sur le buste plâtré de Lénine et le médaillon de Staline suspendu très haut, comme une icône. Comme quoi le rouge est une couleur exploitable à volonté.

G. B.

Lire la couleur

● Michel Pastoureau, *Dictionnaire des couleurs de notre temps* – Symbolique et société. Ed. Bonneton, 1992, 231 p.

Parler de « couleur rouge » est presque un pléonasme. Le rouge est la couleur par excellence, la couleur archétypale, la première de toutes les couleurs. Dans plusieurs langues, c'est le même mot qui signifie rouge et coloré. Dans d'autres, il y a synonymie entre *beau* et *rouge*. Dans d'autres encore entre *rouge* et *riche*. Partout, dire qu'une chose est rouge, c'est dire beaucoup plus que sa coloration s'inscrit dans la zone de longueur d'ondes correspondant à cette couleur. Rouge est le plus fortement connoté de tous les termes de couleur, plus encore que *noir* ou *blanc*. A cela des raisons culturelles qui remontent fort loin et qui se rencontrent dans de nombreuses civilisations. La symbolique du rouge y est presque toujours associée à celle du sang et à celle du feu. Par là même, il y a un bon et un mauvais rouge, comme il y a un bon et un mauvais sang et un bon et un mauvais feu.

● Vassili Kandinsky, *Du spirituel dans l'art et dans la peinture en particulier*, 1912. Dernière édition : Gallimard (1988), « Folio-Essais » n° 72, 216 p. 37 F.

Le rouge tel qu'on se l'imagine, couleur sans limites, essentiellement chaude, agit intérieurement comme une couleur débordante d'une vie ardente et agitée. Elle n'a cependant pas le caractère dissipé du jaune qui se répand et se dépense de tous côtés. Malgré toute son énergie et son intensité, le rouge témoigne d'une immense et irrésistible puissance, presque consciente de son but. Dans cette ardeur, dans cette effervescence, transparaît une sorte de maturité mâle, tournée surtout vers soi et pour qui l'extérieur ne compte guère.

Jean-Claude Marcadé, historien d'art

« La couleur aimée, dans laquelle le peuple se reconnaît »

« Le rouge a-t-il en Russie autant d'importance que celle donnée dans l'exposition ?

– C'est une couleur essentielle pour la civilisation russe. Je ne dis pas « russe », je parle de la civilisation slave qui englobe les régions de Moscou, d'Ukraine et de Biélorussie, et qui est antérieure à la civilisation russe, née au XVII^e siècle avec Pierre Le Grand. Le rouge y est la couleur par excellence, la couleur aimée, dans laquelle le peuple se reconnaît. Il domine dans les icônes, dans les vêtements, les broderies. Il est très présent dans l'imagerie populaire, dans l'iconographie révolutionnaire. On le retrouve chez Malevitch et dans le suprématisme. Le rouge traverse toute l'histoire russe.

– N'y a-t-il pas d'autres civilisations où le rouge est essentiel ? – Pas comme ça. C'est une spécificité du monde slave. En Extrême-Orient, par exemple, il n'est pas privilégié de la même façon. Picturalement, ce ne sont pas les mêmes rouges. Au Japon, le rouge est lié au soleil, à la nature. Chez les Russes, il est lié au sang, il vient de la passion du Christ, de l'icône, du monde chrétien orthodoxe. Il a vraiment une place privilégiée dans le tréfonds de la conscience russe, et ce n'est pas un hasard si le rouge est devenu l'unique couleur de la révolution. Dans l'ancien vocabulaire, c'est le même adjectif : *krasny*, qui désigne le rouge et le

beau. Dans les maisons orthodoxes paysannes, le coin principal tourné vers l'est, où sont placées les icônes et la veillée, s'appelle le coin rouge, c'est-à-dire le beau coin. On pourrait penser que la place Rouge a reçu son nom à la révolution, mais elle portait ce nom bien avant. C'était la belle place. En esthétique, le beau, qui s'oppose au laid, se dit aujourd'hui « pré-krasnoï », le très-rouge.

– L'exposition met en relation la peinture d'icône et la peinture d'avant-garde, en particulier celle de Malevitch, dont vous êtes un spécialiste. Qu'en pensez-vous ?

– Le rapprochement n'est pas nouveau. Dans ses écrits, Malevitch s'est lui-même réclamé de l'art des icônes. Il a aussi constamment revendiqué l'icône comme faisant partie de la culture paysanne. Le rouge, le blanc et le noir, que l'on retrouve associés dans les icônes de l'école de Novgorod, plus fortement, je crois, que dans toutes les autres écoles byzantines, sont aussi les couleurs signalétiques du suprématisme. Il est intéressant de noter que le carré rouge que Malevitch peint en 1915, après son premier carré noir et avant son premier carré blanc, a pour titre *Réalisme en deux dimensions d'une paysanne*. Pourquoi a-t-il donné ce titre ? Je pense qu'il y a une part d'humour – Malevitch était d'Ukraine, du pays de Gogol – à évoquer la réalité à

propos d'une œuvre aussi radicalement éloignée de la figuration, mais je crois aussi qu'il a voulu donner la quintessence de la civilisation paysanne, qui est marquée par cette couleur rouge.

« Malevitch ne dit pas les choses clairement, son art avance masqué »

– Quelle signification a-t-il donné au carré noir et au carré blanc ?

– Le carré noir, qui est pour moi le premier monochrome, parce que le blanc qui l'entoure fait office de cadre, comme le cadre taillé dans le bois de l'icône, est venu en premier, comme une évidence, comme une illumination que Malevitch ne comprenait même pas au début, et qu'il a ensuite théorisé. Pour lui, le noir, c'est l'effacement des objets et de la représentation, une mise à zéro pour aller au-delà du zéro, à la fois un geste iconoclaste et un geste iconique, qui, par rapport à la tradition académique, fonde une nouvelle icône. Le blanc, c'est la dissolution du monde dans le repos éternel, un état proche du zen, une couleur de conciliation des contradictions nature/culture.

– Il y a beaucoup de maisons rouges dans l'avant-garde russe. Est-ce que ça correspond à une réalité ? Les maisons paysannes étaient-elles peintes en rouge ?

– Les maisons n'étaient pas peintes en rouge. Il y a effectivement plusieurs tableaux de Malevitch où l'on voit des façades de maisons rouges. Je l'avoue, je n'ai pas forcément d'interprétation. Il faut peut-être y voir une passion de la civilisation paysanne qui se perpétue. Ces maisons figurent dans des tableaux peints à une époque de tracasseries. C'est le début de la stalinisation rampante, c'est l'époque du suicide de Maïakovski. En Ukraine, on souffre de famine pendant l'hiver. Malevitch fait apparaître une réalité énigmatique. Il ne dit pas les choses clairement, son art avance masqué. Il n'a pas donné de clés. On peut supposer que le tragique se manifeste dans sa peinture. La maison rouge peut être un signe de cette tragédie. A l'époque, il peint des croix rouges, des paysans crucifiés. On retrouve chez lui beaucoup d'éléments de la peinture d'icône : le Christ Achéropoïète – la Sainte Face, qui n'a pas été faite de main d'homme... Le rouge est souffrance et passion, mais il rappelle aussi la période du « sans-objet » et peut être un rappel purement pictural.

– Mais le bleu et le jaune, qui par exemple soulignent le nez de

tel visage, sont les couleurs ukrainiennes, qui, alors, étaient complètement bannies. Sur un rouge dominant, Malevitch introduit les couleurs de l'Ukraine.

– Pourquoi une exposition comme celle-là aujourd'hui ?

– Je pense que les Russes ont cherché à relire la peinture d'avant-garde et l'histoire, et qu'ils sont partis du carré de Malevitch pour remonter aux icônes, et non l'inverse. Aujourd'hui, l'avant-garde est beaucoup critiquée en Russie. Quand elle était interdite, elle était considérée comme un fruit défendu, donc quelque chose d'intéressant qu'on ne connaissait pas. Maintenant qu'on y a accès et qu'on en parle librement, ceux qui en veulent à la révolution d'avoir mené le pays là où il est rendent l'avant-garde en partie responsable de la consolidation du régime bolchevik. Il y a, heureusement, une partie des intellectuels et des chercheurs qui continuent à plaider pour cet art dit d'avant-garde – c'est nous qui l'avons appelé ainsi dans les années 60 ; les artistes, à l'époque, s'appelaient « artistes de gauche ».

– Une exposition comme celle-là esquisse une histoire de l'art russe en termes de continuité plutôt que de rupture. Le rouge permet justement de tisser ce fil.

Propos recueillis par Geneviève Breerette

Novembre

Quelques spectacles du Cargo Hors les murs

MUSIQUE

Site chapiteau Vigny Musset
rue Leconte de Lisle Grenoble
Les Barbarins Fourchus
du 2 au 15 (rel. 8 et 11)

DANSE

Grand Angle Voiron
Michèle-Anne De Mey
Kataménia sur la musique
de La jeune fille et la mort
de Franz Schubert
24 et 25 à 20 h 30

THEATRE

Petite salle du Cargo
La Révolte/Villiers de
L'Isle-Adam/Alain Ollivier
du 24 au 28

Informations 04 76 25 91 91
4, rue Paul Claudel Grenoble

LE CARGO hors les murs

هنا من لاصح

Zoé Valdés et les mélodies de l'exil

« Café Nostalgia », nouveau livre de la jeune romancière cubaine, est aussi le nom d'un bar où se retrouvent ses compatriotes à Miami

MIAMI

de notre envoyée spéciale
Rectiligne et fière, la Calle Ocho, la Huitième Rue, traverse Miami d'est en ouest sans s'encombrer de considérations esthétiques. L'avenue principale de Little Havana a été résolument américaine avant de devenir le fief d'un exil cubain qui regardait La Havane et son Lider Maximo avec les yeux de la vengeance. Née de la guerre, la calle commerçante construite à taille de voiture est un entrelacs de maisons basses, de parkings, de restaurants où l'on parle exclusivement espagnol.

Au numéro 2212, invisible à l'œil non exercé, s'est glissé le Café Nostalgia, une salle de bar en carré, devenue depuis deux ans l'un des hauts lieux de la salsa, et plus précisément de ce que l'hebdomadaire *Miami New Times* appelait, au grand dam des traditionalistes de l'exil, « le nouveau son de Miami ».

Au mur du Café Nostalgia, le patron, Pepe Horta, a disposé des photos des vieilles idoles de la musique cubaine, Rita Montaner, Bení Moré, Celia Cruz, Pachito Alonso. Quand l'orchestre, le Grupo Café Nostalgia, ne joue pas, un petit écran tombe, sur lequel sont projetés des échantillons de vieux films musicaux, des clips - des années 50 et 60. Le lieu est fréquenté par une clientèle cosmopolite, du danseur invétéré au musicien de passage (stars comprises, tel les U2 ou Ruben Blades), au businessman local ou au critique du *Nuevo Herald*, la version espagnole du quotidien *Miami Herald*. Fausses blondes aux formes généreuses, mamequins en robe minimale, machistes aux déhanchements féminins : tout danse sur quelques mètres carrés et sous un son écrasant, y compris le barman noyé dans les caisses de Corona.

Rien de tout cela n'est dû au hasard : le mélange des genres tient à la personnalité de José « Pepe » Ortega, quadragénaire élégant et

fûté, qui fut longtemps directeur du Festival international du film de La Havane. Inquieté par les autorités cubaines pour avoir programmé et diffusé à l'étranger *Fraise et chocolat*, de Tomas Gutiérrez Alea, il choisit de passer aux États-Unis en 1994.

Pepe Ortega, qui fut également le représentant cubain à l'Unesco cinq ans durant, y apporte sa collection, « personnelle », précise-t-il, de films musicaux et de copies réalisées en vidéo à partir des archives cubaines, et « qui se trouvaient déjà au Mexique, où il menait un projet de documentaire sur l'histoire de la musique cubaine ».

SUR UN RADEAU DE FORTUNE

Pepe Ortega loue un ancien bar un peu louche tenu par des Nicaraguayens sur la Calle Ocho et y ouvre le Café Nostalgia en mai 1995 - en principe pour y filmer des séquences musicales en direct, toujours pour le film, « mais aussi parce qu'il fallait qu'il mange », avec « une caisse de whisky prêtée par un copain ».

Miroirs, murs peints en noir, chaises en bois et guéridon : le décor est planté, et Pepe Ortega cherche à réunir un orchestre en dehors des sentiers battus de la



Café Nostalgia, haut lieu du « nouveau son de Miami » et d'une nouvelle émigration cubaine

communauté américano-cubaine. Dans son état actuel, le Grupo Café Nostalgia est majoritairement formé d'émigrés cubains arrivés à Miami au milieu des années 90.

Le chanteur, Luis Bofill, quarante ans, a passé sept ans en Allemagne dans un orchestre de salsa et de latin jazz avant d'arriver en 1994 à Miami ; la même année, le guitariste, Heriberto Rey, trente et un ans, s'éclipse de la revue musicale touristique qui l'employait à Cancun, au Mexique ; le pianiste, Michelle Frago, vingt-trois ans, en Espagne, en 1996 ; le percussionniste, Eduardo Hernandez, profite d'une invitation à enseigner les percussions en Suède pour tailler la

route vers Miami ; le chef d'orchestre, bassiste et chanteur, Omar Hernandez, est un *bolsaero* qui a quitté Cuba sur un radeau de fortune en 1994.

« NOUS CRÉONS LE FUTUR »

Dès sa création, le Café Nostalgia se heurte au lobby anticasista de Miami. Etiqueté « communiste ou agent 007 », selon lui, Pepe Ortega, qui fut un attaché culturel du régime, est une épave dans le pied de la fraction dure de l'exil cubain. Il est aussi attaqué à Cuba, notamment par le *Journal Granma*. En août 1998, le Café Nostalgia, vu par les inconditionnels de l'embargo anticubain - une doctrine à Miami - comme une sorte de cheval de Troie, essuie une manifestation en forme de baroud d'honneur : le Marché international du disque et de l'édition musicale (Midem) accueille de façon officielle des musiciens de Cuba (Compay Segundo, Chucho Valdés) à Miami - c'est une première.

Mais, en trois ans et demi, le petit Café Nostalgia (qui s'apprête à ouvrir une succursale à Miami Beach, et peut-être une autre à Paris) est devenu le fer de lance d'une nouvelle cubanité. L'écrivain Zoé Valdés, en exil à Paris, en a fait le titre de son nouveau roman, paru en octobre (*Café Nostalgia*, traduit de l'espagnol par Liliane Hasson. Actes Sud, 352 p., 118 F.). C'est encore Zoé Valdés qui vole au secours de Pepe Horta, avec qui elle

a gardé des liens étroits depuis La Havane, dans le *Nuevo Herald* du 28 août : « Sommes-nous, écrit-elle, si perturbés que nous organisons des manifestations contre nous-mêmes ? »

Autour du Grupo Café Nostalgia - qui a intégré, dans sa manière d'interpréter le son ou le bolero, les éléments du jazz, du rap, sans écarter l'élégance d'un *Lamento cubano*, grand succès de Guillermo Portabales, ou les harmonies sirupeuses d'Ernesto Lecuona -, se rassemblent les éléments d'une nouvelle émigration cubaine. Le Grupo explore le répertoire des années 50 et 60, avec des incursions dans les années 90. « Nous voulons, dit Pepe Horta, changer la nostalgie en un acte créatif. Nous vivons le passé, nous le reconstruisons, et nous créons le futur ».

La philosophie est proche de celle qui inspire les livres de Zoé Valdés. La nostalgie permet de retourner le couteau dans la plaie, mais elle génère le plaisir sensuel de la danse et du souvenir charnel. Du même coup, cette nostalgie nouvelle norme devient le signe d'un ralliement politique : « La nostalgie, ce n'est pas seulement Benny Moré ou Barbarito Diez, déclarait Hernandez au *Miami New Times* cet été, c'est aussi tous ces gens qui sont arrivés ici il y a quatre, cinq, dix, deux ans - ou bien trois mois - et ont laissé quelque chose derrière eux à Cuba ».

Véronique Mortagne

Une bande-son pour « La Douleur du dollar »

Zoé Valdés avait structuré son dernier roman, *La Douleur du dollar* (Actes Sud, 1997), autour de chansons, une par chapitre, « sorte d'oracle d'un autre âge » qui trace le destin de l'héroïne Cuca Martínez. Persuadée qu'il fallait donner à son livre une bande-son, elle se tourne vers un éditeur musical français, Naïve, et en confie la réalisation musicale au Grupo Café Nostalgia.

Enregistré à Miami, *Te Di la Vida Entera* est un album peu ordinaire : quatorze titres choisis par Zoé Valdés, rédactrice privilégiée d'un livret bilingue de soixante pages. Avec une élégante version de *Mon manège à moi*, on trouvera des boléros (*Miéteme*, un standard cubain composé par le Mexicain Chamaco Dominguez), des balades, des cha-cha-chas et des dansons. En ouverture, *Be Carefull It's My Heart*, d'Irving Berlin, mêle la voix et le jeu de piano du chanteur disparu Bola de Nieve, dont ce fut l'un des succès dans les années 50, au son très particulier du Grupo Café Nostalgia. L'album, très pensé, est fait d'atmosphère, de voix, de rappels aux gloires cubaines, et folsonne de références socio-politiques et littéraires.

Licenciement de Jean-Luc Tardieu, directeur de la Maison de la culture de Loire-Atlantique

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION de la Maison de la culture de Loire-Atlantique (MCLA) a décidé, lundi 19 octobre, d'engager une procédure de licenciement pour faute grave contre son directeur général, Jean-Luc Tardieu, dirigeant de cette institution depuis quatorze ans. Motif avancé : les propos très durs à l'égard du président de la MCLA, Michel Le Ménégé, tenus par les amis de Jean-Luc Tardieu venus à Nantes, le 10 octobre, lui rendre hommage et le soutenir dans le conflit qui l'oppose au conseil d'administration. Étaient notamment présents Marina Vlady, Philippe Clay, Frédéric Lodeon, Patachou, Luis Rego, Jane Manson, qui, tous, ont joué sous la direction de Jean-Luc Tardieu. Le contrat de Jean-Luc Tardieu s'achève le 31 décembre 1999, mais il était acquis qu'il ne serait pas renouvelé « en l'état », le conseil ayant décidé de reprendre la main sur la politique artistique. Cette procédure de licenciement devrait connaître son épilogue devant le tribunal des prud'hommes. (Corresp.)

Un mémorial de la traite des Noirs est en projet à Dakar

EN 2002, un mémorial élevé en souvenir de la traite des Noirs devrait s'élever en face de l'île de Gorée (Sénégal), un des points d'embarquement des esclaves africains à destination du Nouveau Monde. Gorée, qui dépend de la municipalité de Dakar, est depuis 1978 inscrite par l'Unesco sur la liste du patrimoine mondial. Comme la place manque sur l'île, entièrement construite, le gouvernement sénégalais a donné, pour l'implantation du monument, un terrain de deux hectares et demi sur le continent, en bord de mer, sur la corniche ouest de Dakar.

Un concours international d'architecture a été lancé en 1997. Le lauréat est un Italien, Ottavio Di Blasi, qui propose une coque de béton ajourée haute de 136 mètres. Le gigantisme en moins, ce projet n'est pas étranger aux constructions imaginées par Renzo Piano pour le Centre Jean-Marie-Tjibaou de Nouméa. L'édifice devrait accueillir un musée et un

centre de documentation sur la traite et la navigation. Il devrait également être un lieu d'expositions et de manifestations culturelles.

Au début du mois d'octobre une réunion s'est tenue à Paris, au siège de l'Unesco, pour l'élaboration d'un plan de promotion et de recherche de financement. Le coût de l'édifice est chiffré à 20 milliards de francs CFA (200 millions de francs). L'addition n'est-elle pas trop élevée par rapport aux besoins de premières nécessités du Sénégal ?

MODE DE FINANCEMENT

Le ministre sénégalais de la culture, Abdoulaye Elimane Kane, répond que s'il fallait s'en tenir à la stricte urgence, on ne construirait aucune mosquée au Sénégal et que pourtant, « elles poussent comme des champignons. Ce projet, ajoute-t-il, est réclamé depuis longtemps par les intellectuels africains mais aussi par des artistes afro-américains. Il a une valeur symbo-

lique. Ce n'est pas un monument accusateur, mais il doit affirmer le refus de l'oubli, tout en étant tourné vers l'avenir. Enfin, c'est un édifice qui doit s'inscrire dans l'urbanisme dakarais ».

Il reste cependant à lever les fonds. Le ministre compte beaucoup sur la générosité de la communauté afro-américaine. Des personnalités comme Nelson Mandela ont été approchées. Elles pourraient servir de truchement pour le projet dont Abdoulaye Kane ne doute pas un instant qu'il verra le jour à la date prévue.

Courant novembre, une nouvelle réunion devrait avoir lieu à Paris, pour préciser le mode de financement. D'autres pays africains, comme le Bénin, le Nigeria et l'Angola, ont également des projets voisins. L'Unesco pilote, en outre, un projet de « Route de l'esclavage », qui doit traverser une partie de l'Afrique de l'Ouest.

E. de R.



1918-1998

La Grande Guerre et les régions

La guerre de 1914-1918 a provoqué dans de nombreuses régions un véritable séisme, un drame qui a profondément modifié le visage de la France. *Le Monde* est parti sur les traces de cette Grande Guerre, dans les régions touchées sur leur sol : Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne, Nord - Pas-de-Calais, Picardie, mais aussi Bretagne, Corse, Rhône-Alpes, Franche-Comté, Aquitaine...

Chaque jour. Du lundi 2 au samedi 7 novembre dans **Le Monde**

Charles Aznavour, un crooner français en haut de l'affiche à Broadway

Un récital de « routine » chaleureusement applaudi par le public new-yorkais

New York adore Charles Aznavour. Le chanteur français, qui se produit au Marquis Theater, à Broadway, a dû ajouter deux semaines de dates

NEW YORK
de notre envoyé spécial
Plus de trente ans que Charles Aznavour se voit en haut de l'affiche, à Broadway. Celle du Marquis Theater, la salle attenante à l'Hôtel Hyatt, sur Times Square, annonce juste un « Aznavour », solide comme une marque de fabrique. Un cartouche vient d'y être ajouté : « Prolongations jusqu'au 15 novembre, dues aux demandes exceptionnelles de billets ». Deux semaines de concerts viennent donc compléter les quinze jours prévus initialement. Aucun autre chanteur français en exercice ne pourrait sans doute se donner en spectacle à New York aussi longtemps. Dans son édition du 13 octobre, le *New York Times* ne titrait-il pas : « Aznavour, le Last Chanteur » ? A soixante-quatre ans, le « petit Charles » a gardé une cote qui confine à la légende. Un récent sondage, paru dans le magazine *Time*, l'a élu « *Entertainer of the century* » - rien de moins qu'un « artiste de music-hall du siècle » -, devant Elvis Presley... Sa première visite date de 1948. Edith Piaf avait demandé à son jeune ami de l'accompagner lors

d'une tournée américaine. Il ne parlait pas encore anglais mais pouvait fredonner les chansons de Cole Porter, George Gershwin ou Jerome Kern. Le voyage l'initia au swing de Louis Armstrong, Duke Ellington et Dizzy Gillespie. Mais il fallut attendre 1963 pour assister aux véritables débuts d'Aznavor sur une scène new-yorkaise. Tout remonte par sa performance d'acteur, trois ans avant, dans *Shoot the Piano Player* (Tirez sur le pianiste), de François Truffaut, le chanteur prenait au culot Carnegie Hall, à la grande surprise des Américains, qui l'imaginaient pianiste... Il revint souvent dans cette salle et aux Etats-Unis, symbolisant avec quelques autres - Trenet, Montand, Gréco... - la quintessence de la chanson française.

LE SOURIRE DU JAZZ

Le Marquis Theater a moins de cachet que le Carnegie Hall. Son architecture fonctionnelle, son acoustique feutrée n'y permettent pas les mêmes débordements d'enthousiasme. Le rideau se lève sur une photo immense du chanteur étreignant Edith Piaf. En fond, l'enregistrement virtuel, *Plus*

bleu que les yeux, fabriqué en 1997 pour rassembler Edith et Charles en duo *post mortem*. Aznavour apparaît en costume noir, avec la nonchalance et la précision des primes de Broadway. La salle, remplie d'un millier de spectateurs (quelques Français, mais surtout des Américains d'âge mûr), se détecte de ce qu'on appelle ici un récital de « routine ». Les standards s'enchaînent aux classiques. Parfois un peu figés, parfois tout saisisants d'émotion (*Si jeunesse*, *Comme ils disent*). Les chansons originales - *Au creux de mon épaule*, *La Bohème*, *Paris ou moi d'août*... - sont autant applaudies que leurs versions américaines - *The Old Fashioned Way*, *Yesterday*, *When I Was Young*. Servi par des interprètes locaux prestigieux - Frank Sinatra, Liza Minnelli, Bing Crosby, Ray Charles, Fred Astaire, Roy Clark... - ou par lui-même (*She, They Fell*), Charles Aznavour a eu l'un des très rares Français à avoir connu des succès dans la langue de Nat King Cole. Au Marquis, il chante aussi en espagnol et en italien.

Sûreté de la voix, économie du geste, conviction du comédien. La

dramaturgie européenne mise au service du sourire charmeur du jazz (le prochain album du chanteur s'intitulera *Jazznavour*). Charles assure. A l'aise sur toutes les scènes du monde, il badine avec encore plus de décontraction devant le public américain. « Avant de jouer aux Etats-Unis, raconte-t-il en coulisses après une dernière standing ovation, je ne parlais pas au public entre les chansons. Les Français n'aimaient pas ça, ils pensaient qu'on les volait d'une partie du show... A New York, on m'a expliqué que pour conquérir les spectateurs il fallait le faire rire. Désormais, je m'arrange pour introduire avec humour même mes chansons les plus dramatiques. » Après la « Grosse Pomme » et quelques concerts sur la côte californienne, Aznavour retournera en Europe, pour mettre la dernière main à une comédie musicale consacrée à Toulouse-Lautrec. Après Londres, il espère pouvoir monter ce spectacle à Broadway, précisant, en riant, qu'il ne tiendra pas le rôle du peintre. « Je suis trop grand... »

Stéphane Davet

Le Beethoven de Philippe Herreweghe, un aristocrate visant l'universel

Ludwig VAN BEETHOVEN : *Neuvième symphonie*; Wolfgang Amadeus MOZART : *Meister Musik KV 477*. Avec Melanée Diener (soprano), Petra Lang (mezzo), Endrick Wottrich (ténor), Dietrich Henschel (baryton), Orchestre des Champs-Élysées, Chœurs de la Chapelle Royale et du Collège vocal de Gand, Philippe Herreweghe (direction).

METZ

de notre envoyé spécial
A mi-parcours d'une tournée de treize concerts à travers l'Europe, (avec une rallonge au Japon fin novembre), l'Orchestre des Champs-Élysées s'est arrêté à Metz. Profitant de l'acoustique favorable de la salle de l'Arsenal, qui fête, cette saison, son dixième anniversaire, il y a enregistré en public, avec seulement quelques racords supplémentaires, la *Neuvième Symphonie* de Beethoven et la *Meister Musik* de Mozart, version avec chœur récemment reconstituée de *La Musique funèbre mozartienne*.

Une nouvelle version du testament symphonique de Beethoven ne s'imposait pas *a priori*, mais Harmonia Mundi doit avoir de bonnes raisons de penser que la direction de Philippe Herreweghe suffira à aiguiller la curiosité. C'est ce qui s'est passé à Metz : remplir, deux soirs de suite, cette salle de 1350 places en gradins semblait une gageure. Mais l'atmosphère des concerts de la Philharmonie de Lorraine et des productions invi-

tées par Michèle Parodon, où les musiques anciennes et baroques occupent une place de choix, abolissant les frontières entre les genres, a permis de réunir les auditeurs qui se passionnent pour la recherche et ceux que le répertoire rassure.

APPROCHE « DÉGRASSÉE »

A en juger par la chaleur des applaudissements et le nombre des rappels, l'unanimité s'est faite autour de cette approche « dégrais-sée » de la partition. Se fondant sur la nouvelle édition critique publiée chez Bärenreiter, Philippe Herreweghe dit avoir seulement voulu jouer l'œuvre telle qu'elle est écrite, en respectant la précision impressionnante des indications de rythmes, d'articulation et de dynamiques superposées. En suivant aussi les chiffres métronomiques, dont on a dit et redit sans preuves qu'ils étaient faux. Ainsi le « Scherzo », pris moins vite que d'habitude, acquiert-il un caractère aérien, plus ludique et détaché, tandis que l'« Adagio », battu avec davantage d'allant (soixante à la noire), cesse d'être cette sublime méditation suspendue, in-

saississable, pour devenir gracieux. Dans le premier mouvement et dans le finale, c'est plutôt le souci de mettre en valeur des détails gommés habituellement, de marier les timbres qui frappe. L'usage obligé de nombreux sons bouchés sur les cors naturels révèle des affinités avec les hautbois, les bassons et les cordes. Enfin, la franchise d'intonation des quatre voix solistes et du chœur, dont la qualité prime sur la quantité, confère à « L'Ode à la joie » un caractère aussi peu démagogique que possible.

Se référant à l'intérêt avoué de Beethoven pour ce qui s'oppose à la notion de beauté académique, le « pas-beau », qu'il a voulu introduire dans sa musique, Philippe Herreweghe s'attache aussi à faire ressortir l'irrégularité des carrures, ces groupes de mesures dont la succession peut s'assimiler au va-et-vient de la respiration. Les accidents qui contrarient la fluidité du discours seraient, selon lui, l'expression du refus d'adhérer à un ordre social qui tente de réduire l'individualisme au nom de la bienséance.

En ce sens, l'Orchestre des

Champs-Élysées, qui réunit des individualités fortes, souvent passionnées par la recherche instrumentale - comme cette étonnante timbalier qui n'hésite pas à changer de baguettes au cours d'un mouvement pour obtenir la sonorité idéale -, correspond à cette conception de Beethoven, aristocrate cultivé visant l'universel, d'avantage que génie plébéien à moitié illettré.

Si Philippe Herreweghe ne présente pas lui-même son approche comme une expérimentation, une perpétuelle remise en cause pour serrer de plus près la chair même d'une partition fascinante, on serait tenté de remarquer qu'il lui manque encore d'avoir dirigé la *Neuvième* depuis vingt ans pour transmettre sa propre vision décente. Mais c'est l'attitude expérimentale, dans toute sa verdeur, appliquée à un répertoire familier, qui fait le prix de l'entreprise et justifie qu'un disque en conserve d'ores et déjà la trace, à titre de témoignage et de point de repère. La sortie est prévue pour avril.

Gérard Condamine

Un rituel chinois déplacé à La Villette

MULIAN OU LA DESCENTE AUX ENFERS, opéra-rituel du XIX^e siècle, de style gaogiang, par la troupe de Chenne de la ville de Luxi, dans l'ouest du Hunan (Chine). Théâtre Paris-Villette, le 29 octobre, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e. M^e Porte-de-Pantin. Jusqu'au 7 novembre, mardi, jeudi, vendredi, à 21 heures ; mercredi et samedi, à 19 h 30 ; dimanche, à 16 heures. 95 F et 135 F.

Né dans les cours princières italiennes, au tournant des XVI^e et XVII^e siècles, l'opéra occidental divise le monde entre professionnels et amateurs : les premiers composent et interprètent ; les seconds écoutent et regardent. Certes, il arrive à ces derniers de chanter pour leur plaisir et parfois de monter des spectacles, mais l'on n'a jamais vu des groupes se former spontanément au coin d'une rue, dans un parc pour interpréter quelques grandes scènes de *Pelléas et Mélisande* de Debussy, de *l'Orfeo* de Monteverdi ou de *La Traviata* de Verdi. Et si notre opéra a pu devenir populaire dans certaines régions de l'Europe, c'est sous la forme passive de sa consommation.

Il en va tout autrement en Chine, où l'opéra, au sens générique du terme, est la fusion de plusieurs formes locales d'opéra qui n'ont été codifiées que bien après leur naissance. L'opéra y est un art sa-

vant qui plonge suffisamment loin ses racines dans le populaire pour qu'il fasse - pour combien de temps encore ? - partie intégrante de la vie des gens des villes et des campagnes. Interdit pendant la révolution culturelle, qui a su utiliser quelques-uns de ses éléments gestuels dans les grands ballets révolutionnaires, l'opéra aura perduré sous le manteau - il était chanté et parfois mimé lors de cérémonies funéraires.

Le Festival d'automne, à Paris, avait pour projet de présenter deux formes d'opéra chinois en faisant se succéder, à La Villette, la version intégrale du *Pavillon aux pivoines*, un opéra savant et littéraire monté par une troupe professionnelle de Shanghai, et *Mulian ou la Descente aux enfers*, un opéra rural joué par des amateurs venus d'une petite ville du Hunan. Censuré par les au-

torités chinoises, *Le Pavillon aux pivoines* n'est plus qu'un rêve inaccessible. Reste *Mulian*, un spectacle que nous estimons déplacé, dès lors qu'il n'est plus représenté dans son contexte culturel et social : par des amateurs issus d'une population pour laquelle ils se produisent. Spectacle et rite religieux tout à la fois, cette représentation, brinquebalante scéniquement et musicalement, est d'une grande précarité. Elle serait émouvante si elle était partagée avec les habitants du Hunan, qui ont su garder vivantes une tradition théâtrale et des croyances religieuses malgré les interdictions du gouvernement. A Paris, connue à Barcelone et à Bordeaux, où ce spectacle doit être représenté, *Mulian* perd tellement de sa saveur et de sa portée.

Alain Lompech

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Remarque : pour Paris pas cher, Paris Combien...
MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fixés ou relevables
SINUSFLEX - TREGA - EPICIA - SIMONS
DUNLOPILLO - BUTEX - PIRELLI - ST...
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Steker - Coulon - Divan - Sillon - Etc...
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
207 rue de la République 93100 La Courneuve
St. Jean 207 rue de la République 93100 La Courneuve
01.42.08.71.00 7j/7

Les 100 TECHNOLOGIES-CLES
Le CD-Rom éducatif
tout public de la rentrée
Pour que chacun puisse connaître et
étudier les technologies-clés
de l'an 2000.
[Réalisé en collaboration avec le Secrétariat
d'Etat à l'Industrie.]
Pour recevoir ce CD-Rom (PC),
adressez un chèque de 380 F (TTC) à
CYBEL - 9111 av. F. Roosevelt
78008 PARIS
e-mail : contact@cybel.fr
CYBEL
Catalogue CybelWorld : www.cybel.fr

SORTIR

Electronic-Acoustic Meeting
Derrière l'intitulé « Electronic-Acoustic Meeting », rencontre électro-acoustique, il y a quatre musiciens, quatre artistes, improvisateurs, compositeurs, habitués aux contextes les plus divers dans la musique européenne. Deux violonistes, Hans Burgener et Carlos Zingaro, seront la partie acoustique du projet ; le batteur Günter Müller et le joueur de clavier Richard Teitelbaum œuvreront dans l'électronique. On signalera au passage l'importance de l'Américain Teitelbaum, dans les musiques électroniques depuis plus de trente ans.
Instantes chavirées, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil.
M^e Robespierre. Le 31, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.
L'Algérie à Paris
La radio communautaire Beur FM hisse les couleurs de l'Algérie qui chante et danse au Zénith, pour une fête gigantesque où l'on entendra aussi bien des rythmes kabyles (Karima, Massa Bouchafa...) que des chants chaouis et sétifiens (Omar Staffi), des chants touaregs (Thissas), du chaabi (Nadia Benyoucef), du raï (Cheikha Rabia) et même du rap, avec le numéro un du genre à Alger, MBS.
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, 19^e. M^e Porte-de-Pantin. Le 1^{er} novembre, à 14 h 30. Tél. : 08-36-68-10-67. 180 F.
Geoffrey Oryema, Baaba Maal
Lequel des deux choisir ? Les amateurs de musiques africaines vont sans doute hésiter entre les ballades envoiées de l'Ougandais Geoffrey Oryema (au New Morning), que l'on n'a pas vu sur scène depuis un certain

temps et dont le nouveau disque, produit par Brian Eno, est prévu pour la rentrée, et le show luxuriant du charismatique sénégalais Baaba Maal (à La Cigale), qui, lui, vient tout juste de sortir le sien (chez Palm Pictures/Virgin).
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10^e.
M^e Château-d'Eau. Le 31, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F. La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Pigalle. Le 31, à 19 h 30. Tél. : 01-49-25-89-99. 132 F.
La Truite sur un plateau
(de scène)
La fine fleur des jeunes chambrières françaises, aux prises avec le 3^e Trio de Haydn et *La Truite* de Schubert, deux chefs-d'œuvre si souvent fréquentés qu'ils auront à cœur de faire oublier leurs plus illustres devanciers.
Jérôme Ducros (piano), Renaud Capuçon (violon), Laurent Venmeyer (alto), Jérôme Pernoo (violoncelle), Benjamin Berlioz (contrebasse).
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, 8^e.
M^e Alma-Marceau. Le 1^{er} novembre, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. 120 F.
Dominique Delouche
L'ensemble de l'œuvre de Dominique Delouche, un des principaux cinéastes de la danse classique en France, est projetée au cinéma le Grand Pavois jusqu'au 30 novembre. Au programme : *Le Spectre de la danse*, *Une étoile pour l'exemple*, *Yvette Chauviré*, *Les Cahiers retrouvés de Nina Vyroubova*, *Serge Peretti*, *Le Dernier Italien*, *Katia et Volodia*, *Comme les oiseaux*. Le Grand Pavois, 364, rue Lecourbe, 15^e. M^e Balard. Tél. : 01-45-54-46-35.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Amazones, crimes et botanique de Guy Ritchie (Grande-Bretagne, 1 h 46).
L'Éternité et un jour de Theo Angelopoulos (Grèce, 2 h 10).
L'Examen de minuit de Danièle Dubroux (France, 1 h 40).
Familia de Fernando Leon de Aranoa (Espagne, 1 h 40).
Hanuman de Fred Fougea (France-Inde, 1 h 30).
Le Prit Tony d'Alex Van Warmerdam (Pays-Bas, 1 h 35).
Par cœur de Benoit Jacquot (France, 1 h 15).
The Truman Show de Peter Weir (Etats-Unis, 1 h 43).
TROUVER SON FILM
Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISES

La Chevauchée de la vengeance de Budd Boetticher. Américain, 1959 (1 h 13).
Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).
Comanche Station de Bud Boetticher. Américain, 1960 (1 h 14).
Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).

ENTRETIENS IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Romans cirque tzigane mise en scène d'Alexandre Bouglione-Romans.
Chapiteau Romantisme, passage de La Tuille, 18^e. M^e Place-de-Clichy. Le 31, à 20 h 30 ; le 1^{er}, à 17 heures. Tél. : 01-43-87-16-38. 50 F et 100 F.
Guy Bedos
Théâtre de la Renaissance, 20, boulevard Saint-Martin, 10^e. M^e Strasbourg-Saint-Denis. Le 31, à 20 h 30 ; le 1^{er}, à 16 heures. Tél. : 01-42-08-18-50. De 60 F à 180 F.
Etienne M'Baggé et Mario Canonge Quartet
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 1^{er}. M^e Châtelet. Le 31, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
David Lyns, Diederick Wissels Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, 1^{er}.

M^e Châtelet. Le 31 et le 1^{er}, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
Pierre Barouh
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, 1^{er}. M^e Bastille. Le 31, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-57-59. 100 F.
René Joly
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, 2^e. M^e Sentier. Le 31, à 22 heures. 01-42-36-37-27. De 70 F à 90 F.
Marie-France
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, 2^e. M^e Sentier. Le 31, à 22 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. 60 F.
Michel Bühler
Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, 3^e. M^e Saint-Paul. Le 31, à 20 h 30. Tél. : 01-42-71-38-38. Entrée libre.
Kari Volland
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, 9^e. M^e Pigalle. Le 31, à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-77-66. 90 F.
Mangu
Le Plan, rue Ruy-Gallagher, 91 Ruy-Orang. Le 31, à 20 h 30. Tél. : 01-69-43-03-03. De 50 F à 90 F.

ANNULATIONS

Ray Lema
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8^e. Le 2 novembre, à 20 h 30. Tél. : 01-45-61-53-00. De 90 F à 250 F.
Diana Krall
En raison de problèmes techniques, Diana Krall annule le concert qu'elle devait donner dimanche 8 novembre au Théâtre des Bouffes du Nord. La pianiste et chanteuse canadienne maintient en revanche la représentation du 9 novembre.
Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, 10^e. Tél. : 01-46-07-34-50.

RESERVATIONS

Cesaria Evora
Casino de Paris, 16, rue de Clichy, 9^e. Du 23 au 25 novembre, à 20 h 30. Tél. : 01-49-95-99-99. 211 F.
Iphigénie aux Tauris
de Goethe, mise en scène de Klaus Michael Gröber.
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Du 14 au 18 novembre. Tél. : 01-41-60-72-72.

DERNIERS JOURS

2 novembre :
Sophie Calle
Centre national de la photographie. Hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berriey, 8^e. Tél. : 01-53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. 30 F.

SPECTACLES

Réservez vos places
de concerts, spectacles,
théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

مركز من الأصغر

Un court-circuit aurait provoqué l'incendie meurtrier de Suède

L'HYPOTHÈSE d'un acte criminel semblait écartée par les enquêteurs suédois après l'incendie d'un local à Göteborg (Sud-Ouest), qui a fait soixante morts et quelque cent soixante-dix blessés dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 octobre (Le Monde du 31 octobre), selon un dernier bilan. Des témoignages concordants de rescapés laissent entendre que le feu s'est déclenché de manière accidentelle au premier étage du bâtiment, transformé ce soir-là en discothèque pour célébrer Halloween entre jeunes immigrés.

L'incendie pourrait avoir été provoqué par un court-circuit électrique et avoir gagné en intensité à cause de l'appel d'air créé par l'ouverture des fenêtres par des jeunes tentant de fuir. L'issue de secours est restée bloquée pour une raison encore inconnue. L'enquête technique pourrait prendre plusieurs jours. Répondant aux normes de sécurité lors de sa dernière inspection en avril 1997, le local était autorisé à accueillir cent cinquante personnes. Or ils étaient près de quatre cents, jeudi soir, apparemment par ignorance de la réglementation ou par négligence.

Le local était loué comme lieu de détente par une association de Macédoniens, qui l'avait elle-même sous-loué, pour la fête, à des personnes privées d'origine turque. Seuls dix-huit corps avaient été identifiés samedi matin. Un office religieux s'est tenu, vendredi soir, dans la cathédrale de Göteborg en mémoire des victimes du plus grave incendie de l'histoire de la Suède moderne. Sous le choc, la population se demande désormais comment un tel drame a pu survenir dans un pays réputé si sûr. (Corresp.)

Le conflit entre la presse algérienne et le pouvoir s'enlise

Sept quotidiens poursuivent leur grève dans une relative indifférence

AUCUNE SOLUTION ne semble en vue dans l'affrontement qui oppose le régime algérien à une grande partie de la presse francophone - un conflit qui est entré le 31 octobre dans sa troisième semaine. Depuis quinze jours, sept quotidiens privés ne sont plus dans les kiosques, pour protester contre un ultimatum des imprimeries d'Etat enjoignant à quatre d'entre eux de payer leurs dettes, sous peine de voir leur impression suspendue sine die.

L'enlèvement du conflit semble montrer que la lutte des clans au sein du pouvoir - qui, personne n'en doute à Alger, est la véritable origine de l'affaire - ne trouve pas d'issue. Sauf peut-être sur un point : faire taire une presse dans laquelle les diverses factions avaient commencé à régler leurs comptes à l'approche de l'élection présidentielle anticipée prévue pour février 1999. Ce scrutin est présenté comme décisif pour l'avenir du pays, mais aucun candidat de consensus n'émerge dans la classe dirigeante. Un des principaux opposants (non islamiste) au régime explique ainsi en privé que « la suspension de la presse est une

réaction de survie du système. Tous les clans en compétition vont essayer de trouver, sinon un consensus sur l'homme qui remplacera le président Zeroual, du moins un modus vivendi pour arrêter les frais en matière de déballage ». Directeur d'El Watan, un des plus influents quotidiens qui a cessé de paraître, Omar Belhouichet a jugé, de son côté, qu'existe « une entente des clans pour arrêter les journaux privés indépendants ».

BRAS DE FER INÉGAL

L'exacerbation des luttes des clans, par voie de presse, a d'abord poussé le président Zeroual à présenter, le 11 septembre, son départ anticipé. Elle a ensuite coûté leur poste à deux ministres, dont le puissant conseiller du président, Mohamed Betchine, et a commencé ainsi à faire vaciller l'édifice du pouvoir. Deux institutions, la présidence et l'armée - véritable colonne vertébrale du régime - étaient en effet mises en cause. La campagne de presse était principalement dirigée contre l'« affairisme » du général Betchine : en s'assurant le contrôle du parti présidentiel, le Rassemblement national démocratique

(RND), le général Betchine se posait en « faiseur de roi » pour l'élection de février.

Inspirée, selon la rumeur algéroise, par le clan du général retraité Khaled Nezzar, ancien ministre de la défense et « tombeur » du président Chadli, les « révélations » sur le général Betchine ont atteint, voire dépassé, leur objectif : celui-ci a dû démissionner et l'ensemble du régime a été ébloué. La « grève-suspension » de la presse, qui s'est transformée en « trêve » au sein du régime, risque donc de durer jusqu'à un arrangement entre les clans.

Certains journaux, en grève de solidarité mais dont la santé financière est plus fragile, s'insistent. La mobilisation de l'opposition est faible. Elle ne semble pas inquiéter un pouvoir qui attend des déflections dans ce bras de fer inégal. Des partis, comme le Front des forces socialistes (à dominante berbère, membre de l'Internationale socialiste) et le Parti des travailleurs (trotskiste), ont reproché aux titres en grève d'oublier que des publications qui ne partagent pas leur ligne éditoriale « éradiatrice » - comme La Nation - ont déjà été victimes d'attaques aux libertés, sans que les journaux aujourd'hui concernés ne s'en émeuvent.

Les élites francophones se rabattent sur la quinzaine de petits journaux privés et gouvernementaux encore disponibles. Et si l'on excepte une manifestation, jeudi, de quelque trois mille personnes à Tizi Ouzou, en Kabylie, fief des partis de l'opposition, le reste de la population algérienne semble indifférente au conflit.

Service International

Le compositeur Paul Misraki est mort

LE COMPOSITEUR Paul Misraki est mort à son domicile parisien dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 octobre, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans. Né le 28 janvier 1908 à Constantinople, il a consacré sa vie à la composition de chansons, musiques de films et musiques de scène. Arrangeur et pianiste de l'orchestre de Ray Ventura, il est devenu populaire dès les années 30 en écrivant de nombreux succès, le plus célèbre étant *Tout va très bien, madame la marquise*, composé en 1934. Au cinéma, il a collaboré avec les plus grands metteurs en scène - Jacques Becker, Orson Welles, Jean Delannoy, Luis Buñuel, Jean-Pierre Melville, Claude Chabrol ou Jean-Luc Godard. En marge de son activité musicale, Paul Misraki a publié plusieurs ouvrages, dont le plus surprenant fut *Les Chemins de l'être* (Albin Michel, 1965), essai qui mettait en pages ses conversations avec Vercors.

La grève continue à la Bibliothèque nationale de France

LES GRÉVISTES de la Bibliothèque nationale de France (BNF) ont décidé à une forte majorité, vendredi 30 octobre, en assemblée générale, de continuer leur mouvement au moins jusqu'au mardi 3 novembre au matin. « La BNF sera fermée jusqu'à lundi inclus, la direction ayant fait fermer l'établissement samedi pour cause de maintenance technique », ont-ils précisé, ajoutant que « depuis vingt-quatre heures, l'intersyndicale tente en vain de prendre rendez-vous avec le ministre de la culture, Catherine Trautmann, le ministre du budget et Matignon ». Par ailleurs, l'intersyndicale s'est élevée contre une lettre envoyée aux personnels par le président de l'établissement, Jean-Pierre Angremy, demandant aux personnels de « reprendre le travail le lundi 2 novembre » afin de réouvrir les salles destinées aux chercheurs, mais de n'ouvrir les salles destinées au public que le 6 novembre. L'intersyndicale, qui bloque les accès de la BNF depuis le 20 octobre, tient ce courrier pour un « avertissement de gendarme ».

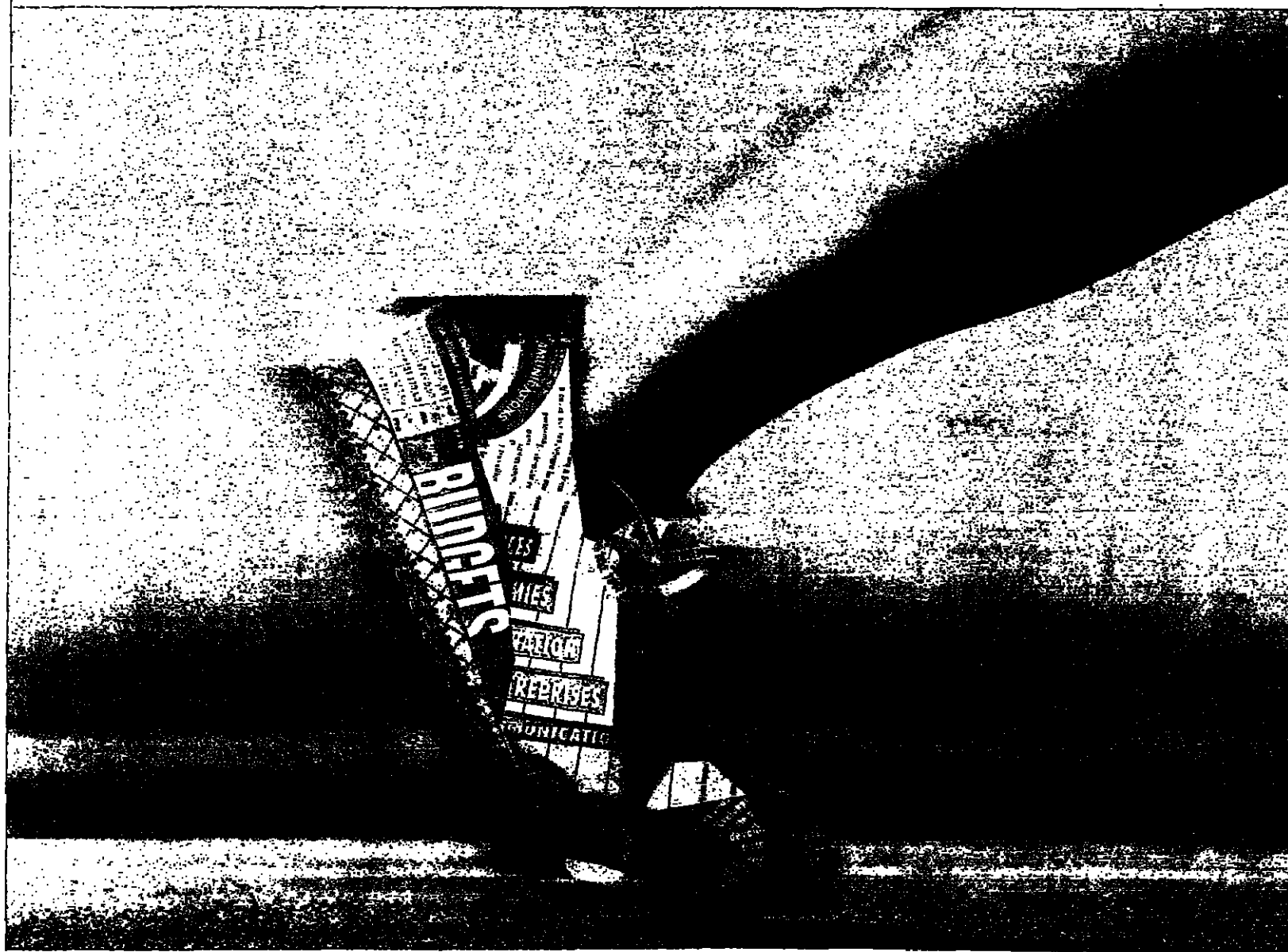
DÉPÊCHES

■ **HONGKONG.** L'ex-porte-parole du gouvernement chinois Yuan Mu, qui avait affirmé que la répression des manifestations de la place Tiananmen, le 4 juin 1989, n'avait fait aucune victime parmi les étudiants contestataires, mais seulement parmi les soldats, s'est donné la mort, mardi 27 octobre, a rapporté, samedi 31 octobre, le quotidien de Hongkong *Daily News*. M. Yuan, soixante-dix ans, s'est suicidé parce qu'il désapprouvait la situation actuelle en Chine et qu'il pensait que la rigoureuse orthodoxie communiste n'avait plus cours désormais, poursuit le journal. (AFP)

■ **FOOTBALL.** Le tribunal de district de Mellen (Suisse) a interdit la diffusion du livre *Wie das Spiel verloren ging* (Comment le match a été perdu), version allemande de l'ouvrage de l'auteur anglais David A. Yallop. Ce livre comprend des accusations de corruption à l'encontre de Joseph Blatter, le président de la Fédération internationale de football (FIFA). L'auteur y évoque des pots-de-vin et des « achats » de voix en relation avec l'élection de M. Blatter, qui est de nationalité suisse, à la présidence de la FIFA au mois de juin.

Tirage du Monde daté samedi 31 octobre : 487 656 exemplaires.

Améliorez votre performance avec la nouvelle gamme d'imprimantes couleur HP.



Gagner en affaire, c'est comme gagner une course : il est plus facile de rester en tête quand on part avec une longueur d'avance.

Alors pourquoi vous priver de la nouvelle HP Color LaserJet 8500, aussi puissante et rapide qu'une jambe d'athlète ? Ou bien de la nouvelle HP Color LaserJet 4500 : une qualité étonnante à un prix particulièrement compétitif. Enfin, il y a la nouvelle imprimante professionnelle HP 2000. Une imprimante jet d'encre qui laisse toutes les autres loin derrière. Des documents pleine page couleur, parfaits et prêts avant même que vous n'ayez le temps de dire "A vos marques", "Partez".

Les performances parlent d'elles-mêmes : En effet, une compagnie d'assurance a réduit de moitié ses recouvrements de créances, uniquement en imprimant ses factures en rouge. Vous voyez ? Personne ne peut ignorer l'efficacité des documents couleur.

Et grâce à HP, vous n'aurez plus grand chose à faire. Nous avons fait tomber les obstacles qui se trouvaient sur votre chemin.

Pour plus d'information, consultez notre site : www.france.hp.com

Imprimantes HP. Exprimez-vous.



*HP. Et tout devient possible

مكتبة من الكتب

L'arche de Pernoud

GÉORGES PER-
NOD est
homme à part
la barre, depuis
vingt-trois ans
de « Thalassie »,
le « magazine
la mer », et

s'écarter
 est tout
 ce qu'il y a
 de plus terrestre
 car la mer n'est
 qu'un vecteur

2 Le Monde ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia **Dimanche 1^{er} - Lundi 2 novembre 1998**

CHRONIQUE

Charles Millon contre
le docteur Münch

docteur SS d'Auschwitz pur qui Auschwitz *est le stigme l'en de particulier* », est intervenu à la radio par Daniel Mermet (sur France-Inter, à 17 heures). On sent compaître pas Milton et Munich. Ils sont sans commune mesure. N'ont aucun rapport. N'inspirent pas le même dégoût. Ne renvoient à nul crime partagé. N'ont rien à faire ensemble. N'ont pas le même sens. NI dans la même phrase ni dans la même syntaxe. On ne gagerait rien à dire contre le contraire. Au contraire.

Le génialisme de Marnet, c'est Franco-
s'entretiens enfin à lui. Son ego gonfle les
joues. La radio, elle, prend son temps,
comme le feu, pose les questions, reste po-
sée (parce que c'est Marnet).

[illegible]

Est-ce à dire que Mermat ne se soucia pas de son public ? Non ! Il le traite en son auditoire adéquat, il lui fait confiance, il ne se demande jamais si ce qu'il fait, est assez gros pour lui, il fait de son mieux, il a une équipe qui tourne comme un or, chante de jolis airs chez Mlles Davy, il s'efforce de jurer même un certain ton, politique à l'ou vertu, un ton de sermoneur, un ton qui laisse parler les misérables, les puissants, les pauvres, les riches, les indigents, les gentils, les crétins, un ton tout somme clair. C'est tout.

À cet égard, la têtè part courue et ses effeirs
Immenses, la têtè fait choc, évanescence,
drame immédiat. Quel qu'elle fasse, la
têtè (on parle des gros bidules) roule en
4 x 4, vous voyez, ces gros oligodons chro-
més de province à Paris. Meisme, lui, a
son solex, tous les jours, quand personnel-
l'écoute (on le dit pour conjurer), c'est
l'image du possible. Ce n'est ni plus vrai,
plus intelligent, ni plus moral, ni plus

La télé presse,
provoque
(parce que)
c'est la télé,
la radio, elle
prend son temps,
calme le feu,
reste posée
(parce que)
c'est Meirnet

chéri par là (non) l'air croûte qui les
Mémé, puis l'air, puis malin, puis
juste que les autres, que nous, quand mêm
d'Auschwitz, qui ne répète rien
Mémé, et le dernier instituteur de cam
pagné. Et là, la tête à terre.

Vous ne pouvez rien, chuchotent les
détecteurs. Mais qu'à-on à prouver
— Vous prétendez que Mémé fait
l'France-Colon sur France-Inet ? Oui.
non, mais du France-Colon à l'avant. — Alors
val le virez. — C'est bien dommage :
toutes les émissions de radio du mon
« J'ai les y's y's » se celle où l'on en
bientend les plus beaux bruits, les plus
brillants mugissements, les plus beaux ri
— Mais de plus. — Comme vous vou
Milton à "air ray". On se remémore sou
sonde une sayette tout à fait le de
l'ère (il compte) au million n'était dé
l'air (il compte) un petit, un univer
l'air (il compte) obtint un prix littéraire

Ce qui d'ailleurs valait mieux, étonnément préféré qu'il parût de se réveiller ? Certains le croient, qu'il se réveille, les rayons, montrant un bout de nez, à mes épaules, enroulant un bras autour de son "Pindride", s'effaçait avec ce qu'il peut, la tête du soldat, le retournement de l'expression télévisuelle, catégoriquement, pour montrer Million en ténésien, à distance. Au fond, donc, malheureusement peu vaillant. Mais Million n'est pas un monstre. Mieux non plus, l'époque, ces expériences, tout ça. Un retour de travail, des expériences, tout ça. Un retour de travail. Sans plus. Ce que Mermel, lui, donne à entendre. Comme ça, à radio.

Cartes et atlas

Sur le Earth and Moon Viewer, la totalité de la surface terrestre apparaît en temps réel, avec la robe de la nuit solaire recouvrant une partie de la planète.

On trouve également, et de plus en plus, des cartes postales thématiques, qui traitent de sujets précis : la géographie, l'histoire, la culture, la science, etc. Ces cartes postales sont souvent très belles, et elles peuvent être utilisées pour illustrer des présentations ou des publications. Elles sont également très utiles pour les enseignants, qui peuvent les utiliser pour illustrer des leçons ou des cours.

Sur le site de l'université du Texas, la carte du Kosovo a été mise à jour en juin. Ci-dessus, un extrait de cette carte.

continent, on trouve également sur le Web toute des atlas en ligne qui fournissent avec chaque carte des renseignements généraux : superficie, nombre d'habitants, densité, régime politique, indicateurs économiques, etc.

Moltissimi Certificati sono stati emessi

La circolazione di un principio innovativo

quelles, urbain, oisevi, etc. Ainsi l'Atlas géographique mondial, un site personnel remarquable dont les cartes sont extraites de l'Atlas électronique Creative Wonders, avec l'autorisation de son éditeur, The Learning Company, l'Atlas de Graphic Maps, assez complet et simple d'utilisation, possède également des cartes et des fiches intéressantes, en anglais uniquement. Enfin, le site du célèbre *Quid* s'avère une véritable mine d'or.

Les atlas sur CD-ROM ont également des sites de consultation à pour servir le Web, qui servent à donner des informations complémentaires. Ainsi, à partir de la carte de la France, on peut accéder à des informations sur les départements (géographie, démographie, politique, économie, santé, culture, éducation, etc.). On peut accéder jusqu'à dix pays différents en un même tableau.

Sur le site d'Arte, des images de l'émission « Les Dessous des cartes »

Un pays de l'Atlas Encarta de Microsoft, on peut d'un simple clic accéder à une page Web contenant les adresses de sites permettant de mieux découvrir le pays. - *V. M.*

tections, semaine par semaine, il y a des indices dans ou des zones d'indices très faibles : le mode de navigation oblige à parcourir les archives à l'envers, comme si on était en train de lire un livre.

www.lib.uic.edu/ibis/PCL/Map_collection
jds Map Library
www-map.lib.umn.edu/map-libraries.html
a.kitapreda Online : www.atlapedia.com/index.html
Booleian Library (Oxford)
www.booleian.ox.ac.uk/mj/
Online Maps:

Le site **Hadriette Encyclopédies** propose, quant à lui, des petits dossiers sur l'actualité géopolitique internationale : le Kosovo, la Yougoslavie ou l'Algérie, mais sont revus chaque jour en fonction des événements.

[illegible]

L'Actualité

Actualité Multimédia

- Les États en chiffres : www.eifer.org/divers/villate/
- L'INSEE : www.insee.fr/
- L'INED : www.ined.fr/
- Les statistiques dans Internet : www.kyaxar.fr/~lacy/

sur France Info
samedis dans "Multimédia"
dinaucibles dans "Info-Net"

■ **Le Monde diplomatique :**
www.monde-diplomatique.fr
■ **Arté :** www.arte-tv.com/index_f.html
■ **Haechette Encyclopédies :**
www.encyclopedies.haechette-
livre.fr/cgi-bin/home

FRANCE
info
105.5

Dimanche 1^{er} - Lundi 2 novembre

1998 • Television ■ Radio ▼ Multimedie **Le Monde** 33

f
 c
 c
 F
 d
 F
 d
 n
 d
 f
 f
 G
 le
 r
 e
 n

100

[illegible][illegible]

١٢٣٤٥٦٧٨٩١٠١١١٢١٣١٤١٥١٦١٧١٨١٩٢٠٢١٢٢٢٣٢٤٢٥٢٦٢٧٢٨٢٩٣٠٣١٣٢٣٣٣٤٣٥٣٦٣٧٣٨٣٩٤٠٤١٤٢٤٣٤٤٤٥٤٦٤٧٤٨٤٩٥٠٥١٥٢٥٣٥٤٥٥٥٦٥٧٥٨٥٩٦٠٦١٦٢٦٣٦٤٦٥٦٦٦٧٦٨٦٩٧٠٧١٧٢٧٣٧٤٧٥٧٦٧٧٧٨٧٩٨٠٨١٨٢٨٣٨٤٨٥٨٦٨٧٨٨٨٩٩٠٩١٩٢٩٣٩٤٩٥٩٦٩٧٩٨٩٩١٠١١١٢١٣١٤١٥١٦١٧١٨١٩٢٠٢١٢٢٢٣٢٤٢٥٢٦٢٧٢٨٢٩٣٠٣١٣٢٣٣٣٤٣٥٣٦٣٧٣٨٣٩٤٠٤١٤٢٤٣٤٤٤٥٤٦٤٧٤٨٤٩٥٠٥١٥٢٥٣٥٤٥٥٥٦٥٧٥٨٥٩٦٠٦١٦٢٦٣٦٤٦٥٦٦٦٧٦٨٦٩٧٠٧١٧٢٧٣٧٤٧٥٧٦٧٧٧٨٧٩٨٠٨١٨٢٨٣٨٤٨٥٨٦٨٧٨٨٨٩٩٠٩١٩٢٩٣٩٤٩٥٩٦٩٧٩٨٩٩

M6

5.55 et 8.05, 9.35, 10.05,
11.05, 16.30 Bd des clips
8.00 et 9.00, 10.00, 11.00,
11.50 M 6 express.
9.05 M 6 boutique.
11.20 Papa Schultz.
Série. Le perceur

12.00 Ma sorcière bien-aimée, série, Jean-Pierre Vanilleux.

12.35 Docteur Quinn, femme médecin, série, La templette.

13.35 Serfat pour un tiliamant téléfilm, Kevin Connolly.

Avec Brian Dennehy. (115 min). 080799

Un guide bourru escorte une femme docteur à travers la

15.30 Les Routes du paradis.
Série. Guerre ou paix.
17.20 M. G. KId.
Enigma : Le Monde fou
de Tex Avery.
18.00 Highlander. Série.
Terminé à charge.
19.00 FX, effets spéciaux,
la série. Série. Dingo.
19.54 Le Six Minutes.
20.10 Noces bolle. Chant.

20.50
E=M 6
DÉCOUVERTE
Les secrets du Pacifique.
Présenté par Caroline Avon.

20.10 Nous contre l'ennemi.
Série. Leçon d'aviation.
20.35 La Famille Touvablen.
20.40 E=M 6 découverte.
Magazine. Les huîtres
perlières de Polynésie.

(115 min).
Des archipels de la Polynésie française à l'île de Riquas en passant par Honi, à la découverte de lieux paradisiaques.

L'entraînement.
Épreuve test.
Séle. Avec John Tenney (105 min).
Recommandée pour une mission sous couverture par le sergent Donouan, Kersey est nommé inspecteur. Sa première journée dans ses nouvelles fonctions va lui permettre de s'affirmer dans ses rapports avec ses collègues masculins, fortement marqués.

0.30 Capital.
Magazine. Les Joliss
de l'extrême (rediff.).

2.15 Culture pub (rediff.), 2.40 Fan de
(rediff.), 3.05 Péquignier. Patrick
Bret. 3.35 Tai Motel. Concert. 3.50
Protection privée (rediff., 30 min).

ek-ənd

heures.

7,15 Trait d'union
 7,25 La Semaine
 7,40 T
 7,60 Feux croisés
 7,80 Chronique
 7,95 L'as-tu lu mon
 8,10 Philo... l'aine,
 8,25
 8,40
 8,55
 8,70
 8,85
 9,00
 9,15
 9,30
 9,45
 9,60
 9,75
 9,90
 10,05
 10,20
 10,35
 10,50
 10,65
 10,80
 10,95
 11,10
 11,25
 11,40
 11,55
 12,10
 12,25
 12,40
 12,55
 13,10
 13,25
 13,40
 13,55
 14,10
 14,25
 14,40
 14,55
 15,10
 15,25
 15,40
 15,55
 16,10
 16,25
 16,40
 16,55
 17,10
 17,25
 17,40
 17,55
 18,10
 18,25
 18,40
 18,55
 19,10
 19,25
 19,40
 19,55
 20,10
 20,25
 20,40
 20,55
 21,10
 21,25
 21,40
 21,55
 22,10
 22,25
 22,40
 22,55
 23,10
 23,25
 23,40
 23,55
 24,10
 24,25
 24,40
 24,55
 25,10
 25,25
 25,40
 25,55
 26,10
 26,25
 26,40
 26,55
 27,10
 27,25
 27,40
 27,55
 28,10
 28,25
 28,40
 28,55
 29,10
 29,25
 29,40
 29,55
 30,10
 30,25
 30,40
 30,55
 31,10
 31,25
 31,40
 31,55
 32,10
 32,25
 32,40
 32,55
 33,10
 33,25
 33,40
 33,55
 34,10
 34,25
 34,40
 34,55
 35,10
 35,25
 35,40
 35,55
 36,10
 36,25
 36,40
 36,55
 37,10
 37,25
 37,40
 37,55
 38,10
 38,25
 38,40
 38,55
 39,10
 39,25
 39,40
 39,55
 40,10
 40,25
 40,40
 40,55
 41,10
 41,25
 41,40
 41,55
 42,10
 42,25
 42,40
 42,55
 43,10
 43,25
 43,40
 43,55
 44,10
 44,25
 44,40
 44,55
 45,10
 45,25
 45,40
 45,55
 46,10
 46,25
 46,40
 46,55
 47,10
 47,25
 47,40
 47,55
 48,10
 48,25
 48,40
 48,55
 49,10
 49,25
 49,40
 49,55
 50,10
 50,25
 50,40
 50,55
 51,10
 51,25
 51,40
 51,55
 52,10
 52,25
 52,40
 52,55
 53,10
 53,25
 53,40
 53,55
 54,10
 54,25
 54,40
 54,55
 55,10
 55,25
 55,40
 55,55
 56,10
 56,25
 56,40
 56,55
 57,10
 57,25
 57,40
 57,55
 58,10
 58,25
 58,40
 58,55
 59,10
 59,25
 59,40
 59,55
 60,10
 60,25
 60,40
 60,55
 61,10
 61,25
 61,40
 61,55
 62,10
 62,25
 62,40
 62,55
 63,10
 63,25
 63,40
 63,55
 64,10
 64,25
 64,40
 64,55
 65,10
 65,25
 65,40
 65,55
 66,10
 66,25
 66,40
 66,55
 67,10
 67,25
 67,40
 67,55
 68,10
 68,25
 68,40
 68,55
 69,10
 69,25
 69,40
 69,55
 70,10
 70,25
 70,40
 70,55
 71,10
 71,25
 71,40
 71,55
 72,10
 72,25
 72,40
 72,55
 73,10
 73,25
 73,40
 73,55
 74,10
 74,25
 74,40
 74,55
 75,10
 75,25
 75,40
 75,55
 76,10
 76,25
 76,40
 76,55
 77,10
 77,25
 77,40
 77,55
 78,10
 78,25
 78,40
 78,55
 79,10
 79,25
 79,40
 79,55
 80,10
 80,25
 80,40
 80,55
 81,10
 81,25
 81,40
 81,55
 82,10
 82,25
 82,40
 82,55
 83,10
 83,25
 83,40
 83,55
 84,10
 84,25
 84,40
 84,55
 85,10
 85,25
 85,40
 85,55
 86,10
 86,25
 86,40
 86,55
 87,10
 87,25
 87,40
 87,55
 88,10
 88,25
 88,40
 88,55
 89,10
 89,25
 89,40
 89,55
 90,10
 90,25
 90,40
 90,55
 91,10
 91,25
 91,40
 91,55
 92,10
 92,25
 92,40
 92,55
 93,10
 93,25
 93,40
 93,55
 94,10
 94,25
 94,40
 94,55
 95,10
 95,25
 95,40
 95,55
 96,10
 96,25
 96,40
 96,55
 97,10
 97,25
 97,40
 97,55
 98,10
 98,25
 98,40
 98,55
 99,10
 99,25
 99,40
 99,55
 100,10
 100,25
 100,40
 100,55
 101,10
 101,25
 101,40
 101,55
 102,10
 102,25
 102,40
 102,55
 103,10
 103,25
 103,40
 103,55
 104,10
 104,25
 104,40
 104,55
 105,10
 105,25
 105,40
 105,55

Marie-Laure Veyssière, 15,30 Le Pont des
d'Angélique Bonaldi, 15,30 Les
pas dramatique et
19,20 Revue de
rance, c'est en
rthie Mercet): L
Europe. 20
reuil jullan, Je
1940: La
roi des Belges L

novembre 1998

1
1
1
1
1
1

23.07 Transversales.

1.00 Les Nuits de France - Musique

Radio-Classique

1400 **Portail.**
Ours Kemper,
cité d'Orchestre.

1630 **CONCERT.**
Baskakov, piano, Stradivari.
Ensemble de 25, violoncelle
Thérèse du Châtelet, Paris
770 61 544, du Mozart : 770
61 58 67, de
Schubert : 770 61 58 67.

1800 **Sinfonia.**
Hubert Bernard,
Liszt, Chopin, Debussy.

2000 **Scotch, Irlande**
L'éditeur, qui a publié, en 1995, *Le Chemin de l'Orgasme* et *Le Conforter philharmonique*, revient avec *Le Roman de l'orgasme*.
Gallmeister (Ella),
Fischer-Dieskau (Friedrich),
Ludwig (Gottfried), Paris (Le belvédère), 1 volume, 160
pages, 1999, 190 francs.

2001 **Scotch, Irlande**
C'est la suite de *Le Roman de l'orgasme*, paru en 1999. L'éditeur, qui a publié, en 1995, *Le Chemin de l'Orgasme* et *Le Conforter philharmonique*, revient avec *Le Roman de l'orgasme*.
Gallmeister (Ella),
Fischer-Dieskau (Friedrich),
Ludwig (Gottfried), Paris (Le belvédère), 1 volume, 160
pages, 1999, 190 francs.

dimanche
Informations : Journeux à 6.00, 6.30, 7.00, 7.30, 8.00, 9.00, 10.00, 13.00, 19.00, 22.30, 0.00 et flashs toutes les heures.
5.00 **Dimanche matin** (Brighton)
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Journal of Interpersonal Violence, 2006, Vol. 21, No. 9, pp. 1178-1190
DOI: 10.1177/0886260506286900
© 2006 Sage Publications
10.1177/0886260506286900
<http://jiv.sagepub.com>

[illegible]

1998 ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia

**I
f
c
c
c
E
E
E
n
d
n
n
G**



Joachim

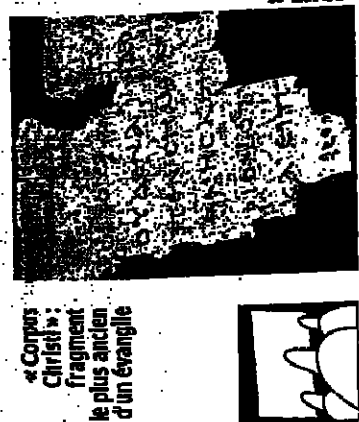
-11-

malgache

Radio

scopie

« Corps Christi » : le plus ancien fragment d'un évangile



Une sélection de documentaires

Histoire

CORPUS CHRISTI

Gérard Mordillat et Jeanne Prieur

Cette œuvre quasi paléochrétienne, datant du II^e siècle, est le plus ancien fragment d'un évangile.

Un impact incroyable

lorsqu'elle fut découverte, en 1908, par un missionnaire français, elle fut considérée comme un document d'importance capitale.

En 1908, sur la

Claquière et Arc. Qui des

Ramona ou des Juifs a-t-il

critiqué Jésus ? Le Christ est-il

un homme ou un dieu ? Les

prêtres ? Pilate ou le roi des

bourreaux de Jésus ou son

avocat ? Faisant défilé les

plus grands enseignes du

monde, les évangiles, les

histoires, archéologiques,

historiens, juifs ou chrétiens,

Gérard Mordillat et Jeanne

Prieur se sont livrés à une

mise en doute des textes

pour en faire une œuvre

de l'histoire et de l'actualité.

(En particulier celui de Jean)

pour le malin bouclican. En

raisonnant à l'aune d'une

instruction à l'usage de nos

autres ont voulu montrer

l'origine de l'antichristisme

chrétien, une thèse qu'ils ont

mise en scène avec le plus

de talent et de conviction.

22 heures, samedi 7 à 13 h 30

et 0 heure, dimanche 8 à

11 h 30 et 19 h 30, lundi 9 à 10

et 18 heures, mardi 10 à

18 heures, mercredi 11 à

18 heures, jeudi 12 à 18

heures, vendredi 13 à 18

heures, samedi 14 à 18

heures, dimanche 15 à 18

heures, lundi 16 à 18

heures, mardi 17 à 18

heures, mercredi 18 à 18

heures, jeudi 19 à 18

heures, vendredi 20 à 18

heures, samedi 21 à 18

heures, dimanche 22 à 18

heures, lundi 23 à 18

heures, mardi 24 à 18

heures, mercredi 25 à 18

heures, jeudi 26 à 18

heures, vendredi 27 à 18

heures, samedi 28 à 18

heures, dimanche 29 à 18

heures, lundi 30 à 18

heures, mardi 31 à 18

heures, mercredi 1 à 18

heures, jeudi 2 à 18

heures, vendredi 3 à 18

heures, samedi 4 à 18

heures, dimanche 5 à 18

Planète

DE NUREMBERG

À NUREMBERG

Prédicte, Noël 1997, 21 à 23 min.

Rediffusion du monumental

travail conçu par Frédéric

Basile pour révéler les

mémoires de la ville de

Nuremberg. Deux ans de

montage ont permis de

réaliser un film d'exception

qui raconte l'histoire de

la ville de Nuremberg

de 1933 à 1945, de

l'implication de la ville

de Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Nuremberg à

Nuremberg, de

Portraits

D'ALAIN CAVALIER

Alain Cavalier (1997, 10 min).

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Les Dangers

DE LA MER

Alain Cavalier (1997, 10 min).

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Un portrait de l'artiste

et de son œuvre.

Canal +

En clair jusqu'à 9 h 00.

6,59 et 12,20, 1,04 P.M.

7,00 et 12,20, 8,55, 18,25

Flash Infos.

7,05 ABC News.

7,25 et 13,30

Le Journal de l'Empire.

7,30 Téléhebdo.

Nettoyage du bus.

7,55 TV + Magazine.

9,00 Le Patient anglais.

Film: Anthony Minghella

(1996, 155 min).

Documentaire

Documentaire

TF1

5.55 Les Amnésies. Séries.
L'impossible retour.
6.20 Le Miracle de l'annuité.
Série. Météo.
6.45 Journal. Météo.
6.55 TF1 Jeunesse :
Sélections des Toons.
Planète animaux.
Téléfilm : Oliver Twist :
Dino Junior.
8.20 et 9.03 Météo.
8.30 Télé shopping.
Magazine.
9.05 La Météo.
de la famille. Séries.
9.45 La Telle des images.
Téléfilm. Henri Heiman.
Avec Isabella Otero.
Robin Renard.
(12) (10 min). 188987
11.35 Une famille en ex. jeu.
12.10 Cuisinez comme
un grand chef.
Magazine.
12.15 Le Juste Prix. jeu.
12.30 A vrai dire. Magasin.
Les betes.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Les Feux de l'annuité.
Faulstich.
14.45 Attraction. Séries.
Un chien fougeux.
15.40 La loi est la loi. Séries.
Dans le cadre de la nuit.
16.35 Sunset Beach. Séries.
17.35 Beverly Hills. Séries.
La froyeur de sa vie.
18.30 Exclatif. Magazine.
19.05 Le Bigli. jeu.
19.30 Journal. Météo.
20.00

France 2

5.45 La Chance
aux champions (rediff.).
6.30 Téléshopping. Magazine.
8.30 et 19.45 Euro.
8.35 Annuairement. Vite.
Feuilleton.
9.05 Amour, gloire
et venant.
Feuilleton.
9.30 Tout un programme.
Magasin.
10.35 Flash.
d'information.
11.00 Météo. jeu.
11.30 et 15.30 Les 2 amours.
12.10 et 12.30. 22.55
12.10 Les 30 jours.
12.15 Les 30 jours.
12.20 Les 30 jours.
12.25 Les 30 jours.
13.00 Journal. Point rouge.
13.35 Derrick. Séries. Crouzet.
14.35 Soto. Séries.
15.55 La Chance.
aux champions. (30).
16.30 Des chiffres.
et des lettres. jeu.
17.25 Hanté. Séries. Crouzet.
18.15 Les 30 jours. Crouzet.
18.45 Cap des Piles. Feuilleton.
19.20 Qui est qui ? jeu.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.

France 3

6.30 Europe.
7.00 Les 30 jours.
Derrick. Séries.
8.30 et 19.45 Euro.
8.35 Annuairement. Vite.
Feuilleton.
9.05 Amour, gloire
et venant.
Feuilleton.
9.30 Tout un programme.
Magasin.
10.35 Flash.
d'information.
11.00 Météo. jeu.
11.30 et 15.30 Les 2 amours.
12.10 et 12.30. 22.55
12.10 Les 30 jours.
12.15 Les 30 jours.
12.20 Les 30 jours.
12.25 Les 30 jours.
13.00 Journal. Point rouge.
13.35 Derrick. Séries. Crouzet.
14.35 Soto. Séries.
15.55 La Chance.
aux champions. (30).
16.30 Des chiffres.
et des lettres. jeu.
17.25 Hanté. Séries. Crouzet.
18.15 Les 30 jours. Crouzet.
18.45 Cap des Piles. Feuilleton.
19.20 Qui est qui ? jeu.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.

La Cinquième

5.30 Les Amnésies. Séries.
L'impossible retour.
6.20 Le Miracle de l'annuité.
Série. Météo.
6.45 Journal. Météo.
6.55 TF1 Jeunesse :
Sélections des Toons.
Planète animaux.
Téléfilm : Oliver Twist :
Dino Junior.
8.20 et 9.03 Météo.
8.30 Télé shopping.
Magazine.
9.05 La Météo.
de la famille. Séries.
9.45 La Telle des images.
Téléfilm. Henri Heiman.
Avec Isabella Otero.
Robin Renard.
(12) (10 min). 188987
11.35 Une famille en ex. jeu.
12.10 Cuisinez comme
un grand chef.
Magazine.
12.15 Le Juste Prix. jeu.
12.30 A vrai dire. Magasin.
Les betes.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Les Feux de l'annuité.
Faulstich.
14.45 Attraction. Séries.
Un chien fougeux.
15.40 La loi est la loi. Séries.
Dans le cadre de la nuit.
16.35 Sunset Beach. Séries.
17.35 Beverly Hills. Séries.
La froyeur de sa vie.
18.30 Exclatif. Magazine.
19.05 Le Bigli. jeu.
19.30 Journal. Météo.
20.00

M 6

5.40 et 6.05. 9.35. 10.05.
11.05. 16.10. 1.30
Boulevard des élips.
8.00 et 9.00. 10.00. 11.00.
11.50 M 6 express.
9.05 M 6 boutique.
11.20 Page Schiller.
Série. Le neur.
12.00 M 6 boutique.
Série. Le neur.
12.35 Docteur Quim.
Série. Le neur.
13.35 Docteur Quim.
Série. Le neur.
14.35 Docteur Quim.
Série. Le neur.
15.35 Docteur Quim.
Série. Le neur.
16.35 Docteur Quim.
Série. Le neur.
17.35 Docteur Quim.
Série. Le neur.
18.35 Docteur Quim.
Série. Le neur.
19.35 Docteur Quim.
Série. Le neur.
20.35 Docteur Quim.
Série. Le neur.

Arte

19.00 Tracks. Film. Quand la techno hit de la
posture. Séries. Le neur.
19.45 Métho. Arte. Arte.
20.15 Rumeurs. Portail du Japon.
Documentaire (198, 30 min). 78888

L'AMOUR DANS LES FILETS

19.00 Tracks. Film. Quand la techno hit de la
posture. Séries. Le neur.
19.45 Métho. Arte. Arte.
20.15 Rumeurs. Portail du Japon.
Documentaire (198, 30 min). 78888

LE PYROMANE

19.00 Tracks. Film. Quand la techno hit de la
posture. Séries. Le neur.
19.45 Métho. Arte. Arte.
20.15 Rumeurs. Portail du Japon.
Documentaire (198, 30 min). 78888

SANS AUCUN DOUTE

Les amnésies.
L'impossible retour.
6.20 Le Miracle de l'annuité.
Série. Météo.
6.45 Journal. Météo.
6.55 TF1 Jeunesse :
Sélections des Toons.
Planète animaux.
Téléfilm : Oliver Twist :
Dino Junior.
8.20 et 9.03 Météo.
8.30 Télé shopping.
Magazine.
9.05 La Météo.
de la famille. Séries.
9.45 La Telle des images.
Téléfilm. Henri Heiman.
Avec Isabella Otero.
Robin Renard.
(12) (10 min). 188987
11.35 Une famille en ex. jeu.
12.10 Cuisinez comme
un grand chef.
Magazine.
12.15 Le Juste Prix. jeu.
12.30 A vrai dire. Magasin.
Les betes.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Les Feux de l'annuité.
Faulstich.
14.45 Attraction. Séries.
Un chien fougeux.
15.40 La loi est la loi. Séries.
Dans le cadre de la nuit.
16.35 Sunset Beach. Séries.
17.35 Beverly Hills. Séries.
La froyeur de sa vie.
18.30 Exclatif. Magazine.
19.05 Le Bigli. jeu.
19.30 Journal. Météo.
20.00

BOULLON

Les amnésies.
L'impossible retour.
6.20 Le Miracle de l'annuité.
Série. Météo.
6.45 Journal. Météo.
6.55 TF1 Jeunesse :
Sélections des Toons.
Planète animaux.
Téléfilm : Oliver Twist :
Dino Junior.
8.20 et 9.03 Météo.
8.30 Télé shopping.
Magazine.
9.05 La Météo.
de la famille. Séries.
9.45 La Telle des images.
Téléfilm. Henri Heiman.
Avec Isabella Otero.
Robin Renard.
(12) (10 min). 188987
11.35 Une famille en ex. jeu.
12.10 Cuisinez comme
un grand chef.
Magazine.
12.15 Le Juste Prix. jeu.
12.30 A vrai dire. Magasin.
Les betes.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Les Feux de l'annuité.
Faulstich.
14.45 Attraction. Séries.
Un chien fougeux.
15.40 La loi est la loi. Séries.
Dans le cadre de la nuit.
16.35 Sunset Beach. Séries.
17.35 Beverly Hills. Séries.
La froyeur de sa vie.
18.30 Exclatif. Magazine.
19.05 Le Bigli. jeu.
19.30 Journal. Météo.
20.00

FAUT PAS RÉVER

Les amnésies.
L'impossible retour.
6.20 Le Miracle de l'annuité.
Série. Météo.
6.45 Journal. Météo.
6.55 TF1 Jeunesse :
Sélections des Toons.
Planète animaux.
Téléfilm : Oliver Twist :
Dino Junior.
8.20 et 9.03 Météo.
8.30 Télé shopping.
Magazine.
9.05 La Météo.
de la famille. Séries.
9.45 La Telle des images.
Téléfilm. Henri Heiman.
Avec Isabella Otero.
Robin Renard.
(12) (10 min). 188987
11.35 Une famille en ex. jeu.
12.10 Cuisinez comme
un grand chef.
Magazine.
12.15 Le Juste Prix. jeu.
12.30 A vrai dire. Magasin.
Les betes.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Les Feux de l'annuité.
Faulstich.
14.45 Attraction. Séries.
Un chien fougeux.
15.40 La loi est la loi. Séries.
Dans le cadre de la nuit.
16.35 Sunset Beach. Séries.
17.35 Beverly Hills. Séries.
La froyeur de sa vie.
18.30 Exclatif. Magazine.
19.05 Le Bigli. jeu.
19.30 Journal. Météo.
20.00

GRAND FORMAT : FANTÔMES DE TANGER

Les amnésies.
L'impossible retour.
6.20 Le Miracle de l'annuité.
Série. Météo.
6.45 Journal. Météo.
6.55 TF1 Jeunesse :
Sélections des Toons.
Planète animaux.
Téléfilm : Oliver Twist :
Dino Junior.
8.20 et 9.03 Météo.
8.30 Télé shopping.
Magazine.
9.05 La Météo.
de la famille. Séries.
9.45 La Telle des images.
Téléfilm. Henri Heiman.
Avec Isabella Otero.
Robin Renard.
(12) (10 min). 188987
11.35 Une famille en ex. jeu.
12.10 Cuisinez comme
un grand chef.
Magazine.
12.15 Le Juste Prix. jeu.
12.30 A vrai dire. Magasin.
Les betes.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Les Feux de l'annuité.
Faulstich.
14.45 Attraction. Séries.
Un chien fougeux.
15.40 La loi est la loi. Séries.
Dans le cadre de la nuit.
16.35 Sunset Beach. Séries.
17.35 Beverly Hills. Séries.
La froyeur de sa vie.
18.30 Exclatif. Magazine.
19.05 Le Bigli. jeu.
19.30 Journal. Météo.
20.00

BUFFY CONTRE LES VAMPIRES

Les amnésies.
L'impossible retour.
6.20 Le Miracle de l'annuité.
Série. Météo.
6.45 Journal. Météo.
6.55 TF1 Jeunesse :
Sélections des Toons.
Planète animaux.
Téléfilm : Oliver Twist :
Dino Junior.
8.20 et 9.03 Météo.
8.30 Télé shopping.
Magazine.
9.05 La Météo.
de la famille. Séries.
9.45 La Telle des images.
Téléfilm. Henri Heiman.
Avec Isabella Otero.
Robin Renard.
(12) (10 min). 188987
11.35 Une famille en ex. jeu.
12.10 Cuisinez comme
un grand chef.
Magazine.
12.15 Le Juste Prix. jeu.
12.30 A vrai dire. Magasin.
Les betes.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Les Feux de l'annuité.
Faulstich.
14.45 Attraction. Séries.
Un chien fougeux.
15.40 La loi est la loi. Séries.
Dans le cadre de la nuit.
16.35 Sunset Beach. Séries.
17.35 Beverly Hills. Séries.
La froyeur de sa vie.
18.30 Exclatif. Magazine.
19.05 Le Bigli. jeu.
19.30 Journal. Météo.
20.00



William Campbell, Claire Tencat et Kiki Douglas dans « l'homme qui n'a pas d'âme »

CASQUE D'OR

19.00 Tracks. Film. Quand la techno hit de la
posture. Séries. Le neur.
19.45 Métho. Arte. Arte.
20.15 Rumeurs. Portail du Japon.
Documentaire (198, 30 min). 78888

VEIRA CRUZ

19.00 Tracks. Film. Quand la techno hit de la
posture. Séries. Le neur.
19.45 Métho. Arte. Arte.
20.15 Rumeurs. Portail du Japon.
Documentaire (198, 30 min). 78888

PARIS PREMIÈRE

19.00 Tracks. Film. Quand la techno hit de la
posture. Séries. Le neur.
19.45 Métho. Arte. Arte.
20.15 Rumeurs. Portail du Japon.
Documentaire (198, 30 min). 78888

BAROCCO

19.00 Tracks. Film. Quand la techno hit de la
posture. Séries. Le neur.
19.45 Métho. Arte. Arte.
20.15 Rumeurs. Portail du Japon.
Documentaire (198, 30 min). 78888

FAUBLAS

19.00 Tracks. Film. Quand la techno hit de la
posture. Séries. Le neur.
19.45 Métho. Arte. Arte.
20.15 Rumeurs. Portail du Japon.
Documentaire (198, 30 min). 78888

Table with 10 columns: Programme, Durée, Diffusion, Révision, etc. It lists various TV programs and their broadcast details.

Table with 10 columns: Programme, Durée, Diffusion, Révision, etc. It lists various TV programs and their broadcast details.

Table with 10 columns: Programme, Durée, Diffusion, Révision, etc. It lists various TV programs and their broadcast details.

Table with 10 columns: Programme, Durée, Diffusion, Révision, etc. It lists various TV programs and their broadcast details.

